

*L'AUTOGESTION OUVRIÈRE**

Jerzy Starościak

Les principes politiques du système socialiste comportent l'idée de la participation directe des citoyens au règlement des questions de caractère social. La mise en oeuvre de cette idée ne présente pas le même degré d'intensité tout au long de la période d'édification de l'Etat d'un type nouveau. Les possibilités pratiques à cet égard sont déterminées par les conditions suivantes.

Premièrement, il faut que ceux qui vont être appelés à gouverner soient au courant du règlement des rapports complexes de la société dans le régime socialiste ou bien qu'ils soient initiés aux problèmes de gestion de la production de grandes entreprises socialistes.

Deuxièmement, une large participation à la gestion des affaires publiques implique l'exécution des tâches qui ne peuvent être résolues que par un appareil administratif discipliné et centralisé. Des tâches de ce genre se sont posées à l'administration polonaise pendant les premières années après la dernière guerre. Il suffit de mentionner de graves problèmes liés à la pénurie alimentaire ou aux grandes migrations internes, les questions relatives à la reconstruction économique, etc. Tout cela devait être résolu alors que s'opéraient simultanément d'importantes transformations sociales.

La solution des tâches de ce genre en Pologne et des tâches similaires dans tous les Etats socialistes a ouvert des perspectives à la mise en oeuvre d'une nouvelle conception de gestion des affaires publiques, fondée sur les principes de l'autogestion populaire. En Pologne cette conception s'est cristallisée aux VIII^e et IX^e sessions plénières du Comité Central du Parti Ouvrier Polonais Unifié, en 1956 et 1957. C'est alors que l'on a indiqué les trois piliers fondamentaux de l'autogestion. Le premier, ayant la base la plus large représentée par l'ensemble des citoyens, c'est l'institution des conseils populaires locaux. Le second c'est l'autogestion des producteurs agricoles représentée par les coopératives agricoles de production et les associations agricoles. Le

* Dans le n° 1/1963 du Droit Polonais Contemporain fut publié le texte de la loi sur l'autogestion ouvrière. En liaison avec ce texte, la Rédaction publie l'article ayant pour but de faire mieux comprendre le rôle de cette loi et de quelques unes de ses solutions particulières dans le système juridique de l'Etat socialiste;

troisième enfin c'est l'autogestion ouvrière représentée par les organes, de formation spontanée, de l'autogestion ouvrière, appelés à l'origine «conseils ouvriers».

Nous consacrerons les observations qui suivent à ce dernier élément de l'autogestion populaire.

L'idée cristallisée de l'autogestion ouvrière conçue comme une forme de la participation directe du personnel au règlement des problèmes de l'entreprise présente un intérêt de tout premier ordre pour l'Etat et la population socialistes. Les Etats socialistes, et en particulier la Pologne, sont entrés sur la voie de l'industrialisation. Déjà à l'heure actuelle plus de soixante pour cent de la population est occupée en dehors de l'agriculture, tandis que les entreprises d'Etat produisent plus de 70% du revenu national. Dans cette situation, la participation de l'ouvrier à la solution directe des problèmes propres aux entreprises d'Etat ouvre une nouvelle voie vers la part directe que prend l'ouvrier à la décision portant sur les problèmes clés relatifs à l'avenir de l'Etat.

Il y a lieu de souligner l'importance de l'autogestion ouvrière d'autant plus que cette conception permet d'établir simultanément des bases à la solution d'autres problèmes aussi. Parmi ces problèmes il convient de signaler la question de l'intéressement du personnel aux effets économiques des entreprises (les organes de l'autogestion ouvrière acquièrent en effet le droit de décider ou de concourir à la décision en matière de répartition de la partie du revenu national produite par l'entreprise) et, d'autre part, la question de la nouvelle attitude vis-à-vis le travail, de la «morale du travail», des liens dits non formels dans l'entreprise.

Ce n'est pas depuis quelques années seulement que le problème de la participation du personnel à la gestion de l'entreprise est apprécié à sa juste valeur et qu'il est mis en oeuvre. Déjà le décret (ayant force de loi) du 6 février 1945 sur les conseils d'entreprise (J. des L. n° 8, texte 36) prévoyait l'institution, sous ce nom, de représentation du personnel dans tous les établissements employant plus de 20 travailleurs. Ces conseils étaient considérés comme instances syndicales inférieures. Ils étaient appelés à surveiller les conditions du travail, à jouer le rôle médiateur dans les litiges entre l'employeur et l'employé, etc. Ces conseils peuvent inscrire à leur actif d'importantes réalisations durant la première période de la reconstruction et de la mise en marche des établissements industriels. Peu à peu cependant leur activité et leur importance allaient diminuant, au fur et à mesure que baissait l'activité de la majorité des instances syndicales. Le renouveau de l'activité sociale qui eut lieu en 1955/56 a abouti à la création de conseils dits «ouvriers», à côté de conseils syndicaux. Le cadre juridique de ces conseils a été créé par la loi du 19 novembre 1956 (J. des L. n° 53, texte 238). D'après cette loi, le conseil ouvrier était

appelé à «gérer au nom du personnel l'entreprise constituant propriété nationale» (art. 2, p. 1 de la loi). Cette loi n'abolissait pas cependant le principe de la direction unique de l'entreprise, en statuant que: «Le directeur de l'entreprise dirige l'activité de celle ci et en est juridiquement responsable; il répond devant le conseil ouvrier et l'unité supérieure» (art. 14, p. 1). Quoique la désignation du conseil ouvrier, d'après cette loi, ne fût pas obligatoire dans l'entreprise, car elle dépendait de la volonté de la majorité du personnel, ces conseils n'en furent pas moins institués dans presque la moitié des entreprises d'Etat, au cours d'une année environ depuis la publication de la loi. C'étaient d'ailleurs les entreprises les plus grandes. A la même époque l'idée de l'élargissement de l'autonomie de l'entreprise gagne des esprits, ce qui devait nécessairement entraîner une extension des attributions du directeur de l'entreprise.

La nécessité de synchroniser au sein de l'entreprise l'action respective des organes de l'autogestion ouvrière, des organes syndicaux, de la cellule du parti et des autres organismes se distinguant par leur activité sociale dans cette entreprise ainsi que la nécessité de délimiter d'une manière juridiquement plus précise les compétences du directeur et celles des organes de l'autogestion ouvrière, ont abouti à suppléer la loi de 1956 sur les conseils ouvriers par la loi du 20 décembre 1958 sur l'autogestion ouvrière.

Le texte de cette loi ayant été publié au № 1 de notre revue il n'est pas nécessaire d'entrer dans les détails d'organisation de cette autogestion. Il convient cependant d'attirer l'attention sur certaines solutions fondamentales proposées par cette loi. Les organes de l'autogestion sont dirigés dans toutes les entreprises mentionnées par la loi (art. 1 et 2). La loi maintient le principe de la direction unique dans l'entreprise d'Etat. Par conséquent, la sphère des compétences où les organes de l'autogestion possèdent le droit exclusif de décision concerne les règlements de travail et les questions sociales intéressant le personnel. Dans les autres questions, les organes de l'autogestion ouvrière agissent comme organes coopérant avec la direction de l'entreprise, émettant des avis sur des projets d'action (leur avis devant être entendu) ou contrôlant l'activité de la direction (art. 7). Etant donné cependant que dans ce domaine le chef d'entreprise est tenu de coopérer avec les organes de l'autogestion ouvrière ces, sphères d'activité en question de ces organes présentent également une importance essentielle pour la détermination des formes juridiques de participation du personnel à la gestion de l'entreprise.

Les organes de l'autogestion ouvrière coopèrent avec le chef d'entreprise dans la solution des problèmes propres à l'entreprise, mais dans leur action sont indépendants à son égard. Cette indépendance est garantie par ce que la surveillance des organes de l'autogestion ouvrière n'appartient

ni à l'administration de l'entreprise ni aux organes exerçant la surveillance sur l'entreprise. Cette surveillance est exercée par les organes syndicaux (art. 23—26). La question de l'étendue des compétences des organes de l'autogestion ouvrière peut naturellement être discutée. Elle l'est d'ailleurs dans la littérature polonaise spécialisée. Les conclusions de cette discussion ne sauraient cependant être formulées d'une manière abstraite, car l'étendue des compétences des organes de l'autogestion ouvrière ne peut être fixée arbitrairement. La détermination de ces compétences, leur aspect concret étant proclamé, doit tenir compte des deux principes. Tout d'abord elles doivent présenter un caractère essentiel pour le personnel, car ce trait peut passer pour un critère de la valeur sociale de l'autogestion. Ensuite ses compétences ne peuvent porter atteinte aux garanties juridiques de l'uniformité du plan économique, ni créer des conditions qui puissent aboutir à rendre confuse la responsabilité de la direction de l'établissement pour l'exécution des tâches prévues au plan. Ces principes une fois adoptés, la détermination des compétences en question n'est guère facile. Nous avons mentionné ces conditions pour montrer l'inexactitude qu'il y a à apprécier abstraitement les compétences des organes de l'autonomie ouvrière, dans le cadre des dispositions de la loi de 1958.

En parlant des organes de l'autogestion ouvrière il faut indiquer enfin que, quoique son organe fondamental: la conférence de l'autogestion ouvrière, se compose de quelques groupes de membres, tous les membres de cette conférence sont élus. Il est vrai que les élections dans divers groupes se font suivant des systèmes différents. Le droit de vote ne va d'ailleurs jamais au-delà du groupe qui est englobé par l'organisation de l'autogestion ouvrière. Ce groupe peut être fixé d'après de strictes critères juridiques. Le critère essentiel c'est le lien résultant du rapport de travail dans l'entreprise où fonctionne l'autogestion ouvrière.

Bien que la réglementation légale de la participation du personnel à la gestion, selon les principes de la démocratie socialiste, ait quelque peu devancé les solutions légales semblables adoptées dans d'autres Etats de ce type, la Pologne n'est pas la seule à avoir ces solutions particulières. Des conceptions similaires de l'élargissement de la participation du personnel à la gestion sont représentées par les législations des autres pays socialistes européens. Les solutions adoptées revêtent des formes suivantes:

a) l'extension des compétences des organes syndicaux aux questions qui en Pologne relèvent de la compétence des organes de l'autogestion ouvrière. Cette solution est représentée en particulier par la législation de la Tchécoslovaquie¹;

¹ Cf. la loi du 8 juillet 1959 sur la situation des comités d'établissement, Sbirka Zakonu n° 18, texte 37, avec annexe.

b) l'élargissement des compétences des organes syndicaux avec la réglementation légale de l'institution des conférences dites permanentes de production, comme cela a lieu dans la législation de l'URSS et de la RDA;²

c) la forme la plus rapprochée de la solution polonaise, qui consiste à créer des organes syndicaux de l'autogestion ouvrière juridiquement distincts (quoique collaborant étroitement avec les organismes syndicaux proprement dits), dont nous trouvons un exemple dans la législation hongroise de la fin de 1957.

Indépendamment de la solution légale de la matière en question, les compétences des organes représentant le personnel se ramènent, selon la législation des pays susmentionnés, à prendre des décisions dans les questions intéressant tout particulièrement le personnel (répartition des primes au titre des profits réalisés au-delà du plan, investissements sociaux, parfois règlement préliminaire des conflits du travail), à coopérer avec la direction de l'entreprise dans certaines questions et à exercer le contrôle social de l'administration de l'entreprise.

Les détails juridiques de la position des organes représentant le personnel dans les questions liées à la gestion de l'entreprise peuvent parfois fournir des sujets intéressants d'études comparatives à cet égard. Mais eh tout cas, dans tous les Etats socialistes le sens politique de ces solutions est toujours le même. Il s'agit ici de la création d'une nouvelle plate-forme de participation des travailleurs aux affaires publiques, d'un nouveau cadre juridique pour le développement de la démocratie socialiste.

² Cf. la résolution du Conseil des ministres et du Conseil Soviétique des Syndicats du 9 juin 1958, *Sbornik Postanovleni Pravitelstva SSSR* 1958, n° 13, texte 101 et la résolution du Conseil des ministres de la RDA du 9 avril 1959 sur les conférences permanentes de production dans les entreprises socialistes, *Gesetzblatt der DDR*, n° 25, p. 329.

THE ORGANIZATION OF COURTS IN THE POLISH PEOPLE'S REPUBLIC

Z. Resich

The Constitution of the Polish People's Republic recognizes that the power in a people's State is one and belongs indivisibly to the working people. Thus it recognizes the socialist principle of the unitary and indivisible nature of power. It rejects in consequence the Montesquieu division of power as failing fully to reflect reality¹. Thus all the organs of the State are organs of the working people and should exercise their functions in their interests. But the indivisible character of power in the State and the character of law courts in a socialist State does not do away with their independence from other State organs as regards the function of administration of justice carried out by the courts. For the principle of the indivisibility of power does not prevent the division of competences between the various groups of State organs. The law courts constitute a separate group of state organs, a separate group with regard to other organs of the state authority, administrative and executive organs, organs of state control and organs of the prosecutor's office.

In accordance with art. 46 of the Constitution of the Polish People's Republic, "the administration of justice in the Polish People's Republic is exercised by the Supreme Court, voivodship courts, district courts and special courts". In accordance with art. 48 of the Constitution, "the courts stand guard over the system of the Polish People's Republic, protect the achievements of the Polish working people, watch over the people's rule of law, social property and rights of citizens, and punish offenders". If we should also take into account further provisions of the Constitution (art. 47-53), we may assume that the characteristic features of the courts within the meaning of our Constitution are the following:

- 1) activity tending towards at rendering concrete and at realizing legal norms in order to protect the principles of the people's rule of law,
- 2) the right to issue verdicts in the name of the Polish People's Republic,
- 3) the independence of the judges,

¹ St. Gebethner and others *Polskie Prawo Państwowe*, part II, Warsaw, 1961, p. 180.

- 4) participation of people's representatives as a principle,
- 5) trials in open courts as a principle,
- 6) guaranteed right to defence,
- 7) supervision of the Supreme Court over the issuance of verdicts,
- 8) eligibility of judges (as regards general courts and the Supreme Court).

As regards the legal state of affairs prevailing in Poland, the basic sources of law concerning the organization of law courts (apart from executive orders and rules), are: the above-mentioned provisions of the Constitution of the Polish People's Republic, and the Act of Parliament of February 6th, 1928 "Law on the Constitution of general courts" concerning general courts (uniform text J. of L.* of 1950 No 39, Chap. 360, modified: 1951, No 5, Chap. 41, 1952, No 1, Chap. 5, 1957, No 31, Chap. 133). The organization of military courts and of the military prosecutor's office is set up in the Decree of the Polish Committee of National Liberation of September 23rd, 1944 (J. of L. No 6, Chap. 29), and the organization of social insurance courts is regulated by the Law on social insurance courts of 1939 in the wording of the announcement of the Minister of Justice of June 21st, 1961 (J. of L. No 4, Chap. 215). The organization of the Supreme Court is regulated by the Law on the Supreme Court of February 15th, 1962 (J. of L. No 11, Chap. 54). As regards general courts we have adopted after the pre-war period a system of three instances. The first instance (for minor questions) were the municipal courts. The second instance in minor questions and at the same time the first instance in more important questions were the regional courts. The second instance in more important questions were the courts of appeal, and the third instance — the Supreme Court.

The organization of the courts of the Polish People's Republic has underwent a process of profound reforms and evolutions since the moment of the liberation of our state, which gradually adapted it to the principles of the new system. This process of improvement is continuing. The institution of jury was revised in the first period immediately following the liberation (in 1944), as well as the principle of collectively issued verdicts (in 1945 and 1948). Next, the most important questions from the political and economic point of view were taken out from the competence of general courts and transferred to that of special courts whose organization was immediately based on new socialist principles. Thus, for example, counterrevolutionary offences and economic offences, particularly dangerous for the construction of the system were transferred to the competence of military courts and of the newly created Special Commis-

* Journal of Laws.

sion for Struggle against Economic Abuses and Sabotage². In the years 1944-1946 there were also special criminal courts for crimes pertaining to collaboration with Germans and to the betrayal of Polish nationality.

At the same time, the gradual transformation of general courts had begun. The 1950 reform in particular introduced deep changes in our system of courts, basing it on the principles of the socialist administration of justice. As a result of this reform, a new and uniform "system" of general courts has been introduced, adapted to the administrative division of the country. A two-instance uniform system for both procedures (criminal and civil) has been introduced. The participation of assessors in the courts of the first instance under both procedures has been introduced as a principle.

But work on the reform of our court law is continuing. In this connection the Law of February 1962 on the Supreme Court should be mentioned. It is of great importance for the administration of justice. Our lowest, but at the same time very important and basic link in the system of general courts are the district courts. A district court is composed of a chairman, a vice-chairman, or vice-chairmen, and judges. The head of the court is the chairman of the district court. Bigger district courts are organizationally divided into divisions (civil and criminal). The Minister of Justice creates by way of order special divisions for juveniles at district courts (juvenile courts). Other divisions may be created by way of orders. The Minister of Justice may by order transfer to one district court the examination of criminal cases concerning juveniles, within the scope of the terms of reference of several district courts of the same voivodship court. In accordance with their functional competence, the district courts try criminal and civil cases belonging to their jurisdiction in accordance with the provisions of court procedure and other cases transferred to them by special laws. Above all, the district courts are the first instance in criminal and civil cases unless some cases are transferred to the jurisdiction of the voivodship courts in the first instance. The jurisdiction of district courts includes moreover:

- 1) execution procedure in civil cases,
- 2) imparting of judicial assistance,
- 3) trial of penal-administrative offences and
- 4) imparting legal advice to the working population.

The voivodship court is composed of a chairman, vice-chairman and judges. The chairman is the head of the court. The voivodship court is

² St. Włodyka *Organizacja Sądownictwa*, Cracow 1959, p. 108, K. Czajkowski, L. Schaff *Prawo Sądowe*, in the publication *Dziesięciolecie Polski Ludowej 1944—1994*, Warsaw 1955.

subdivided in divisions. General assemblies and administrative boards are functioning in the voivodship courts.

The voivodship courts try in the first instance criminal and civil cases belonging to their jurisdiction in virtue of regulations of judicial procedure. It examines also means of appeal from verdicts rendered by district Courts and other cases allotted to them by special laws.

Of civil cases the following questions belong to the jurisdiction of Voivodship Courts in the first instance:

1) concerning non pecuniary rights and together with them the sought pecuniary claims with the exception of questions, pertaining to the establishment of paternity and to divorce;

2) against the State Treasury for the compensation of damage caused by officials of organs of State authority and administration during the execution of the functions entrusted to them;

3) arising from relations concerning the defence of author's rights,, patents, commodity designs and marks;

4) pecuniary claims in which the value of the object under litigation exceeds 100,000 zlotys and one of the parties is the State Treasury or another juridical person subject to State economic arbitration.

Of criminal cases on the other hand, the voivodship courts try in the first instance:

1) most important crimes against the State,

2) most important economic crimes,

3) crimes committed by fascist-hitlerite criminals,

4) crimes against life (manslaughter) and

5) certain crimes against the preservation of State secrets.

It is to be noted that each criminal case belonging to the jurisdiction of district courts may be transferred by the public prosecutor to the voivodship courts.

The Supreme Court is the sumprime judicial organ exercising on the basis of art. 51 of the Constitution supervision over the activity of general and special courts (such as military courts and social insurance courts) as; regards the issuance of verdicts. This Court is sub-divided into chambers:: civil, criminal, labour and social insurance, and military. The Supreme Court is headed by the First Chairman of the Supreme Court and each of the chambers — by a Chairman of the Supreme Court. This Court also has a Bureau of Verdicts Issuance, and also a General Assembly and Administrative Board. The principles of internal organization are defined by rules issued by the Council of State.

The Supreme Court exercises judiciary supervision in a two-fold sense, namely: a) exercises ordinary judicial supervision through the examination of appeals from judgment of voivodship courts, issued in the first instance*

and from judgments of Military Courts, and also through the examination of complaints calling for re-trial, b) exercises a specific, constitutional judiciary supervision (reserved exclusively for the Supreme Court) by way of:

- 1) examination of extraordinary revisions,
- 2) issuing resolutions containing answers to legal questions,
- 3) issuing directions for the administration of justice and judicial practice.

The First Chairman of the Supreme Court renders account of the activity of the Supreme Court to the Council of State.

The Council of State elects all members of the Supreme Court for a period of 5 years.

The Law on the Supreme Court should be counted among the most important acts adopted in the course of the last several years in the domain of the administration of justice and among the very important State acts shaping our system. This Law constitutes a realization of the principles of our Constitution which establishes in art. 51 the principle of one Supreme Court and principle of the eligibility of members of the Supreme Court. In spite of these principles, before adoption of the Law a Supreme Military Court and a Social Insurance Tribunal have existed beside the Supreme Court. The judges of the Supreme Court, previously composed of two chambers (civil and criminal) were appointed.

The principle of one Supreme Court, complementing the socialist principle of uniform law, and the principle of the eligibility of judges, belongs to the fundamental principles of the socialist administration of justice. For uniform supervision of the judgments of all courts makes it possible to observe in a uniform and harmonious manner the principles of people's rule of law so important in the construction of a socialist system, while the election of judges is in principle superior, from the point of view of the independence of judges, to the system of appointment by administrative authorities. In this manner the Supreme Court has been transformed into the supreme judicial organ, exercising supervision as regards the issuance of verdicts over the activity of all courts in the Polish People's Republic, has fully obtained the position of a central independent organ, beside the supreme organs of state power and the supreme organs of state administration.

The Law on the Supreme Court of February 15th, 1962 introduces an entirely new relationship between the Supreme Court on the one hand and the Council of State and the Minister of Justice on the other. Essential changes are thereby introduced as regards the organisation of the entire system of courts. This Law has granted to the Minister of Justice a number of rights as regards the staff policy (such as for example the right to

present candidatures for the post of judges of the Supreme Court), the policy of the administration of justice (such as for example the right to present motions as to the directives of the administration of justice and of judicial practice) and of the defence of the rule of law (such as for example the right to present motions for extraordinary revisions). In this domain there exists a political responsibility of the Minister of Justice.

As we have already mentioned, the First Chairman renders account to the Council of State of the activity of the Supreme Court. The Council of State is vested with a number of rights with regard to the Supreme Court, above all the Council of State elects the Supreme Court. The Council of State issues rules for the Supreme Court, establishing the principles of the internal organization of work, defines the list of posts and remuneration groups. Thus, the Council of State wields decisive influence in the establishment of the structure and internal organization of the work of the Supreme Court.

A characteristic feature of the organization of the administration of justice in the Polish People's Republic is the regulation of assistance rendered to courts by higher instance courts by way of clarifying legal problems giving rise to serious doubts and even by way of taking over of given cases for examination by themselves. Thus, for example, when a legal problem arises during the trial of a civil case in a district court, giving rise to serious doubts, this court may transfer the case for examination by a voivodship court. When, in turn, in a civil case, a legal problem giving rise to serious doubts arises during the examination of revision by a voivodship court, this court may transfer this problem for solution by the Supreme Court. In such a case, the Supreme Court may take over the case for examination by itself. The difference in criminal cases consists in that the Supreme Court has no right to take over the case for examination by itself.

Similarly, a panel (three judges) trying a case in the Supreme Court may submit a legal principle giving rise to doubts to seven-judge panel for solution. If such a decision is not inscribed in the so-called book of legal principles (kept in the Supreme Court), then the legal principle expressed in the decision is formally not binding on any other panel trying cases, except for the panel issuing a judgment in this concrete case with regard to which the legal question was formulated. In this situation such a decision is exercising an influence only in virtue of correctness and argumentation. If the legal principle has been inscribed in the book, then it is binding on other panels of the Supreme Court (but only of the Supreme Court) in that sense that if in another case any panel trying a case intends to depart from the legal principle inscribed in the book it has to present the given principle for solution by the entire

chamber, The principle adopted in this manner is inscribed in the book of legal principles. If a panel holding a trial in one chamber intends to depart from the legal principle inscribed in the book of another chamber, the question is solved by way of a decision of the two chambers. The chambers may submit a question to the General Assembly. Departure from a legal principle established by a chamber or the General Assembly may take place only by way of a new solution by the chamber or the General Assembly respectively.

Decisions by a 7-judge panel, by the entire chamber, by joint chambers or by the General Assembly may be made also in a different situation, namely when the Supreme Court clarifies, at the motion of the Minister of Justice, the Prosecutor General, the First Chairman, or a Chairman of the Supreme Court, legal regulations which are raising doubts or whose application had given rise to divergencies in the judiciary. The decisions of the chambers or of the General Assembly are inscribed to book of legal principles. Such decisions are binding on the judging panels in the Supreme Court.

The situation is different when it comes to directives of the Supreme Court, which are binding on all courts, for the infringement of the directives may constitute a basis for waving aside or changing a verdict. The directives of the administration of justice and judicial practice are established by the Supreme Court either in General Assembly, or by one chamber, or still by the chambers together, at the motion of the Minister of Justice, the Prosecutor General or the First Chairman of the Supreme Court.

The directives established by the Supreme Court are aimed for ensuring uniformity of sentences issued by all courts and the conformity of these sentences with the principles of people's rule of law. From this point of view and looking into the past it should be stated that the institution of directives has on many occasions correctly fulfilled the task for the fulfilment of which it had been created. May we mention only the famous directives concerning art. 236 of the civil procedure code, which constitute very valuable material for the courts in their striving to arrive at the objective truth in trials. Directives in divorce cases have been of similar importance. These latter directives have pointed to the correct direction in verdicts issued in these cases which are so important from the social point of view.

In order to depict fully the structure of courts in the Polish People's Republic it should also be stated explicitly that administrative supervision over local courts belongs to the Minister of Justice, while judicial supervision belongs to the Supreme Court and that here the demarcation line is drawn very clearly. On the other hand, however, close cooperation of

these two institutions is required for the correct fulfilment of these functions. And so it is in fact. The judges of the Supreme Court help in practice the organs of the Minister of Justice in administrative supervision, taking part in local conferences organized by these organs, while the organs of the Minister of Justice are assisting the Supreme Court in carrying judiciary supervision by way of supplying the necessary materials.

One should also mention the cooperation between the courts and the prosecutor's office. The prosecutor acts not only under criminal, but also under civil procedure, where he may start any action and take part in every stage of a case instituted by anyone, if, in his opinion, this is required by the interest of the People's State.

Special courts to which belong the military courts and the social insurance courts have certain specific features distinguishing them from the general courts. But a closer description of their structure would trespass the cadre of the present article.

BIBLIOGRAPHIE * BIBLIOGRAPHY

M. Jaroszyński: *Les problèmes relatifs aux conseils populaires. Etude juridico-politique*, Warszawa 1961, PWN, 322 p.

L'auteur signale au début de son étude qu'il n'a pas eu l'intention d'écrire une monographie des conseils populaires ni d'étudier l'ensemble des problèmes que comporte cette institution. Encore moins il n'a pas cherché à préparer un cours systématique sur le régime des conseils ou un commentaire de la législation en vigueur. Nous avons donc enfin devant nos yeux un recueil des considérations juridico-politiques, unies entre elles par le thème développé, et qui sont déterminées par deux critères de base. Tout d'abord l'auteur étudie la question de savoir si le système juridique régissant le régime des conseils populaires met en oeuvre conséquemment le principe en vertu duquel les conseils représentent réellement le pouvoir du peuple travailleur et, ensuite, il cherche à établir si le système en question est effectivement un système proprement dit, c'est-à-dire s'il est cohérent à un degré suffisant. C'est sous cet angle que l'auteur a fixé le sujet étudié et c'est à l'aide de ces critères qu'il critique certaines solutions législatives, en accepte d'autres et tire des conclusions de lege ferenda. Comme il le précise dès le début de son ouvrage, l'auteur voulait susciter une discussion publique de ces problèmes fondamentaux pour notre système.

L'ouvrage comprend six chapitres. Dans le chapitre I, intitulé *Coup d'oeil sur l'évolution des conseils populaires en Pologne*, l'auteur passe brièvement en revue la formation du système des conseils populaires et des problèmes juridico-politiques qui s'y rattachent. Dans le chapitre II, intitulé *Le caractère représentatif des conseils populaires*, sont étudiés plusieurs problèmes du système électoral. Le chapitre III, qui porte le titre *Les compétences d'attributions des conseils populaires*, est consacré aux questions qui surgissent sur la base de la réglementation actuelle du champ d'activité des conseils, et en particulier aux modifications apportées à ce domaine d'action par les nouvelles attributions données aux conseils. Les autres chapitres s'occupent des problèmes essentiels qui sont ceux de la subordination verticale et horizontale ainsi que de la coordination et du contrôle. Dans le chapitre IV, intitulé *La subordination horizontale*, l'auteur analyse systématiquement les questions qu'on rencontre à cet égard, à commencer par la définition du rôle de l'élément populaire et professionnel dans l'appareil des conseils, et ensuite la position respective des conseils, de leurs commissions, presidiums et services ainsi que des organes spéciaux. Le chapitre V, portant le titre *La coordination et le contrôle*, l'auteur soulève cette question telle qu'elle se pose aux conseils comme organes du pouvoir public à l'échelon local. Dans le chapitre VI enfin, intitulé *La subordination verticale*, il s'occupe du problème sans doute le plus central qui est celui de la surveillance et de ses limites.

L'ouvrage de M. M. Jaroszyński est le premier qui discute le système polonais des conseils populaires. Il servira certainement d'un point de départ aux discussions qui se déroulent et vont se dérouler encore pendant longtemps, et constituera aussi une source de l'initiative législative.

Wacław Brzeziński

Jerzy Jodłowski: *Certains problèmes du procès civil polonais*, Warszawa, 1961, PWN, 126 p.

L'ouvrage comprend deux dissertations du professeur Jodłowski, à savoir: *Nouvelles voies du procès civil polonais* et *Le principe de la disposition dans le procès civil polonais*. La première de ces dissertations fut déjà publiée en 1951 et exposait les principes idéologiques de la réforme du droit polonais en matière de procès civil, réforme accomplie par l'amendement de 1950 au Code de procédure civile, et présentait tout le procès sur la base des nouveaux principes. La seconde dissertation n'a pas encore été publiée, elle a servi en 1950 de base à discussion au cours d'une réunion des processualistes polonais. Elle contient des thèses particulières et leur justification, qui concerne les problèmes du principe de la disposition, soulevés dans la première dissertation se rattachant notamment à ce qu'on appelle la disposition matérielle dans le procès (la mise en marche du procès, les limites de la protection juridique accordée pendant le procès, la disposition des droits subjectifs au cours du procès). Les deux dissertations sont actuellement munies de commentaires de J. Lapierre qui a scrupuleusement réuni toutes les énonciations ultérieures parues dans notre littérature juridique, concernant les problèmes traités dans ces deux dissertations. Dans une introduction, leur auteur justifie leur publication par des considérations de nature didactique. Il souligne notamment son intention de rendre accessibles ces matériaux à ceux qui étudient la procédure civile ainsi que l'actualité des sujets au moment où se poursuivent les travaux de codification sur un projet de Code de procédure civile de la R.P.P. Il a été fort utile en effet de rappeler les deux dissertations, de même que de faire un tableau des résultats de nouvelles recherches accomplies dans le domaine qui fut soulevé pour la première fois dans les dissertations en question. Il résulte notamment de ces tableau que ces dissertations ont exercé une forte influence sur l'évolution des recherches de la doctrine polonaise du procès civil ainsi que sur l'orientation de la jurisprudence et qu'elles ont conservé dans une forte mesure leur actualité de lege ferenda.

Władysław Siedlecki

Jan Gwiazdomorski: *Esquisse du droit successoral*, Warszawa 1963, PWN, 279 p.

L'ouvrage dont nous nous occupons ici est une seconde édition destinée surtout aux universités, bien qu'il mette largement à profit la jurisprudence et qu'il analyse plusieurs problèmes pratiques, ce qui le rend très utile aux praticiens aussi. Relativement au système dont nous venons de parler il s'agit d'une version abrégée qui contient moins de développement théorique et monographique.

L'auteur expose tout d'abord le système du droit successoral sur le fond des rapports socio-économiques dans les pays capitalistes, dans les Etats socialistes — en particulier en Union Soviétique — et enfin en Pologne Populaire. Le professeur Gwiazdomorski tient compte de la situation réelle dans ces différents systèmes, et prend en considération, par exemple, l'impôt sur les successions, les catégories d'objets susceptibles de constituer le patrimoine privé et, par cela même, pouvant faire l'objet de la succession, etc.

Ensuite l'auteur analyse les notions communes à tous les genres de succession, telles que la succession, l'héritage où le legs (chap. II), la situation juridique des héritiers (chap. III), la protection de l'héritage (chap. IV), l'aliénation de la succession

(chap. V), la responsabilité de l'héritier pour les dettes (chap. VI), les rapports juridiques entre les héritiers avant le partage de la succession (chap. VII) et enfin le partage (chap. VIII). C'est alors seulement que l'auteur passe à l'étude de différents genres de succession, à savoir la succession *ab in testât* (chap. IX) et la succession testamentaire (chap. X—XIV qui comprennent le testament en général, l'institution d'héritier, le legs, le fidéicommiss et l'exécuteur testamentaire). Dans le dernier chapitre, le chapitre XV, se trouve décrite l'institution de la réserve, comparée avec d'autres solutions permettant de garantir aux membres de la famille les plus proches des droits déterminés au cas où ils seraient omis dans le testament.

La question qui soulève le plus de controverses, et dans laquelle la conception individuelle de l'auteur se manifeste sans doute le plus fortement, est celle de l'acquisition de la succession dans le système du droit polonais. Selon ce système la succession s'acquiert de plein droit (l'institution de la succession *jacente* — *hereditas iacens* — ne lui est pas connue). Le successeur peut cependant, dans un délai déterminé déclarer qu'il accepte (sous bénéfice d'inventaire ou simplement) ou qu'il refuse la succession. D'autre part la loi polonaise connaît l'institution de la confirmation judiciaire des droits à la succession. L'auteur, cherchant à synchroniser les règles susmentionnées, avance la thèse selon laquelle l'héritier devient bien, dès l'ouverture de la succession, le «véritable héritier» (il peut ainsi aliéner sa part dans la succession), mais cette acquisition n'est cependant pas définitive. Elle ne devient définitive qu'après la déclaration sur l'acceptation de la succession ou après l'expiration du délai prévu par la loi (le silence du successible vaut l'acceptation de la succession). Toutefois, même cette acquisition définitive ne produit pas un effet complet vis-à-vis des tiers qui ne prétendent pas d'avoir des droits à la succession. Seule la conformation judiciaire des droits à la succession rend l'acceptation pleinement efficace.

Il y a lieu de signaler aussi que l'auteur met en relief les fonctions des institutions telles que le partage et la réserve et qui, en droit polonais, sont développées de manière à tenir largement compte de la propriété paysanne qui continue à jouer un rôle considérable en Pologne.

Andrzej Stelmachowski

Mieczysław Sośniak: *La clause d'ordre public en droit international privé*, Warszawa 1961, PWN, 256 p.

Ces dernières années, la littérature juridique polonaise consacrée au droit international privé s'est considérablement enrichie. L'ouvrage de M. Sośniak compte parmi les plus précieux dans ce domaine. Il aborde tous les problèmes importants de la matière traitée. Son caractère exhaustif et le niveau scientifique élevé le font classer parmi les meilleurs ouvrages sur la clause d'ordre public dans la littérature juridique mondiale.

L'auteur s'occupe des origines de la clause (p. 5—27), de sa notion dans diverses théories ainsi que dans la législation et la pratique judiciaire de divers états (p. 27—90). Il traite ensuite les problèmes que la clause suscite dans différentes parties du droit international privé (p. 90—113), les divers «genres» d'ordre public (p. 113—171); il expose les fondements et les méthodes d'application de la clause (p. 171—201). Dans l'un des chapitres il décrit la clause d'ordre public dans l'Etat soviétique et dans les rapports entre les états socialistes (p. 201—210), présente les effets de l'application de cette clause (p. 210—231) et les perspectives offertes dans l'avenir (p. 232—240).

L'auteur estime qu'à l'avenir l'importance de la clause va diminuer, ce qui aura pour cause le rapprochement entre les peuples sur la base de la coopération et de la coexistence. Dans la monde socialiste, de nos jours déjà il existe «un fondement à supprimer la clause d'ordre public en droit international privé» (p. 239).

Jerzy Jakubowski

Wacław Brzeziński: *Le plan d'aménagement du territoire. Etude de science administrative et de droit administratif. Institut des Sciences Juridiques de l'Académie Polonaise des Sciences. Warszawa 1961, PWN, 183 p.*

Parmi les plans économiques mis en oeuvre en Pologne, il y a d'abord ceux qui déterminent les diverses activités économiques, échelonnées dans le temps: plans nationaux, plans régionaux, plan financier, plan d'investissements, etc. A côté d'eux, le plan d'aménagement du territoire arrête la destination des divers terrains aux diverses initiatives prévues. C'est ce qu'on peut appeler la «coordination de l'économie nationale dans l'espace». Il va sans dire que chaque entreprise économique affecte plus ou moins le sort du terrain sur lequel elle se place; et que, d'autre part, chaque décision touchant la destination d'un territoire est de nature de conditionner les réalisations économiques futures. Un plan d'aménagement du territoire implique donc de nombreux problèmes d'ordre juridique et administratif.

C'est bien à cet aspect du plan qu'est vouée l'étude de M. Brzeziński, professeur à la Faculté de Droit de l'Université de Cracovie. Elle constitue, au dire de l'auteur, «une pénétration de la science administrative et du droit administratif dans notre système de l'économie planifiée». Le plan d'aménagement du territoire y est considéré en tant qu'institution juridique. En déterminer la nature et les traits essentiels, dans un pays dont la vie économique est fondée sur les plans, et où existe la propriété individuelle du sol — tel est le but principal de cette étude substantielle et concise.

L'analyse du plan en tant que règle juridique (chap. II) intéressera autant le théoricien du droit que l'expert de droit administratif ou de droit civil. L'auteur voit, dans le plan, une véritable règle juridique, bien que très spécifique: elle est de caractère à la fois général et concret.

Les chapitres qui suivent montrent comment les multiples données géographiques, démographiques, culturelles, se reflètent dans les problèmes techniques du plan. Et comment le principe d'une organisation méthodique du territoire a évolué, en Pologne, depuis les simples plans des agglomérations urbaines (sous le décret-loi de 1928), par les premières tentatives d'un plan d'aménagement général dans le nouveau système économique (décret-loi de 1946), jusqu'à l'actuel système qui régit le plan d'aménagement du territoire, à l'échelon national, régional et local (loi de 1961). «Une fois que l'Etat n'est pas en possibilité de disposer entièrement du sol, comme il en peut faire des moyens de production, il lui faut trouver une mesure légale qui fasse subordonner la disposition individuelle du sol aux principes actuels de l'économie planifiée. Cette mesure légale, c'est le plan d'aménagement du territoire.»

Telle est la formule qui termine cet ouvrage, fruit de vastes connaissances et d'une réflexion mûrie.

F. Longchamps

Józef St. Piątkowski: *Les problèmes juridiques soulevés par les transactions portant sur les terres paysannes*, Warszawa 1961, PWN, 178 p.

Depuis 1956 deux lois dont le rôle est considérable pour la structure agraire plus saine du point de vue économique ont paru en Pologne. Ce sont: la loi du 13 juillet 1957¹ concernant les transactions portant sur les immeubles ruraux et la loi du 29 juin 1963 sur la limitation du partage des exploitations agricoles.² Ces deux actes législatifs sont significatifs pour la politique agraire de l'Etat à l'heure actuelle, qui tend — aussi longtemps que l'agriculture n'aura été socialisée — à former l'exploitation rurale individuelle de telle manière qu'elle obtienne une production optimale.

La monographie de J. Piątkowski a été publiée pendant la période séparant la publication des deux lois en question. D'un côté l'auteur disposait de toutes les données montrant la direction des changements politiques (résultant des résolutions du III Congrès du Parti et des résolutions du Comité Central du Parti Ouvrier Polonais Unifié, consacrées à l'agriculture). De l'autre côté on ressentait une certaine insuffisance de la réglementation légale qui, à l'époque où l'ouvrage a été écrit, ne portait que sur les actes entre vifs, sans toucher à la question de la succession des exploitations rurales. Par conséquent l'ouvrage a un caractère de polémique, contient des propositions d'une vaste portée, il est écrit avec passion et avec conviction. L'auteur cherche en effet à vaincre la tendance profondément enracinée dans les habitudes paysannes et aussi dans la législation à tenir compte des intérêts familiaux et individuels, sans se soucier de l'intérêt social et économique, ce qui entraîne un démembrement progressif des exploitations rurales.

La valeur de l'ouvrage consiste surtout en ce que l'auteur a pris comme point de départ non pas les normes existantes (quoiqu'il les analyse soigneusement), mais la situation réelle à la campagne polonaise. Cette méthode a permis à l'auteur d'exposer avec plus de relief les lacunes et les insuffisances de la législation en vigueur et, en conséquence, de formuler avec plus de force ses propositions de *lege ferenda*.

Dans le premier chapitre l'auteur expose la structure agraire de la Pologne Populaire et rappelle les lignes de la politique agricole de l'Etat, qui se manifestent dans une législation particulière réglementant les transactions portant sur les terres depuis quelques dizaines d'années déjà. Ensuite il analyse la loi du 13 juillet 1957 concernant les transactions portant sur les immeubles ruraux, confrontée avec la politique agraire arrêtée en 1956. Mais déjà dans le chapitre III l'auteur abandonne les questions législatives et s'occupe des transactions irrégulières portant sur les terres, en démontrant comment les actes juridiques même non reconnus par la loi créent une situation de fait qui n'est nullement indifférente pour les rapports juridiques. Il montre comment la pratique judiciaire manifestait une tendance à protéger les acquéreurs irréguliers, en assurant leur défense contre les actions des propriétaires, sur la base de l'institution de l'abus de droit³.

Dans la dernière partie de son ouvrage l'auteur s'occupe du problème extrêmement difficile- de la succession des exploitations rurales, des partages successoraux et enfin de la suppression de la copropriété, en somme de tous ces facteurs qui — indépendamment du commerce proprement dit qui se traduit par les actes de vente, de donation ou d'échange — provoquent le démembrement des exploitations rurales. Il est vrai que les solutions apportées par la loi du 29 juin 1963 ne corresponde pas toujours aux

¹ J. des L. n° 39, texte 171 avec amendements postérieurs.

² J. des L. n° 28, texte 168.

³ En droit polonais le fondement légal à l'application de cette institution se trouve à l'art. 3 des Règles générales de droit civil.

propositions de l'auteur. Mais la tendance générale reste la même et pour cette raison l'étude de M. J. Piąkowski est précieuse, car elle permet de mieux saisir les problèmes de la propriété paysanne en Pologne.

Andrzej Stelmachowski

Edmund Wengerek: *Les voies d'exécution dans les affaires civiles*, Warszawa 1961, PWN, 335 p.

L'ouvrage de M. Wengerek est la première étude systématique dans notre littérature juridique de l'ensemble des dispositions du droit polonais sur les voies d'exécution. Il est destiné aussi bien aux étudiants des facultés de droit — leur permettant d'approfondir les connaissances du domaine des voies d'exécution qui fait partie de l'enseignement de la procédure civile — qu'aux praticiens à qui elle offre le tableau complet du matériel normatif avec la jurisprudence de la Cour Suprême munie d'un commentaire. L'auteur commence par les problèmes les plus généraux, tels que la notion et le but de la procédure judiciaire d'exécution ainsi que le rapport respectif de cette procédure et des autres procédures, en particulier de l'exécution administrative. Ensuite il indique les sources et la bibliographie du droit polonais en cette matière et analyse les règles régissant la procédure d'exécution. En particulier il consacre beaucoup d'attention à la réalisation du principe de la vérité, de même qu'aux principes de l'égalité, de la protection des biens sociaux, de la protection des créances alimentaires et de celles découlant du rapport du travail. Ensuite il passe à décrire les sujets de la procédure d'exécution, parmi lesquels il place les organes de l'exécution et les participants à cette procédure. Il explique les dispositions générales régissant la procédure et enfin aborde les problèmes spéciaux où il s'occupe des conditions d'admissibilité de l'exécution (titres exécutoires, clause exécutoire, demande d'exécution) et passe en revue les différentes exécutions (la saisie avec révélation du patrimoine, la saisie-arrêt des créances pécuniaires et des autres droits patrimoniaux, la saisie immobilière, l'exécution des prétentions non pécuniaires). Les problèmes qui portent à discussion les postulats de *lege ferenda* ne manquent pas dans l'ouvrage. Il convient de souligner que les différents problèmes sont traités sur le plan comparatif et qu'ils sont présentés en liaison avec leur contexte socio-économique. Malgré la richesse des problèmes il n'y a pas un seul qui soit omis à l'exception peut-être de celui des motifs de la procédure d'exécution, qui pourrait bien faire l'objet d'un chapitre spécial. En tout cas l'ouvrage s'acquitte bien des tâches qu'il se propose.

Władysław Siedlecki

Jerzy M. Sawicki: *La conclusion et l'extinction d'un traité d'armistice*, Warszawa 1961, Polski Instytut Spraw Międzynarodowych, 182 p.

Plusieurs traités d'armistice conclus à l'issue de la deuxième guerre mondiale et surtout durant la période qui s'est écoulée depuis la fin de cette guerre, portent la doctrine de droit international à s'intéresser à ce genre particulier de traité international. Cela explique la signification de l'ouvrage de J. Sawicki, qui, sans être la première ni

même unique étude en cette matière dans la littérature polonaise d'après-guerre¹, n'en représente pas moins l'étude la plus complète.

Cette étude se compose de trois chapitres, dont le premier est consacré aux sujets des traités d'armistice, le second — à la conclusion des traités d'armistice et le troisième à l'extinction d'un tel traité. En analysant le problème des sujets qui sont partis aux traités d'armistice, l'auteur cite des exemples concrets et consacre le plus de place à l'armistice de Corée et à celui d'Indochine, car ces deux actes suscitent des difficultés particulières à ce point de vue. Ainsi l'auteur nous montre que dans l'armistice de Corée nous avons d'une part les Etats-Unis et les Etats ayant participé avec eux à l'intervention armée en Corée, et d'autre part la République Populaire Démocratique de Corée seulement. Tout en soutenant avec raison que le chef des volontaires chinois a signé l'armistice en tant que représentant de la République de Corée et que la République Populaire de Chine n'est pas partie à cet armistice puisqu'elle n'a pas pris part à la guerre, l'auteur refuse à tort sans doute à l'art. 6 de la V^e Convention de la Haye de 1907 sa valeur pour la définition de volontaires.

L'auteur analyse avec justesse la situation des parties aux armistices indochinois dont chacun possède des traits particuliers. Il montre qu'en dehors de la République Démocratique du Viêt-nam c'est aussi le gouvernement de la République du Viêt-nam qui est partie à l'armistice d'Indochine et que c'est la République Française, et non le gouvernement royal de Cambodge, qui est en fait la partie de l'armistice conclu avec le Mouvement de la Résistance Khmer et la République Démocratique du Viêt-nam.

Analysant le problème de la conclusion d'un traité d'armistice, l'auteur s'occupe en particulier de la question du moment à partir duquel un tel traité devient obligatoire et souligne qu'en règle générale il entre en vigueur dès qu'il est signé. Son raisonnement concernant l'armistice de Corée est à cet égard fort intéressant quoique discutable.

Dans le dernier chapitre M. Sawicki constate que presque tous les armistices qu'il a étudiés furent conclus pour un temps indéterminé sans qu'ils puissent être dénoncés. Il démontre que l'art. 36 du Règlement de La Haye de 1907 n'a plus de force obligatoire et que, par conséquent, les hostilités terminées par un armistice ne sauraient être en aucun cas légalement reprises.

Pour conclure il y a lieu de voir dans la monographie de J. Sawicki une étude pleine d'actualité et d'une valeur incontestable.

Henryk de Fiumel

Wojciech Morawiecki: *Les organisations internationales*, Warszawa 1961, PWN, 468 p.

Le nombre sans cesse croissant d'organisations internationales et leur activité font que non seulement les spécialistes de droit international, mais aussi de larges milieux de la société s'intéressant aux problèmes des rapports internationaux et de la politique mondiale montrent un intérêt pour ces organisations. Pour cette raison l'ouvrage de W. Morawiecki répond parfaitement aux besoins du monde. Il a le caractère d'un manuel qui renferme une revue assez complète des organisations intergouvernementales les plus importantes. L'auteur a dû nécessairement faire un choix. L'étude la plus vaste, et cela à juste titre, est consacrée à l'Organisation des Nations Unies qui remplit toute la première partie du manuel, c'est-à-dire à peu près la moitié du volume. L'auteur analyse successivement tous les organes essentiels de l'ONU et leur fonctionnement.

¹ Cf. par exemple les travaux de M. Lachs, de J. Balicki et autres s'occupant des traités d'armistice en Corée et en Indochine.

Les informations particulièrement précieuses sont celles qui concernent les agences spécialisées de l'ONU, telles que le Programme d'Assistance Technique, les Forces Armées de l'ONU dans le Proche Orient ou au Congo.

La deuxième partie est consacrée aux organisations spécialisées de l'ONU, aux organisations politiques et militaires les plus importantes des puissances occidentales, les organisations économiques internationales (dont les organisations intégrationnistes de l'Europe Occidentale) ainsi que les organisations internationales des Etats socialistes: Le Conseil d'Aide Economique Mutuelle, l'Organisation du Pacte de Varsovie et l'Institut des Recherches Nucléaires.

Le système de présentation de chaque organisation est le même dont les cas: l'auteur expose d'abord les origines de l'organisation, ses objectifs, sa structure et son activité, et pour terminer donne une appréciation générale. Le commentaire est à la fois concis, exact et précis. L'auteur tient compte dans une assez large mesure de la participation de la Pologne à plusieurs organisations.

La classification des organisations en différents chapitres n'est guère facile et par la nature même des choses est discutable. Ici on pourrait formuler quelques réserves quant à la justesse de la division adoptée par l'auteur. Ainsi, une fois il utilise le critère objectif lorsqu'il présente au chapitre III les organisations militaires des puissances occidentales et une autre fois il recourt aux critères géographiques quand il s'occupe au chapitre IV des organisations d'Europe Occidentale. D'autre part dans ce dernier chapitre nous trouverons des organisations aussi différentes que le Conseil de l'Europe, les organisations économiques intégrationnistes des «six» ou l'Organisation Européenne pour les Recherches Nucléaires. Dans le chapitre V consacré aux organisations des Etats socialistes, ont été omises deux organisations spécialisées, à savoir l'Organisation de Coopération de Chemins de Fer et l'Organisation de Coopération des Télécommunications.

A la fin de son ouvrage l'auteur donne un vaste tableau de la documentation et de la bibliographie pour les différentes organisations.

C'est en somme un ouvrage de grande valeur dans notre littérature juridique et une source précieuse de renseignements sur les organisations internationales.

Henryk de Fiumel

Wiesław Daszkiewicz, *Procès par adhésion*, Warszawa 1961, PWN, 170 p.

L'ouvrage de W. Daszkiewicz contient une étude synthétique des problèmes relatifs à la poursuite, dans un procès pénal, des prétentions patrimoniales. C'est, depuis la guerre, la première étude des problèmes difficiles de la demande par adhésion, institution qui, en Pologne contemporaine, montre des tendances sérieuses de développement. Dans l'ouvrage sont soulevés, en principe, toutes les questions les plus importantes du sujet traité. Après les considérations préliminaires où une attention particulière attire le fragment consacré à l'opportunité de conserver l'institution de l'action civile dans le procès pénal polonais, l'auteur s'occupe successivement des questions suivantes: l'objet du procès par adhésion, les conditions auxquelles il est recevable, le demandeur civil et sa position dans le procès pénal, l'intervention du procureur et de certains autres organes de l'Etat dans le domaine de l'action civile, les changements de sujets et d'objet de la demande par adhésion, l'extinction du litige portant sur le procès par adhésion et la garantie d'exécution des prétentions patrimoniales du lésé. Seule semble avoir été omise l'exécution des prétentions du lésé qui lui ont été accordées au cours du procès

par adhésion. Cette question relève, elle aussi, du sujet traité, et comme elle soulève de nombreux doutes (la question de savoir, par exemple, si les prétentions accordées» en vertu d'un tel procès sont exécutoires suivant la procédure du CPP, c'est-à-dire d'office, ou bien suivant les dispositions du CPC, c'est-à-dire à la requête de l'intéressé} elle méritait d'être analysée.

L'auteur se déclare être partisan convaincu du procès par adhésion, il y voit à juste titre une méthode avantageuse pour le lésé (y compris les organismes d'Etat et sociaux) et pour l'administration de la justice, permettant de se prononcer facilement et rapidement sur les effets civils aussi (à côté des effets pénaux) de l'acte commis. L'auteur estime que dans la pratique il faut recourir beaucoup plus largement à la faculté d'intenter un procès par adhésion et formule quelques propositions de *lege ferenda* à l'adresse du législateur (indépendamment des propositions destinées aux praticiens), en vue de rendre plus attrayant ce procès. Il propose, par exemple, que soit introduite l'obligation pour les organes judiciaires de recueillir, dès le commencement de l'instance, les matériaux nécessaires à la solution de l'action civile. Il convient de remarquer à ce propos que quelques-unes des suggestions de l'auteur se sont reflétées dans certaines dispositions de l'amendement au CPP du 27 novembre 1961, en ce qui concerne les cas où le dommage est causé aux biens sociaux. L'auteur voit cependant, aussi la nécessité de conserver certaines restrictions, en matière d'utilisation du procès; par adhésion dans la procédure pénale. En soulignant que la question de la responsabilité pénale demeure essentielle dans la procédure pénale, il reconnaît à juste titre la nécessité de laisser au tribunal son droit de laisser sans suite (à titre exceptionnel) une demande civile au cas où telle demande risque de gêner sérieusement ou de retarder l'instruction définitive de la cause pénale.

L'auteur analyse d'une manière intéressante le caractère juridique du procès par adhésion et arrive à la conclusion — conforme au point de vue de la majorité des auteurs contemporains polonais — que ce procès est un fragment de la procédure pénale, consacré à la question de la solution des prétentions civiles. Les dispositions applicables sont ici, avant tout, celles du CPP. Les dispositions du CPC ne peuvent être appliquées que si elles sont expressément invoquées par la loi (processuelle pénale) ou par analogie, dans les questions qui ne sauraient être résolues sur la base des dispositions du CPP seulement.

W. Daszkiewicz consacre beaucoup d'attention au pouvoir du procureur de mettre en mouvement l'action civile (lorsque l'intérêt social l'exige), introduit dans le droit polonais par une loi de 1955 seulement, et souligne son caractère socialiste. Il analyse aussi l'intéressante question théorique de savoir quel est le rôle du procureur dans ce cas et arrive à la conclusion que le procureur n'intervient pas ici au nom du lésé, mais en tant que représentant de l'Etat qui a intérêt à intenter le procès par adhésion, et qu'il est partie dans ce procès. Cette question demeure controversée dans la littérature juridique polonaise, et l'auteur le signale. Les arguments, en général convaincants, de l'auteur à ce sujet, peuvent cependant soulever des doutes lorsqu'il s'agit de la manière dont est définie la position de l'Etat comme partie engagée dans un litige l'opposant au défendeur dans un procès par adhésion. Il semble, en effet, que, de cette manière, on rétrécit et on formalise à l'excès le rôle réel de l'Etat socialiste, toujours intéressé à la solution socialement utile et objective de chaque procès, tant civil que pénal.

L'ouvrage de W. Daszkiewicz est concis, sa construction est claire et intelligible.. Cette concision cependant est, parfois, trop poussée. L'auteur tranche trop laconiquement certains problèmes polémiques qui méritent une argumentation plus vaste. Il en est ainsi, par exemple, quand il constate la recevabilité de la révision extraordinaire autonome du demandeur civil, formée dans les circonstances déterminées contre le-

jugement d'acquiescement ou contre celui qui prononce le non-lieu de l'instance pénale (p. 96).

L'ouvrage a le mérite d'utiliser largement la littérature spécialisée polonaise et étrangère ainsi que la jurisprudence de la Cour Suprême. Il arrive toutefois que le mode de présentation de la littérature scientifique laisse à désirer, car il ne marque pas des limites suffisamment nettes entre la littérature socialiste et bourgeoise, ce qui se rencontre parfois dans les premières parties de l'ouvrage.

En résumé cet ouvrage représente une position précieuse dans la littérature scientifique polonaise et peut donner aux lecteurs un tableau exact et complet de l'institution de l'action civile d'après la théorie et la pratique du procès pénal.

A. Murzynowski

Edward Małkiewicz, Stanisław Podemski: *La situation légale des églises et des unions religieuses dans la République Populaire de Pologne. Recueil de dispositions et de documents d'après l'état légal au 1er octobre 1960.* Warszawa 1962, Ars Christiana.

Cette publication expose sur 310 pages les normes légales fondamentales caractérisant le rapport juridique entre l'Etat polonais et les associations religieuses. Nous y trouverons en particulier les dispositions de la Constitution de la R.P.P. du 22 juillet 1952 concernant cette matière, le décret du 5 août 1949 sur la protection de la liberté de conscience et de confession, la loi sur les associations religieuses, le décret du 31 décembre 1956 sur l'organisation et l'investiture des fonctions ecclésiastiques, les dispositions sur le service religieux dans les établissements pénitentiaires, les hôpitaux et les sanatoriums, les dispositions réglant la situation patrimoniale des associations religieuses, la loi sur les cimetières et les dispositions (lois et décrets) régissant la situation juridique des différentes églises et association religieuses.

La Constitution de la R.P.P. proclame la séparation de l'église et de l'Etat, en garantissant aux citoyens la liberté de conscience et de confession. Elle interdit la contrainte tant en ce qui concerne la participation ou la non participation des particuliers aux actes ou aux cultes religieux.

Le droit polonais sur les confessions n'est pas encore unifié. Une telle unification aura lieu en vertu d'une loi d'application de l'art. 70 de la Constitution proclamant la séparation de l'église et de l'Etat. Jusqu'à ce moment demeurent en vigueur non seulement les lois et décrets édictés après la dernière guerre, mais aussi les textes plus anciens qui régissent la situation juridique des différentes religions.

En comparaison avec le système classique français de la séparation de l'église et de l'Etat, continué et développé par le système soviétique de la séparation de l'église et de l'Etat ainsi que de l'école et de l'Etat, le système polonais présente des différences essentielles suivantes:

- 1) Les immeubles appartenant aux unions religieuses se rattachant à l'exercice du culte religieux ne sont pas devenus propriété de l'Etat;
- 2) il n'est pas interdit à l'Etat d'accorder des subventions à des buts religieux;
- 3) les dispositions légales concernant les associations religieuses peuvent être concrétisées par un accord conclu entre une délégation gouvernementale et une délégation de l'association religieuse.

Henryk Świątkowski

CHRONIQUE DE LA VIE SCIENTIFIQUE

INSTITUT DES SCIENCES JURIDIQUES

Les résultats obtenus à l'Institut au cours d'une année presque des travaux poursuivis sur la base d'une structure et d'un programme nouveaux ont prouvé que les nouvelles formes adoptées correspondent davantage aux besoins qu'implique l'évolution moderne de la science.

L'orientation des recherches établie par la Conférence Internationale des Directeurs des Instituts des Sciences Juridiques près les Académies des Sciences dans les pays socialistes européens, la directive faisant conduire ces recherches en liaison étroite avec les recherches économiques, sociologiques et autres — constituaient la base structurelle des travaux en question. En même temps, une réorganisation préalable de l'Institut a permis de poursuivre des travaux complexes.

Il faut souligner aussi qu'en 1963 ces travaux ont contribué à rapprocher encore davantage la théorie de la pratique. Les efforts entrepris en 1962 dans le but de faire participer aux travaux de différents groupes des représentants de la pratique, donc des juges, des procureurs et des juristes employés dans l'administration ont abouti à des résultats positifs. D'un côté cela a influencé les thèmes des recherches et de l'autre côté les travaux effectués ont eu un degré d'utilité plus élevé pour la pratique.

Le plan adopté pour 1963 a été, en principe, entièrement exécuté. Trois ouvrages de synthèse furent publiés, à savoir: Z. Rybicki, *Les problèmes administratifs juridiques de la gestion de l'économie socialiste*, J. Sach, *Le système de la sécurité collective et le problème des zones démilitarisées* et le 1^{er} volume du recueil *Constitutions des Etats africains*, rédigé par le professeur L. Gelberg. En outre, de nombreuses études monographiques, qui serviront de base à des ouvrages de synthèse, furent préparées. A titre d'exemple on peut mentionner dans ce groupe les études telles que *Le caractère juridique des plans économiques*, *L'entreprise et l'union*, *Les organes de l'union d'après le droit administratif*, *Les pouvoirs de direction administrative de l'Etat à l'égard des coopératives agricoles de production*, *Les organes de l'autogestion dans les associations agricoles*, *La surveillance de l'Etat dans le domaine du bâtiment*, *La pénalité conventionnelle comme facteur de consolidation de la discipline financière* et beaucoup d'autres. Des travaux de préparation d'un système de droit international privé et d'un système de droit international public étaient poursuivis au cours de l'année. A la fin de cette période ont été entrepris des travaux sur un système de droit civil.

En ce qui concerne la documentation il convient de souligner l'achèvement des travaux sur les deux derniers volumes de la *Bibliographie Juridique Polonaise* (tome II a déjà paru). D'autre part ont été publiés deux index des matières parues dans les périodiques juridiques des pays socialistes et capitalistes et l'on a préparé un fichier des actes législatifs des pays socialistes.

Les études monographiques ont déjà paru ou vont paraître dans les numéros successifs de la revue périodique «Etudes juridiques» dont la publication a repris. On a entrepris aussi des travaux préparatoires à l'édition d'une nouvelle revue périodique intitulée «Etudes sur les conseils populaires».

Ces résultats semblent prouver que la méthode des travaux complexes aussi bien que l'effort concentré sur l'intégration des recherches dans le domaine des disciplines

juridiques et dans celui des disciplines sociales en général sont justes et qu'il y a lieu de les perpétuer et perfectionner.

Il convient de noter aussi les résultats dans le domaine de la formation de nouvelles; cadres de travailleurs scientifiques. Quatre doctorats et une agrégation ont été préparés, dans le cadre de l'Institut.

En comparaison avec 1962 les contacts avec l'étranger se sont étendus. En 1963 l'Institut a reçu:

— M. Ronald Graveson, doyen de la Faculté de Droit de l'Université de Londres* éminent comparatiste, ancien président de l'Association Internationale des Sciences Juridiques,

— M. John Goormaghtigh, directeur du Centre Européen de la Fondation Carnegie à Genève, professeur à l'Institut des Hautes Études Internationales à l'Université de Genève,

— Monsieur (et Madame) René David, éminent spécialiste du droit civil et du droit comparé, professeur à la Faculté de Droit et des Sciences Economiques à l'Université de Paris,

— M. Richard Baxter, professeur de droit international à l'Université de Harvard, qui a séjourné en Pologne sur l'invitation de l'Université de Poznan,

— M. Francesco Capotorti, professeur, titulaire de la chaire de droit international à l'Université de Naples,

— le professeur L. A. Lune de Moscou, le plus éminent spécialiste du droit international privé dans les pays socialistes,

— le professeur T. Papp, titulaire de la chaire de droit civil à l'Université de Pecs (Hongrie),

— le professeur Liuben Wasiliev, civiliste, membre de l'Académie des sciences de Bulgarie, directeur de l'Institut des Sciences Juridiques à Sofia.

D'autre part ont séjourné en Pologne M. Simon Petrovici de Bucarest, M. Alexandre Teodorovitch de l'Institut de Criminologie de Belgrade et M. M. Rostov, spécialiste du droit financier de l'Institut bulgare des Sciences Juridiques.

En ce qui concerne les voyages à l'étranger, il faut mentionner la participation du professeur S. Zawadzki au séminaire international consacré aux problèmes de l'autonomie locale et régionale qui a eu lieu à Florence, un séjour de 3 mois à Paris au Centre National de Recherches Scientifiques du professeur C. Berezowski et le voyage d'études du professeur J. Starościak qui a fait un séjour à l'Institut de l'Etat et du Droit de l'Académie des Sciences de l'URSS. Le professeur M. Lachs a séjourné aux Etats Unis où il a donné plusieurs cours consacrés aux problèmes actuels du droit international (Harvard, New York, et autres centres universitaires).

Janusz Sach

COMITÉ DES SCIENCES JURIDIQUES DE L'ACADÉMIE POLONAISE DES SCIENCES

Dans le second semestre 1962 les activités du Comité des Sciences Juridiques se sont avant tout concentrés sur le problème de la coordination et de la révision des plans de recherche scientifique, sur l'organisation des sessions scientifiques, sur la participation des savants polonais aux travaux de codification et aux recherches de droit comparé et aussi sur la représentation de la science polonaise du droit à l'étranger.

Deux équipes s'occupant de la coordination et de la planification des recherches portant sur les problèmes particulièrement importants pour l'économie nationale ont tenu plusieurs réunions avec la participation d'un délégué du ministre de l'Enseignement Supérieur et des représentants des chaires universitaires intéressées. Au cours de ces réunions il a été procédé à une analyse poussée de l'exécution des plans de recherche scientifiques par les différents centres scientifiques et sur cette base des propositions ont été mises au point quant à la rectification des plans pour les années 1963—1965.

Durant la période en question le Comité a organisé trois sessions scientifiques élargies, auxquelles ont pris part des représentants de la science du droit de différents centres universitaires ainsi que des praticiens.

En octobre une session fut consacrée à la discussion du rapport du professeur A. Burda intitulé *L'idée de la légalité dans la doctrine de J. J. Rousseau*; cette réunion fut organisée à l'appel de l'UNESCO et aussi à l'appel du Conseil Mondial de la Paix, invitant à commémorer le 250^e anniversaire de naissance du grand philosophe.

En novembre eut lieu une réunion consacrée à la discussion du rapport du professeur A. Wolter intitulé *Les motifs du divorce d'après le projet du code de famille et de tutelle*, tandis qu'en décembre une réunion fut consacrée à la discussion du rapport du professeur W. Szubert intitulé *Le problème de la codification du droit du travail*. Les deux réunions ont suscité un vif intérêt de la part des représentants de la science et de la pratique, car elles portaient sur les problèmes fort important du point de vue social et d'une actualité évidente.

Dans le cadre de la réalisation de la coopération et de la représentation de la science polonaise du droit à l'étranger, une délégation du Comité a pris part au colloque sur les nouvelles sources du droit dans le commerce international, organisé en septembre 1962 à Londres par l'Association Internationale des Sciences Juridiques. La délégation comprenait le professeur St. Rozmaryn, membre ordinaire de l'Académie Polonaise des Sciences et à l'époque vice-président du Comité ainsi que le professeur H. Trammer qui avait préparé le rapport national. Le Comité a préparé aussi d'autres matériaux destinés au colloque. A la même époque le professeur St. Rozmaryn fut élu, à la session annuelle du Comité International de droit comparé président de la A. I. S. J.

Les activités du Comité en 1963 ont été inaugurées par une session scientifique en janvier, consacrée à la discussion du rapport *Sur les principes de base du projet du code pénal et sur la participation des représentants de la doctrine à la discussion de ce projet*.

En février les autorités de l'Académie Polonaise des Sciences ont désigné les nouveaux membres du Comité des Sciences Juridiques à la place du comité sortant après l'expiration du délai réglementaire de deux ans. Le professeur St. Rozmaryn membre ordinaire de l'A.P.S. fut nommé président du Comité, le professeur W. Czachórski, prorecteur de l'Université de Varsovie et le professeur G. L. Seidler, recteur de l'Université de Lublin furent nommés vice-présidents. Au présidium du Comité furent nommés en outre: le professeur M. Lachs, membre correspondant de l'A.P.S., directeur de l'Institut des Sciences Juridiques à l'A.P.S., S. Walczak, maître de conférences, sous-secrétaire d'Etat à la Justice et le professeur A. Burda. Le nouveau Comité représente tous les centres de la science du droit en Pologne ainsi que la pratique.

Le Comité continue ses activités fondamentales, arrêtées dans les années précédentes, à savoir la coordination des plans de recherche scientifique, l'organisation des sessions scientifiques, le développement des travaux de recherche de droit comparé, la parti-

cipation de la science polonaise aux travaux de codification et la représentation de la science polonaise du droit à l'étranger.

Deux équipes appelées à coordonner les plans de la recherche scientifique particulièrement importante pour l'économie nationale, ont analysé l'exécution des plans par tous les centres de la science du droit en 1962 et 1963 et ont rédigé des propositions et des vœux appropriés, soumis ensuite au Centre de Coordination et de Planification des Recherches Scientifiques de l'A.P.S.

En mai une réunion fut consacrée à la discussion du rapport du professeur W. Czachórski intitulé *La question de l'approvisionnement des facultés de droit en manuels et autre matériel scientifique pour les disciplines juridiques professées à ces facultés*.

D'autre part on continuait à organiser systématiquement des sessions scientifiques élargies avec la participation des représentants de la science du droit de divers centres scientifiques et d'éminents spécialistes praticiens. En juin une session fut consacrée à la discussion du rapport du professeur St. Grzybowski intitulé *Les règles de la vie en société*. Ce rapport traitant de cette nouvelle notion de droit civil sur la base du droit comparé a suscité un vif intérêt qui s'est traduit notamment par une discussion animée. Une réunion qui fut tenue en octobre, consacrée à la discussion du rapport du professeur J. Piąkowski *Les problèmes juridiques des associations agricoles*, a également suscité un vif intérêt en raison du problème actuel de la socialisation de l'agriculture et des perspectives de son développement.

Une réunion du Comité tenue en décembre fut consacrée à l'appréciation de l'état des sciences juridiques en Pologne et aux perspectives de leur développement. Elle avait été convoquée en liaison avec les travaux préparatoires à l'appréciation générale de l'état des sciences sociales en Pologne qui doit être faite par les autorités de l'A.S.P. Le professeur St. Rozmaryn a inauguré la discussion qui a permis de dégager les divers aspects des réalisations ainsi que des défauts de la science polonaise du droit et d'aboutir à des conclusions concrètes. Les matériaux de cette réunion ont ensuite été soumis aux autorités de l'Académie Polonaise des Sciences.

Au cours de la période en question le Comité a consacré beaucoup d'attention à la représentation de la science polonaise du droit à l'étranger.

En particulier le Comité a assuré la représentation de la science polonaise du droit aux travaux du Congrès International du Droit du Travail qui s'est tenu à Lyon en septembre 1963. Le Comité a organisé avant tout les travaux préparatoires ainsi que la participation de la délégation polonaise. La Pologne a présenté quatre rapports dont les auteurs furent le professeur W. Jaśkiewicz, le professeur E. Modliński, le professeur K. Walas et M. H. Borkowski. Le professeur A. Szpunar fut l'un des rapporteurs généraux du Congrès. La délégation polonaise était composée comme suit: le professeur W. Szubert de l'Université de Łódź, le professeur A. Szpunar de la même université, le professeur W. Jaśkiewicz de l'Université de Poznań, M. H. Borkowski du Conseil Central des Syndicats et M. K. Kałol, rédacteur en chef de l'hebdomadaire «Prawo i Życie» (La vie et le droit).

D'autre part les juristes polonais ont pris part à la réunion de la commission «Cas Concrets» instituée par l'Institut International des Sciences Administratives et par l'A.I.S.J., qui s'est tenue en juillet 1963 à La Haye. A cette réunion ont pris part le professeur St. Rozmaryn, comme représentant de l'A.I.S.J. et le professeur J. Litwin de l'Université de Łódź, comme un des rapporteurs généraux. En septembre le professeur St. Rozmaryn a pris part au colloque de l'A.I.S.J. et à la session annuelle du C.I.D.C., qui se sont tenus à Rome.

Près le Comité des Sciences Juridiques fonctionnent les sections polonaises des organisations scientifiques internationales, qui déploient une vive activité.

La Section Polonaise de l'Institut International des Sciences Administratives, présidée par le professeur J. Starościak, a pris part aux travaux préparatoires de la réunion de la commission «Cas Concrets» à La Haye. Récemment cette section a organisé une conférence de Mme Jampolska, professeur, de l'Institut de l'Etat et du Droit de l'Académie de Sciences de l'URSS, en vue d'initier les spécialistes polonais du droit administratif aux travaux des savants soviétiques. Actuellement la section prend une part active aux travaux préparatoires sur le plan scientifique et celui d'organisation à la Table Ronde de l'Institut International des Sciences Administratives, qui se réunira à Varsovie en juin 1964. En particulier en été préparés les rapports nationaux polonais et les matériaux destinés au numéro spécial de la «Revue des Sciences Administratives», consacré à l'administration polonaise.

La section polonaise de l'Association Internationale du Droit du Travail et de la Sécurité Sociale, présidée par le professeur W. Szubert, a pris une part active à la préparation et aux travaux du Congrès International du droit du travail à Lyon, dont il a été question plus haut, elle a tenu d'autre part quelques réunions consacrées aux questions d'organisation.

La section polonaise de l'Association Internationale du Droit d'Assurances, présidée par le professeur W. Warkalło, a organisé plusieurs réunions scientifiques, consacrées à la discussion des problèmes actuels du droit d'assurances, dont l'une avec le rapport de M. Schlisser, maître de conférences de Berlin (RDA).

La Commission polonaise de l'Association Internationale d'Histoire du Droit et des Institutions, présidée par le professeur J. Barda, a pris part à la préparation de la session scientifique qui s'est tenue en septembre 1963 à Bologne à l'occasion de l'anniversaire d'Accursius. Le professeur Bardach a participé à cette session en qualité de vice-président de l'Association et de rapporteur.

D'autre part, sur l'initiative du Comité des Sciences Juridiques, a été préparée la publication *Introduction au Droit Polonais*, en français, destiné aux juristes étrangers, avant tout aux facultés de droit comparé et aux centres de recherche de droit comparé. Cette publication contient 16 chapitres consacrés aux différents domaines du droit polonais. Les travaux ont été dirigés par une équipe composée comme suit: le professeur St. Rozmaryn (président et rédacteur de l'ensemble), le professeur W. Czachórski, le professeur I. Andrejew et M. K. Koziell-Poklewski. L'ouvrage paraîtra en 1964.

Wacław Goronowski

UNE DISCUSSION AU SUJET DE L'ENSEIGNEMENT DU DROIT ADMINISTRATIF

Il n'est pas contestable que les problèmes didactiques constituent une partie intégrante et fondamentale de la science du droit et que la discussion de ces problèmes est toujours essentiellement profitable aussi bien à la théorie qu'à la pratique du droit. C'est en partant de ces principes que les spécialistes du droit administratif ont tenu du 19 au 21 septembre, à Toruń, une conférence consacrée au programme et à la didactique du droit administratif, à laquelle ont pris part aussi des représentants de l'Institut des Sciences Juridiques de l'Académie Polonaise des Sciences.

La conférence, dont la nécessité était depuis longtemps signalée par les milieux des juristes s'occupant du droit administratif, s'est proposée de discuter tant les problèmes fondamentaux de la science du droit administratif que des problèmes idéologiques et didactiques liés à l'enseignement de ce droit aux Facultés de Droit et aux Cours Administratifs Professionnels.

La discussion a eu pour base, outre les matériaux spéciaux préparés antérieurement, le rapport du professeur Waclaw Dawidowicz, doyen de la Faculté de Droit à l'Université Mikołaj Kopernik de Toruń. Ce rapport s'est préoccupé des problèmes fondamentaux concernant l'état actuel de la science du droit administratif polonais, en mettant l'accent sur les rapports nécessaires qui doivent unir les problèmes de la science et de l'enseignement du droit administratif et de la science administrative en général. Le rapporteur a déclaré que l'objectif principal de la science du droit dans le temps à venir consiste à mettre en relief, sur le plan didactique, les idées progressistes et le problème de l'engagement idéologique des travailleurs de la science.

A côté des acquisitions incontestables, l'organisation de la science du droit administratif présente certains défauts dont la suppression s'impose à l'heure actuelle. De là découle la nécessité de revoir les questions relatives à l'organisation et à la planification des recherches scientifiques. Un lien trop faible existe entre les différents centres de recherches et cet état de choses est critiquable. On a signalé, d'autre part, la nécessité d'une meilleure organisation de l'échange d'expériences aussi bien entre les centres polonais du droit administratif qu'entre les centres polonais et étrangers, en particulier lorsqu'il s'agit des pays de démocratie populaire.

Au cours de la discussion, en séances plénières et en commissions, on a souligné la nécessité de lier plus étroitement les problèmes qui font l'objet des recherches avec les faits de la pratique administrative. Il en est de même en ce qui concerne l'analyse des effets sociaux des dispositions existantes et la valeur de la méthode intégrant les problèmes juridiques faisant l'objet des cours et des recherches scientifiques. On a constaté en effet que cette méthode pourrait distinguer l'école polonaise du droit administratif dans le cadre de la science socialiste de ce droit.

Le programme d'enseignement a fait lui aussi l'objet d'une discussion. A cet égard l'accent a été mis sur le besoin qui s'impose d'élaborer un nouveau programme qui devrait être adapté aux besoins sociaux.

On s'est prononcé aussi en faveur de l'introduction au programme de certains éléments de la science administrative, en particulier à l'enseignement donné aux Cours Administratifs Professionnels, en approuvant la proposition de compléter ces Cours par les études de licence.

Dans les différentes sections ont été discutés les problèmes relatifs à la conduite des conférences et des travaux pratiques.

Pour accomplir les travaux liés à la mise en oeuvre des résolutions de la Conférence, trois commissions ont été élues, à savoir: la commission du programme, dirigée par le professeur J. Litwin, la commission de coordination des recherches scientifiques, sous la présidence du professeur J. Starościak et la commission didactique présidée par le professeur M. Zimmerman. Les conclusions élaborées par ces commissions seront soumises aux conférences périodiques des titulaires des chaires du droit administratif.

Janusz Łętowski

LA DOCTRINE ET RENSEIGNEMENT DU DROIT DU TRAVAIL

Du 6 au 9 juin 1963 s'est tenue à Zamość, dans le bâtiment de l'ancienne Académie Zamoyski (XVI^e siècle) qui abrite actuellement une filiale de l'Université Marie Curie-Skłodowska à Lublin, une conférence nationale des chaires du droit du travail. Ce fut une première réunion de ce genre des chercheurs indépendants et auxiliaires qui s'occupent de cette discipline.

A cette conférence ont pris part aussi des représentants du Ministère de l'Enseignement Supérieur ainsi que de la Cour Suprême et du Conseil Central des Syndicats. Un représentant de l'Université de Sofia, le professeur M. Radouilski, a assisté à la conférence en qualité d'hôte et pris part à la discussion.

La conférence s'est occupée des sujets suivants: 1) essai d'appréciation du développement de la doctrine et de l'enseignement du droit du travail en Pologne, 2) les problèmes didactiques de l'enseignement du droit du travail, y compris la question de la révision du programme de cet enseignement, 3) discussion scientifique du problème central du droit du travail: le caractère du rapport du travail en tant que rapport juridique. Chacun de ces points a fait l'objet d'un rapport introductif préparé par le spécialiste compétent, titulaire d'une chaire du droit du travail. Ces rapports ont été présentés successivement par le professeur E. Modliński de la Faculté de Droit de l'Université Marie Curie-Skłodowska à Lublin, le professeur W. Szubert de la Faculté de Droit de l'Université de Lodz, le professeur W. Jaśkiewicz de la Faculté de Droit de l'Université A. Mickiewicz à Poznan et le professeur M. Świącicki directeur de l'Etude du Droit du Travail à l'Ecole Générale de Planification et de Statistiques de Varsovie.

1. Il résulte du rapport présenté que nous avons actuellement en Pologne six chercheurs indépendants dans le domaine du droit du travail (quatre professeurs et deux maîtres de conférence) et que trois thèses sont à l'étude, présentées en vue d'obtention du grade du maître de conférences. Sur le nombre total de 7 Facultés de droit, quatre chaires du droit de travail ont droit de conférer le grade de docteur en droit. Ainsi il existe une base permettant de former des cadres scientifiques et didactiques. Les besoins sont à cet égard considérables, car on ne trouve pas encore à toutes les chaires un nombre suffisant de chercheurs indépendants, tandis que le personnel didactique qui puisse assurer le bon fonctionnement de diverses formes d'enseignement (études stationnaires, études par correspondance et études administratives et professionnels) doit être continuellement renforcé par des cadres qualifiés.

L'oeuvre scientifique accomplie depuis la guerre peut elle aussi être qualifiée comme réussie, tant sur le plan de sa valeur intrinsèque que du point de vue de son importance quantitative. Plusieurs monographies, de nombreuses études et un grand nombre d'articles scientifiques ainsi que les articles de vulgarisation scientifique consacrés aux problèmes du droit du travail, constituent une acquisition considérable dont le mérite revient avant tout aux scientifiques, sans que toutefois des praticiens éminents n'aient pas leur appréciation.

En ce qui concerne les instruments du travail scientifique on a attiré notamment l'attention sur le manque d'un manuel universitaire de droit du travail. Cette lacune est pour l'instant comblée par les cours polycopiés édités dans les différents centres universitaires (et ailleurs, par l'Association des Juristes Polonais par exemple). Au cours de la discussion il a été suggéré qu'un manuel soit publié, ce qui doit être facilité par l'existence des études monographiques et autres déjà parues.

La question qui a attiré une certaine attention fut celle des contacts réciproques entre la science et la pratique. Cette question est essentielle étant donné l'Inobservation assez fréquente dans la pratique quotidienne des règles du droit du travail. A ce propos on a formé le vœu d'introduire l'enseignement du droit du travail dans le programme d'enseignement aux écoles supérieures professionnelles (techniques et économiques). Les cadres scientifiques étant assez restreints, on a proposé de résoudre ce problème en confiant des cours aux praticiens éminents, qui, à cet égard, seraient placés sous la tutelle des chaires universitaires de droit du travail.

On a relevé une participation active des centres universitaires aux travaux poursuivis par les institutions sociales, et avant tout par les syndicats et l'Association des Juristes Polonais. Cette coopération consiste en participation aux organes permanents de ces institutions, qui s'occupent de la problématique des rapports de travail et, d'autre part, elles consistent à promouvoir et à participer à l'action de propagation ou de formation protectionnelle menée par les institutions en question.

Les centres polonais universitaires du droit du travail et un centre analogue à l'Institut des Sciences Juridiques de l'Académie Polonaise des Sciences ont noué des contacts avec des centres correspondants dans les pays socialistes (Union Soviétique, Tchécoslovaquie, Hongrie, République Démocratique Allemande) et dans d'autres pays (France, Grande Bretagne, Suisse) et ils apprécient hautement cette collaboration. Une attention particulière fut attirée sur la nécessité de développer et de resserrer davantage la coopération avec les pays membres du Conseil d'Aide Economique Mutuelle. Il faut en effet tenir compte de ce que la coopération économique et politique toujours croissante entre ces pays fera naître la nécessité de rapprocher les systèmes juridiques respectifs dans le domaine du droit du travail également.

2. En ce qui concerne les problèmes didactiques on a soulevé surtout la question de la modernisation du programme de l'enseignement du droit du travail donné aux Facultés de droit, en prenant en considération aussi bien le contenu et la systématique que l'importance et la méthodologie des cours. Entre autres on a abordé le problème de l'élément historique à introduire dans ces cours, surtout en ce qui concerne sa proportion et la méthode à suivre en cette matière, de même que le lien qui devrait rattacher la matière et le cours à l'économie politique.

Etant donné l'importance qu'une bonne formation des rapports de travail représentent pour la propagation et la consolidation de la légalité socialiste, il a été proposé de ne pas réduire le nombre d'heures de cet enseignement lors de la révision éventuelle du programme des études juridiques normales. Pour les mêmes motifs et en raison de l'intérêt relativement considérable que les étudiants portent à cette matière aux études administratives professionnelles (à programme réduit), on a proposé d'augmenter sensiblement le nombre d'heures de cet enseignement, qui est insuffisant à l'heure actuelle aux études en question.

Le droit du travail devrait être placé dans le programme de telle manière que l'étudiant connaisse déjà, en l'abordant, le droit civil, et en particulier le droit des obligations.

Un grand rôle dans l'enseignement du droit du travail incombe aux conférences qui ne devraient pas avoir le caractère d'une révision du cours, mais se concentrer surtout aux travaux pratiques. Etant donné la diversité des sources du droit, les conférences en cette matière, outre qu'elles traduisent la norme juridique en langage de la pratique (adaptation aux situations concrètes), apprennent à chercher ces sources et à s'en servir, à un degré que l'on ne rencontre sans doute dans aucune autre discipline juridique. D'où vient la proposition des conférences réparties sur toute l'année scolaire et non pas seulement sur un semestre.

En ce qui concerne les autres occupations pratiques on a consacré beaucoup d'attention aux stages effectuées au cours de la V^e année d'études, pendant la préparation de la thèse de licence. Ces stages, accomplis dans les tribunaux, dans les entreprises, dans les organes syndicaux ou dans ceux de l'inspection du travail, procurent à l'étudiant une certaine expérience et un matériel qui se rattache au sujet de sa thèse. Par conséquent leur durée devrait être prolongée de deux semaines à un mois.

3. Le sujet théorique sur les caractéristiques du rapport de travail en tant que rapport juridique s'est trouvé à l'ordre du jour de la conférence pour la raison qu'il constitue le problème central de la législation du travail. Et comme dans le cadre de la mise en ordre du droit du travail une nouvelle élaboration de sa partie générale — et par conséquent aussi des dispositions fondamentales sur le rapport de travail — devient une question urgente, un approfondissement théorique préalable du problème et une analyse des effets sociaux de telle ou telle autre réglementation du problème par la norme juridique, sont des objectifs d'une exceptionnelle actualité. Le problème est en soi sujet à controverse et la discussion qui eut lieu à la conférence est une contribution aux considérations et à l'analyse scientifique ultérieures. Les participants à la conférence se sont prononcés pour la plupart en faveur de l'opinion qui considère le rapport de travail comme un rapport juridique à caractère d'obligation, ce qui d'ailleurs ne fait pas éliminer plusieurs autres liens juridiques résultant de la position du travailleur à l'entreprise socialiste.

Eugeniusz Modliński

LES SESSIONS SCIENTIFIQUES DES REPRESENTANTS DES CHAIRES DE DROIT CONSTITUTIONNEL

En 1959, pour la première fois, s'est tenue le 29 et 30 mai à Wrocław une conférence scientifique des représentants des chaires de droit constitutionnel. Les chaires, homologues à Lublin, à Toruń et à Wrocław ont pris l'initiative de convoquer périodiquement les sessions analogues. Dès la première session tenue à Wrocław ce genre de réunions a éveillé un vif intérêt et s'est acquis beaucoup d'enthousiastes. En définitive la décision a été prise de convoquer chaque année une conférence consacrée à des problèmes déterminés d'avance, et réunissant tous les travailleurs scientifiques, spécialistes du droit constitutionnel.

L'objectif principal des sessions consiste à rapprocher mutuellement les travailleurs scientifiques de la même discipline et à discuter librement sur les problèmes d'actualité relevant du droit constitutionnel ainsi que sur certaines questions de méthodologie, de planification scientifique et de didactique. Les conférences ont le mérite incontestable du point de vue éducatif d'attirer les jeunes travailleurs scientifiques que prennent part à l'élaboration des rapports et à discussion. Les rapports présentés aux sessions sont publiés, en règle générale, dans des revues scientifiques ou sous la forme des éditions spéciales. Ils sont polycopiés et distribués parmi les participants.

On a adopté comme règle que chacune des sessions est consacrée à un problème assez vaste. Il est choisi parmi les plus discutables et, si possible, répondant aux besoins actuels de la pratique. Les discussions sont particulièrement animées et très utiles pour les travaux en chaires.

La première session, de Wrocław, a été consacrée au problème de la souveraineté du peuple dans l'Etat socialiste. Huit rapports ont été présentés: *La conception marxiste*

du pouvoir du peuple (prof. K. Biskupski); *Le nouveau style du travail de la Diète de la République Populaire de Pologne* (prof. A. Mycielski); *Les garanties institutionnelles de la souveraineté du peuple dans la Commune de Paris* (dr I. Grajewska); *Certains problèmes que soulèvent les formes de la réalisation de la souveraineté du peuple* (J. Kolczyński, licencié en droit); *La forme et le contenu du pouvoir législatif* (prof, agrégé

2. Izdebski); *La souveraineté du peuple et la légalité* (dr F. Siemieński); *La position du représentant dans les Etats socialistes* (W. Popkowski, licencié en droit); *Certains problèmes du système électoral et la réalisation du principe de la souveraineté du peuple* (A. Patrzalek, licencié en droit). Il convient de remarquer que sur huit rapports cinq étaient rédigés par de jeunes travailleurs scientifiques (chargés de cours ou assistants).

La session suivante a eu lieu les 17 et 18 mai à Toruń et a rassemblé les représentation de toutes les chaires de droit constitutionnel. Elle a été consacrée aux problèmes généraux du parlementarisme. Trois rapports ont été présentés: *L'origine de la position du parlement dans le système des organes du pouvoir de classe* (prof. K. Biskupski); *La portée de l'acte législatif* (prof, agrégé 2. Izdebski); *Certains problèmes de la technique parlementaire* (prof. A. Mycielski). Les rapports ont suscité une vive discussion à laquelle ont pris part 22 personnes.

La troisième session organisée par la chaire de droit constitutionnel à Lublin s'est tenue à Kazimierz en mai 1961. Du point de vue de thèmes discutés elle peut être considérée comme la suite de la session de Toruń. A l'exception du rapport du professeur Biskupski, consacré à un problème général (*L'origine du modèle du système politique*) tous les autres mémoires concernaient l'institution du parlement: *L'activité des organes supérieurs de l'administration d'Etat, consistant à créer des normes légales* (prof, agrégé W. Zakrzewski); *Le contrôle de la constitutionnalité des lois* (dr J. Zakrzewska); *La fonction de la Diète, consistant à exercer le contrôle* — K. Gościński, licencié en droit.

Une discussion particulièrement intéressante et animée a été suscitée par les rapports présentés à la session organisée à Lodz en mai 1962: *La démocratisation du processus législatif en Pologne Populaire* (prof. St. Rozmaryn); *L'objet du droit constitutionnel* (maître de conférences 2. Izdebski); *L'objet de la science du droit constitutionnel* (prof. K. Biskupski). Au cours de la discussion particulièrement animée sur les thèses avancées dans le rapport du professeur Rozmaryn les participants ont formulé plusieurs vœux à l'égard de la pratique parlementaire. Les idées originales exposées dans le rapport du professeur Izdebski ont suscité un vif intérêt. A côté de sujets purement scientifiques on a échangé des opinions sur les plans scientifiques et sur le développement des cadres dans le domaine du droit constitutionnel.

La dernière session a été organisée par la chaire de droit constitutionnel de l'Université Jagellonne à Cracovie — le 17 et le 18 mai 1963. Les rapports suivants ont été présentés: *La règle constitutionnelle de l'administration judiciaire de la justice* (prof, agrégé St. Włodyka); *Certains problèmes du droit constitutionnel contemporain des Etats bourgeois — le contrôle de la constitutionnalité des lois* (dr J. Zakrzewska et maître de conférences M. Sobolewski). Aussi bien le premier que le second rapport ont éveillé une très vive polémique.

Les sessions scientifiques des chaires de droit constitutionnel sont devenues une tradition de nos facultés de droit. Elles contribuent efficacement à activer la vie scientifique dans le domaine du droit constitutionnel, fournissent un bon moyen d'enseignement pour les jeunes travailleurs scientifiques, donnent l'occasion d'un échange de vues sur les problèmes méthodologiques, didactiques et de planification scientifique. Tout permet de croire que cette tradition se maintiendra.

*REVUE LÉGISLATIVE * SURVEY OF LEGISLATION*

DROIT CONSTITUTION EL ET ADMINISTRATIF

1. Loi du 28 juin 1963 modifiant la loi sur les conseils populaires (J. des L. n° 28, texte 164). Le texte unique de la loi modifiée est publié dans ce numéro de la revue.

Le dernier amendement apporté a fait consolider les changements essentiels qui se sont opérés ces dernières années dans le système des conseils et a orienté leur évolution à l'avenir. Antérieurement les pouvoirs des conseils étaient élargis surtout par une transmission progressive des compétences réservées aux organes centraux et aux entreprises dirigées à l'échelon central. Ce processus est en principe achevé, car certaines unités (les plus grandes entreprises par exemple) demandent à être centralement dirigées eu égard à leur importance nationale. Actuellement l'extension des pouvoirs des conseils s'effectue par un raffermissement de leurs compétences de coordination à l'égard des unités qui ne leur sont pas subordonnées. Par suite de cette coordination horizontale les conseils deviennent responsables de l'ensemble de l'économie dans leur ressort territorial (ainsi les conseils préviennent l'unitilisation des forces productrices, les transports non rationnels, une politique défectueuse de l'emploi, les changements de production troublant l'approvisionnement du marché local).

D'autres modifications sont orientées vers le renforcement dans le système des conseils des éléments représentatifs: le rôle de la session du conseil et de ses commissions ainsi que l'influence et les attributions des conseillers. Ainsi une entreprise employant un conseiller ne peut le licencier sans le consentement du présidium du conseil populaire. Les commissions du conseil, à composition purement populaire, peuvent adresser des recommandations de caractère obligatoire à l'appareil administratif et économique du conseil, tandis que certaines décisions administratives ne peuvent être adoptées qu'après l'avis de la commission, cet avis étant parfois obligatoire pour le conseil. Cette nouvelle tendance dans l'évolution des conseils change essentiellement l'efficacité de l'action exercée par l'élément populaire sur l'administration de l'Etat.

2. Loi du 28 juin 1963 portant création d'un Comité pour la Science et la Technique (J. des L. n° 28, texte 165).

La loi part du principe que la condition fondamentale d'un développement économique planifié est le progrès technique étayé par le développement des travaux de recherche scientifique adaptés aux besoins de l'économie nationale. Le Président du Comité, qui est un organe supérieur de l'administration de l'Etat, est l'un des vice-présidents du Conseil des Ministres, et l'un de ses suppléants est le Secrétaire Scientifique de l'Académie Polonaise des Sciences. Les autres membres du Comité sont nommés par le Président du Conseil des Ministres qui les choisit parmi les ministres et les vice-ministres, les représentants de la science et de la technique ainsi que des organisations sociales. Le Comité indique les jalons du développement souhaitable de la science et de la technique, établit le plan de moyens matériels et techniques requis par ce développement, assure la mise en oeuvre appropriée des réalisations scientifiques et techniques et coordonne les activités des autres organes et institutions en ce qui concerne les problèmes fondamentaux d'adaptation du développement de la science et du progrès technique aux besoins de l'économie nationale. Le Comité exerce une influence sur les

activités scientifiques théoriques des organes de l'Académie Polonaise des Sciences et de l'Enseignement Supérieur ainsi que des centres de recherche scientifique de différents ministères, surtout dans le domaine des sciences techniques et naturelles, et aussi économiques, à l'exclusion des branches scientifiques n'exerçant pas une influence directe sur l'activité économique (les sciences humanistes par exemple). La méthode principale de travail du Comité consiste à promouvoir, organiser et coordonner les travaux scientifiques et techniques d'une grande portée interministérielle et internationale. L'appareil du Comité est très restreint, car le Comité réalise ses tâches dans le cadre des équipes spécialisées dans un problème donné, aux quelles on invite des spécialistes, savants et praticiens. En même temps a été modifiée la loi sur l'Académie Polonaise des équipes spécialisées dans un problème donné, auxquelles on invite des spécialistes, à long terme du développement de la science sur la base des principes généraux établis par le Comité et qui exclut de la compétence de l'APS la coordination de la coopération scientifique avec l'étranger dans la mesure où cette question relève actuellement du Comité.

3. Loi du 21 mai 1963 sur la pêche maritime (J. des L. n° 22, texte 115).

Cette loi constitue la codification et la modernisation des dispositions qui remontent en partie à 1916. Aux termes de cette loi est pêche maritime la pêche, la pisciculture et l'appropriation de poissons et d'autres ressources vivantes des eaux maritimes. La pêche peut être pratiquée par les entreprises d'Etat et les coopératives de travail de la pêche maritime et, avec une autorisation appropriée, aussi d'autres personnes morales ou physiques. Un bateau étranger peut pratiquer la pêche sur les eaux territoriales ou intérieures dans le cas seulement où une convention internationale l'y autorise. Dans le cas contraire, le bateau étranger est tenu d'arborer, sur ces eaux, son pavillon et la marque distinctive de son Etat ainsi que d'enlever du pont le matériel de pêche ou bien le disposer d'une façon excluant son usage. Le capitaine du bateau violant cette disposition est puni par l'office maritime d'un arrêt jusqu'à trois mois et d'une amende pouvant aller jusqu'à 4.500 zlotys, et en cas de récidive dans un délai de deux ans il est passible de peine judiciaire de détention jusqu'à un an et amende jusqu'à 100.000 zlotys. Tout bateau de pêche polonais est enregistré à l'office maritime, le bateau lui-même et son matériel de pêche doivent être marqués d'une façon visible et durable d'une marque de pêche déterminée par le document d'enregistrement. Les dispositions détaillées sur l'ordre à observer pendant les pêches et sur la protection de la pêche sont édictées par le ministre de la navigation. La loi a également établi un fondement aux prestations des personnes morales et physiques au profit de l'alevinage. Jusqu'à présent, cette action à laquelle la Pologne est tenue en vertu des conventions internationales, était effectuée par les offices maritimes à l'aide des commissions spéciales de caractère social. La surveillance sur la pêche est exercée par les offices maritimes qui nomment à cet effet des organes de la pêche maritime qui bénéficient de l'assistance à laquelle sont tenus les capitaines de bateaux (consistant par exemple à prendre à bord et amener jusqu'au port). Les pénalités administratives frappant la violation des dispositions de la loi sont prononcées par les offices maritimes.

4. Loi du 29 juin 1963 sur la mise en exploitation des communautés foncières (J. des L. n° 28, texte 160).

Cette loi vient remplacer les dispositions surannées de 1938 qui n'assuraient pas une bonne exploitation de ces terres ni ne prévenaient les nombreux litiges judiciaires portant sur le droit de propriété. Cela se comprenait parfaitement car les communautés foncières remontent à une époque très ancienne où l'on attribuait des terres aux paysans

en toute propriété et l'on accordait aux ayants-droit, en supprimant les servitudes foncières, un équivalent sous la forme d'une terre déterminée destinée à l'usufruit en commun. La nouvelle loi fixe les règles et les délais d'établissement des frontières des communautés ainsi que l'importance des parts des particuliers ayant droit d'en faire usage. D'autre part elle annule les prétentions des personnes ne possédant pas d'exploitation agricole et ne profitant pas depuis longtemps de la communauté, elle exclut aussi le partage des communautés entre les ayant droit. Ceux-ci sont tenus de fonder une société en vue de l'exploitation de la communauté, la surveillance sur une exploitation rationnelle étant exercée par le service agricole du présidium du conseil populaire d'arrondissement. La part dans la communauté ne peut être aliénée qu'en entier et seulement au profit d'une personne dirigeant une exploitation agricole située dans la localité donnée ou avoisinant la communauté.

5. Loi du 29 juin 1963 modifiant la loi sur l'encouragement des travaux d'amélioration hydrauliques pour les besoins de l'agriculture (J. des L. n° 28, texte 170).

La loi établit les conditions favorisant l'accélération des travaux d'amélioration. Ainsi lorsque, par suite d'un esprit conservateur, la majorité de propriétaires ne consentent pas à effectuer les améliorations économiquement justifiées, ces travaux peuvent être ordonnés d'office. D'autre part les agriculteurs dont les fonds profitent de travaux d'amélioration peuvent être obligés à fournir des prestations à titre onéreux (en fournissant par exemple des matériaux, des moyens de transport ou de la main d'œuvre non qualifiée). Enfin on admet, dans des cas justifiés, l'expropriation moyennant indemnité d'une partie des terres améliorées (par exemple pour obtenir une réserve destinée à recevoir les déjections).

6. Loi du 21 mai 1963 modifiant la loi sur les autorisations d'exercer l'industrie, l'artisanat, le commerce et certains services par une unité du secteur non socialisé de l'économie (J. des L. n° 22, texte 113).

Cette loi a été élaborée avec la participation des différents secteurs de l'économie non socialisée afin de créer des conditions plus avantageuses à la prestation de services à la population par l'artisanat, tout en garantissant les intérêts de la population contre les violations de la morale professionnelle. En accroissant le contrôle social dans les décisions retirant une autorisation, la loi admet le retrait d'autorisation en cas de condamnation pour le recel ou la vénalité, en cas aussi de plaintes justifiées contre la mauvaise qualité de la production ou des services ou bien contre leur exécution non consciencieuse. Le droit de demander le retrait d'autorisation est accordé aux chambres artisanales et aux autres organismes de l'autonomie économique. La loi combat aussi le trafic illicite d'autorisations au profit des prétendus associés ou chefs d'entreprise. En même temps elle abroge les dispositions transitoires de 1950 prévoyant le rachat des machines immobilisées, car redoutant le rachat les intéressés ne cherchaient pas à investir pour améliorer l'équipement technique des établissements de prestation de services.

7. Loi du 21 décembre 1962 modifiant le décret sur la procédure fiscale ainsi que le décret sur l'impôt sur le chiffre d'affaires (J. des L. n° 66, texte 327).

La loi contribue surtout à décentraliser les pouvoirs en matière de procédure fiscale et aux perfectionnements de cette procédure. Les dispositions de la procédure applicables à toutes les prestations publiques déterminent la compétence des organes financiers ainsi que les droits et obligations des citoyens dans cette procédure, elles ont donc une grande importance tant pour le bon fonctionnement des organes financiers

que, avant tout, pour asserer la légalité. La procédure sera accélérée notamment par le fait que plusieurs décisions réservées précédemment au ministre des Finances sont transférées à la compétence des organes de voïvodie (ainsi le changement d'une décision définitive avec le consentement des parties ou l'examen d'un recours contre une décision de la commission fiscale de recours). Le même effet sera atteint par le désencombrement des commissions fiscales qui, en raison de leur composition sociale, assurent le contrôle social des charges fiscales et devraient concentrer leurs efforts à régler rapidement les questions essentielles pour le contribuable, telles que l'assiette annuelle de l'impôt, la suite donnée aux recours et l'appréciation de la force probante des livres du contribuable. Un exemple du renforcement de la protection des droits du contribuable se trouve dans la recevabilité de l'examen des preuves et des explications présentées dans la procédure de recours seulement, lorsque le contribuable explique pourquoi il ne les a pas présentées pendant la procédure devant la première instance. Dans le cas où le recours n'est pas examiné dans le délai légal (trois mois) le contribuable est protégé contre les voies d'exécution plus rigoureuses (par exemple l'expropriation d'un meuble saisi).

8. Loi du 21 décembre 1962 modifiant le décret sur certains impôts locaux (J. des L. n° 66, texte 328).

Cette loi ne sert pas les buts fiscaux mais uniquement l'amélioration de l'administration. Les taxes et les impôts locaux sont en vigueur en vertu de la loi ou des résolutions des conseils qui décident de leur établissement et de leur montant dans les limites fixées par la loi, et les revenus à ce titre constituent les recettes des budgets locaux. Actuellement plusieurs impôts et taxes ont été cumulés, étant donné que leur diversité ne se justifiait plus. Ainsi ont été supprimés les versements au profit du Fonds de Logement, tandis que l'impôt sur les immeubles a été augmenté d'une manière correspondante, car les deux prestations étaient fixées d'après la valeur de rapport de l'immeuble. Une partie de ces sommes est destinée aux grosses réparations et à la reconstruction des bâtiments. En ce qui concerne les maisons unifamiliales occupées en entier par le propriétaire l'impôt dit municipal et l'impôt sur les locaux ont été supprimés, tandis que l'impôt sur l'immeuble a été augmenté proportionnellement. La taxe sur les bicyclettes et le droit perçu pour le permis d'utilisation d'une bicyclette ont été remplacés par une taxe sur les bicyclettes proportionnellement augmentée. La taxe sur les chevaux dans les exploitations agricoles a été supprimée et en même temps a été augmenté l'impôt sur le chiffre d'affaires du voiturier. Les taxes frappant les embarcations à rames et à voile ont été supprimées, car face à de nombreuses exemptions (accordées par exemple aux embarcations de sport, aux kayacs et aux bateaux de pêcheurs) l'enregistrement et le recouvrement de ces taxes n'étaient pas rentables. La loi a également introduit plusieurs dégrèvements d'impôt sur les locaux utilisés dans des buts soutenus par l'Etat, tels que les établissements gastronomiques où l'on ne sert pas d'alcool ou les établissements artisanaux prêtant des services à la population. Enfin la loi règle les taxes perçues dans les villes d'eau destinées au financement de l'agrandissement et de l'entretien des aménagements propres à ces villes d'eau. La liste des localités où le conseil populaire local peut introduire une telle taxe est arrêtée par le conseil populaire de voïvodie en accord avec le ministre de la santé.

9. Loi du 21 mai 1962 sur les substances toxiques (J. des L. n° 22, texte 116).

Cette loi est destinée à protéger la ville même contre l'intoxication fortuite par des substances toxiques par suite d'une utilisation par erreur ou par imprudence et tend à empêcher l'emploi de ces substances dans le but de suicide et de meurtre. On a trouvé

qu'il était nécessaire de remplacer par une nouvelle loi les dispositions fragmentaires antérieurement en vigueur à la suite d'un développement particulièrement rapide de la synthèse chimique qui fait naître le danger d'intoxications massives à défaut d'un contrôle organisé du commerce et des effets des différentes substances. Il s'agit là d'une loi-cadre qui prévoit l'établissement par des dispositions d'application des listes de poisons ainsi que des substances toxiques nocives, de même que la publication par les ministres intéressés des arrêtés concernant la surveillance de leur production, commerce et transport.

10. Loi du 28 mars 1963 modifiant la loi sur le service militaire obligatoire (J. des L. n° 14, texte 74).

La loi permet d'introduire de nouvelles formes et moyens d'accomplir le service militaire, tout en diminuant la période et les frais de la formation militaire, à l'exception toutefois de la formation des soldats qui sont appelés à desservir un matériel militaire plus compliqué. Etant donné la stabilité relativement précoce qu'on observe chez les jeunes, l'âge de conscription a été abaissé de 20 à 19 ans. De cette manière a été raccourcie la période qui s'écoule entre la fin des études secondaires ou de la formation professionnelle et le service militaire. Les jeunes qui poursuivent leurs études bénéficient d'un ajournement. Le service a été prolongé (jusqu'à 36 mois) dans les unités spéciales seulement (fusées et radiotechnique) ; la formation technique acquise pendant ce service facilite largement à la jeunesse l'obtention d'un emploi avantageux après le service. En même temps a été élargi le système du service des étudiants sans interruption des études et l'on a établi pour d'autres conscrits la faculté d'accomplir le service non pas pendant une période ininterrompue, mais en le répartissant sur une période de trois ans — quelques mois par ans — ou même pendant des périodes plus brèves dans le service dit territorial (consistant par exemple en un service de quatorze jours dans un camp militaire, en occupations de formation militaire d'un jour, etc.). Le service territorial facilite la préparation de la population à la défense sans avoir à abandonner pour longtemps l'exercice de la profession, la formation dans ce service étant assurée par les officiers et les sous-officiers de réserve appelés à faire des exercices militaires. Enfin la loi simplifie la procédure d'ajournement du service à ceux qui entretiennent seuls leurs familles, en transmettant l'examen de ces affaires aux organes locaux de l'administration civile. Afin de créer des conditions favorisant à la mise à profit, pendant une période plus longue, de l'expérience des sous-officiers de carrière qui ne possèdent pas des qualifications requises pour devenir officiers une nouvelle loi a institué un corps nouveau dont il est question au point suivant.

11. Loi du 29 mars 1963 sur le service militaire des porte-drapeau des Forces Armées (J. des L. n° 15, texte 78).

La loi institue un corps de porte-drapeau, intermédiaire entre le corps des sous-officiers et celui des officiers. Les porte-drapeau sont prévus à des postes inférieurs dans le service des quartiers et dans l'administration militaire, comme chefs d'ateliers, chefs de peloton de transport, etc.

12. Loi du 21 mai 1963 sur la discipline militaire et sur la responsabilité militaire des soldats pour les contraventions disciplinaires et pour l'atteinte à l'honneur et à la dignité du soldat (J. des L. n° 22, texte 114).

La loi s'est substituée aux dispositions de 1951 qui était trop générale en laissant plusieurs problèmes à être réglés dans règlements militaires ou bien en omettant certains d'autres (les distinctions par exemple). Les affaires d'officiers et de sous-

officiers de carrière relatives à l'atteinte à l'honneur et à la dignité du soldat sont instruites par des tribunaux l'honneur élus par eux-mêmes.

13. Loi du 29 mars 1963 sur les étrangers (J. des L. n° 15, texte 77).

Cette loi s'est substituée aux dispositions surannées de 1926, en abrogeant notamment plusieurs prescriptions incommodes pour les étrangers. Cela doit faciliter les visites des étrangers en Pologne qui d'ailleurs deviennent de plus en plus nombreuses (en 1962 par exemple la Pologne a été visitée par 184.000 étrangers). En vertu de la loi est étranger celui qui ne possède pas la nationalité polonaise. Les personnes possédant deux nationalités étrangères ou plus sont considérées, conformément à la Convention de La Haye de 1930, comme ressortissants de l'un seulement des Etats qui entrent en jeu. L'immatriculation spéciale personnelle ainsi que des rigueurs de déclaration de séjour ont été supprimées et un étranger a à accomplir les mêmes formalités que les ressortissants polonais, sous cette réserve que la première déclaration de séjour est faite à la mise qui en même temps immatricule l'étranger. Mais dans ce cas aussi l'étranger n'est pas tenu de se présenter personnellement (cette formalité est accomplie par exemple par le bureau de réception de l'hôtel ou s'arrête l'étranger). Il est plus facile aussi d'obtenir le visa d'entrée (dans certains cas par exemple on peut l'obtenir à la frontière). Sur sa demande un étranger peut obtenir une autorisation de séjour permanent en Pologne. L'étranger qui ne possède aucun document étranger reçoit une carte d'identité. La loi règle aussi le droit constitutionnel d'asile garantissant la protection aux ressortissants des Etats étrangers, persécutés à cause de la défense des masses travailleuses, de la lutte pour le progrès social, de l'activité pour la défense de la paix, de la lutte de libération nationale ou des activités scientifiques. L'étranger dont le séjour devient indésirable eu égard à l'intérêt public peut être expulsé, et s'il ne quitte pas le territoire national dans le délai imparti il peut être conduit immédiatement à la frontière, les frais de l'expulsion pouvant être recouvrés par la voie administrative sur lui-même ou sur la personne qui l'a invité en Pologne.

S. Gebert

DROIT CIVIL

La loi du 28 juin sur le transfert de certains immeubles ruraux à l'Etat en vue de leur mise en valeur ou en toute propriété ainsi que sur les pensions de retraite attribuées aux propriétaires de ces immeubles et à leurs familles (J. des L. n° 38, texte 166) règle deux questions: 1) le transfert à l'Etat d'immeubles ruraux, sur la demande du propriétaire, en vue de leur mise en valeur ou en toute propriété et 2) le transfert à l'Etat d'immeubles ruraux en toute propriété au titre des arriérés non réglés.

Les dispositions de la I^e Partie s'inspirent, d'un côté, du souci de mettre entièrement, en valeur les terres cultivées, et de l'autre côté cherchent à donner au propriétaire-en assurant la protection de ses droits — la faculté de se libérer de la charge de l'exploitation dans les cas où pour des raisons quelconques il n'est pas à même d'y faire face ou bien y renonce. Le propriétaire a la liberté du choix. Il peut adresser à l'organe compétent de l'administration d'Etat une requête tendant soit au transfert de l'immeuble en vue de sa mise en valeur, soit au transfert à l'Etat en toute propriété. Si l'immeuble est grevé de charges au titre d'une rente viagère, il faut, outre la requête du propriétaire, le consentement du titulaire de la rente.

Le propriétaire de l'immeuble ainsi transféré à l'Etat ainsi que les membres de sa famille ont droit à une retraite sous forme d'une pension de vieillesse ou d'une rente d'invalidité. Il faut que des conditions déterminées soient remplies, que l'immeuble ait une superficie de plus de 2 ha, que le revenu du travail à l'exploitation transférée constitue la principale source d'entretien du propriétaire, que ni celui-ci ni son conjoint ne possèdent d'autres immeubles et que l'endettement du propriétaire envers l'Etat ne dépasse pas 75% de la valeur des terres transférées.

Le propriétaire de l'immeuble peut soustraire au transfert les maisons d'habitation et les bâtiments d'exploitation dans la mesure où cela est indispensable à lui-même et à la famille habitant avec lui, ainsi qu'une parcelle de terrain d'une superficie pouvant aller jusqu'à 0,2 ha. L'Etat, de son côté, peut faire dépendre le transfert d'un immeuble en vue de sa mise en valeur de ce que la propriétaire en soustraie les bâtiments qui ne sont pas nécessaires à cette mise en valeur.

Les immeubles transférés en vue de leur mise en valeur sont donnés en usufruit aux unités d'Etat ou à d'autres unités socialisées ou encore à des agriculteurs individuels.

La loi définit les conditions dans lesquelles une terre transférée en vue de sa mise en valeur peut être restituée au propriétaire sur sa demande, et en cas de décès du propriétaire sur la demande de tous les héritiers. Une telle demande ne peut être déposée avant que 10 ans ne se soient écoulés à compter du transfert de l'immeuble, mais au plus tard avant l'expiration d'un délai de deux ans à compter de l'expiration du délai décennal susmentionné. Si la demande n'est pas déposée dans le délai ou si d'autres conditions ne sont pas remplies, l'immeuble est transféré en toute propriété à l'Etat.

Le transfert en vue de la mise en valeur libère le propriétaire de l'obligation de payer les impôts courants et de fournir d'autres prestations au profit de l'Etat, et en particulier de livraisons obligatoires. Ces obligations retombent sur l'usufruitier. Le paiement des arriérés en argent se rattache à l'immeuble transféré et l'exécution des livraisons arriérées sont ajournées pour toute la période de la mise en valeur réalisée conformément à la loi.

L'immeuble transféré en vue de sa mise en valeur ne peut être aliéné ni grevé, sous peine de nullité de l'acte, à l'exception de translation de propriété à l'Etat. Un tel immeuble ne peut, non plus, faire l'objet d'une saisie.

Les règles ci-dessus s'appliquent aussi à la demande de transfert d'un immeuble en toute propriété à l'Etat. Cependant, si le propriétaire ne demande pas de soustraire des bâtiments et une terre jusqu'à 0,2 ha, il conserve le droit d'occuper les bâtiments à titre gratuit dans la mesure indispensable à lui-même et à sa famille ainsi que le droit d'usufruit sur la terre jusqu'à 0,2 ha.

En cas de transfert à l'Etat en toute propriété tous les arriérés dus par le propriétaire à l'Etat et à une société d'exploitation d'eau, se rattachant à l'immeuble, sont annulés. L'Etat reçoit l'immeuble libre de toutes charges au profit de particuliers, exception faite des servitudes foncières dont le maintien sera reconnu comme indispensable et des charges résultant de la législation des eaux.

La loi prévoit les compétences des organes administratifs dans les matières traitées.

Une réglementation particulière est réservée à la question du transfert en toute propriété à l'Etat d'un immeuble rural, dont le propriétaire, débiteur de l'Etat au titre des prestations limitativement énumérées par la loi, n'a pas fait de demande de transfert ou sa demande a été rejetée en raison de la nature des charges ou de la situation confuse des droits de propriété sur l'immeuble. Une telle hypothèse est plausible, car la loi entend par propriétaire le possesseur aussi.

Avant de procéder au transfert forcé on fait cumuler les prestations dues à l'Etat, et ensuite l'organe compétent de l'administration adresse au tribunal une demande tendant à mettre la procédure en mouvement. Le transfert s'opère par décision du tribunal rendu après audience.

Dans les six semaines qui suivent la notification d'une copie de la décision du tribunal, la propriétaire peut régler les prestations arriérées. La décision, dans ce cas, est levée.

Si la valeur de l'immeuble transféré dépasse le montant des charges arriérées, le débiteur reçoit une indemnité égale à la différence entre la valeur de l'immeuble et le total des créances de l'Etat. L'indemnité est attribuée par le Tribunal. Au lieu de l'indemnité on peut attribuer une pension de retraite, si les conditions prévues par la loi se trouvent remplies.

Les règles détaillées et le mode de transfert en propriété d'immeubles ruraux à l'Etat pour les prestations arriérées cumulées sont déterminés par le règlement du Conseil des ministres du 10 juillet 1962 (J. des L. n° 44, texte 212). Le règlement statue entre autres que le transfert donne droit à l'organe compétent de l'administration de dénoncer tous les contrats de louage ou de bail portant sur l'immeuble transféré. En revanche, les dettes hypothécaires et autres charges constituées avant la mise en marche de la procédure de transfert sont couvertes sur l'indemnité accordée par le tribunal, et si cette somme ne suffit pas à satisfaire les ayants droit vis-à-vis desquels le propriétaire est tenu en tant que débiteur personnel, les charges sont transférées sur un autre immeuble possédé par le débiteur.

Le règlement tranche aussi la question de la protection des intérêts des ayants droit au titre d'une charge réelle, de l'usufruit ou de l'habitation.

DÉCRET SUR LE REMEMBREMENT DE TERRES

Le décret du 16 août 1949 sur le remembrement de terres a été modifié par la loi du 29 juin 1962 (J. des L. n° 39, texte 169). Le texte unique de ce décret, tenant compte des modifications apportées par cette loi a été publié au J. des L. de 1962, n° 46, texte 226.

Conformément aux modifications apportées, les terres peuvent être échangées quand une bonne exploitation agricole ou forestière l'exige, de même quand il s'agit d'assurer une construction appropriée sur ces terrains. A cette opération peuvent être soustraits les terrains bâtis si le possesseur ne donne pas son consentement.

La procédure est engagée sur la demande de la moitié au moins des possesseurs de terres à échanger ou d'office: a) lorsqu'il est nécessaire d'y procéder afin de donner une configuration appropriée aux terres appartenant à l'Etat ou à d'autres unités socialisées, b) lors du partage des terrains à bâtir dans un village, c) à l'occasion des travaux d'amélioration des terres.

A la requête de l'organe compétent de l'administration, le tribunal inscrit un avertissement sur la mise en marche de la procédure en question. Cette inscription a ceci pour effet que toutes modifications ultérieures de l'état de choses tel qu'il résulte du registre foncier — tant en ce qui concerne la propriété que les charges — resteront sans influence sur le déroulement de la procédure. D'autre part, l'aliénation d'une partie de l'immeuble ne peut avoir lieu qu'avec le consentement de l'organe administratif compétent pour les questions agricoles. En ce qui concerne les terres qui n'ont de registre foncier aménagé, le même effet est produit par le dépôt au recueil de documents de la décision définitive sur la mise en marche de la procédure.

Au cours de la procédure des contrats judiciaires peuvent être conclus en matière de propriété et de possession des terres; ils doivent être approuvés par l'organe administratif compétent.

Les servitudes foncières sur les terres soumises au remembrement sont supprimées, à l'exception de celles reconnues comme indispensables. Les autres charges et avertissements inscrits aux registres fonciers sont transférés des terres soumises au remembrement aux terres séparées par suite de cette opération, la priorité étant observée selon les règles du droit des biens.

Le remembrement est effectué aux frais de l'Etat, et l'acquisition des droits patrimoniaux par cette voie n'est pas frappée d'impôt.

Les règles et le mode d'estimation des terres, des bois et des bâtiments et d'autres parties composantes de ces terres ainsi que de paiement des sommes dues au titre de la différence de valeur de ces terres sont définis par le règlement des ministres de l'Agriculture ainsi que de la Sylviculture et de l'Industrie du bois du 31 octobre 1962 (J. des L. n° 59, texte 287).

LÉGISLATION RELATIVE AUX LOCAUX

La loi du 29 juin 1962 (J. des L. n° 39, texte 170) a amendé le droit en matière de locaux régi par la loi du 30 janvier 1959. Le texte unique de ce droit, qui tient compte des modifications apportées par la loi de 1962, a été publié au J. des L. de 1962, n° 47, texte 227.

L'amendement prévoit la faculté pour la personne occupant un local de sous-louer à un tiers une partie de ce local ou bien de lui en donner l'usage gratuit, dans les limites de la surface habitable à laquelle le sous-locataire a droit, à condition qu'il ne s'ensuive un encombrement (ce qui se produit si l'on descend au-dessous du standard minimum par tête d'habitant).

La loi autorise aussi un échange de locaux, dans les cas où les personnes occupant des logements dont elles sont locataires titulaires demandent à l'organe administratif compétent pour les question de logement une autorisation en ce sens. L'échange ne peut porter atteinte aux standards minimum.

L'amendement concerne aussi le mode d'attribution de locaux dont disposent les conseils populaires.

AUTRES ACTES NORMATIF IMPORTANTS ÉDICTÉS ET PUBLIÉS DANS LE SECOND SEMESTRE 1962

1. Loi du 29 juin 1962 modifiant la loi soustrayant à la gestion publique des locaux les maisons unifamiliales et les locaux dans les maisons des coopératives de logements (J. des L. n° 39, texte 171).

2. Loi du 21 décembre 1962 modifiant la législation sur le notariat (J. des L. n° 66, texte 328).

3. Règlement du ministre de la Justice du 26 octobre 1962 sur les actes d'huissier (J. des L. n° 5B, texte 284), qui règle en détails les actes accomplis par les huissiers au cours de différentes exécutions des prestations pécuniaires et non pécuniaires, les opérations de caisse et les questions de bureau. Ce règlement abroge l'instruction pour les huissiers. (J. des L. de 1932, n° 114, texte 946, avec amendements postérieurs).

*LES ACTES LEGISLATIFS * LEGISLATIVE ACTS*

THE PEOPLE'S COUNCILS ACT OF JANUARY 25TH, 1958

J. of L. of the Polish People's Republic No. 5, Chap. 16 as amended and promulgated in the uniform text J. of L. No. 29 of 1963 Chap. 172.

For the purpose of:

—a statutory definition of the scope of the activities of the People's Councils and of a further increase in their powers,
—a correct establishment of the competence of the organs of the People's Councils,
—strengthening the independence of the People's Councils, while at the same time establishing rights of supervision over them, indispensable for the realization of a uniform policy throughout the country,
the following is enacted:

Chapter 1

General Provisions

Art. 1. 1. In the Polish People's Republic power belongs to the working people of town and country.

2. The People's Councils in the rural communities, settlements, towns, city and borough districts, in districts and voivodships, shall be the organs of the State power of the working people and shall express their will.

Art. 2. 1. The People's Councils shall be elected by the population.

2. The Councillors shall be responsible to their constituents and may be recalled by them.

3. The mode of carrying out elections and of recalling Councillors shall be determined by the People's Councils Electoral Law.

Art. 3. 1. The People's Councils shall direct economic, social and cultural activities on their territory; all matters which lie within the scope of the State authority and administration, and are not reserved for other organs, shall belong to them.

2. In particular, the following shall lie within the scope of the activities of the People's Councils:

- 1) the protection of public security and order,
- 2) agriculture,
- 3) local industries and handicrafts,
- 4) local building, building inspection and the planned development of towns and villages,
- 5) the management of public facilities and housing estates,
- 6) the home trade,
- 7) State purchases of agricultural produce from farmers,
- 8) the construction and maintenance of roads and road transport,
- 9) water supply,
- 10) education and culture,
- 11) health and social welfare,
- 12) physical culture and tourism,

* "Poland is divided into voivodships (województwa) and cities which are not included into any voivodship (miasta wyłączone z województw) in the text called "cities".

Voivodships are divided into districts (powiaty) and boroughs, which have a status of a district (miasta stanowiące powiaty miejskie) in the text called "boroughs"

Districts are divided into towns and rural communities (gromady). Rural communities consist of one or more villages.

Cities and boroughs are divided into districts—(city districts and borough districts).

When generally speaking about cities, boroughs and towns as urban areas, the legislator is introducing into the text the expression "municipal".

- 13) employment,
- 14) finance,
- 15) other matters of the State administration, as foreseen in the provisions in force,

3. The People's Councils shall be entitled, within the scope as foreseen in this Act or by special provisions, to control and co-ordinate the activities of State organs, institutions and economic units, not subordinated to them.

Art. 4. The People's Councils shall have the responsibility of ensuring an ever better satisfaction of the population's needs, and an all-round development of their area, while harmonising its needs with the general tasks of the State.

Art. 5. The People's Councils shall maintain a close watch of the observance of the People's rule of the law, protect social property, secure the citizens' rights and co-operate in strengthening the defences and security of the State.

Art. 6. The People's Councils shall combat any manifestations of arbitrary behaviour and of a bureaucratic attitude towards citizens and shall watch over the citizens carrying out their duties towards the State.

Art. 7. 1. Within the framework of the rights conferred upon them by the statutes, the People's Councils shall issue by-laws universally enforceable throughout their area.

2. In particular, the People's Councils may issue by-laws aimed at the maintenance of security, public peace and order, within the scope not covered by separate provisions. The ways and means of issuing such by-laws shall be established by statute.

Art. 8. 1. The People's Councils shall strengthen the ties between the State authority and the working people of town and country, by attracting an ever-increasing numbers of working people to participation in ruling the State.

2. In carrying out their aims, the People's Councils shall avail themselves of the initiative and co-operation of political organisations, trade unions, and other social organisations of the working people, as well as of that of the Workers' Councils and agricultural organisations.

3. The People's Councils avail themselves of the initiative and co-operation of the committees of the Front of National Unity, more particularly so in attracting the population to participate in the carrying out of their tasks, in initiating social actions, organizing meetings of the Councillors and their constituents, carrying into effect the constituents' postulates and motions, as well as in popularising the achievements and intentions of the Councils among the population.

4. The People's Councils and their organs have the duty of explaining to the population the fundamental aims and guiding principles of the policy of the People's authorities.

5. The People's Councils shall extend their support to any social initiatives aimed at strengthening harmonious relations between the inhabitants.

Art. 9. The People's Councils shall carry out their tasks at sessions, through the intermediary of their auxiliary organs—the People's Council Committees, through the Councillors' activities locally, as well as through their executive and administrative organ—the Presidium of the People's Council and the local organs of the State administration subordinated to it—the Departments.

Chapter 2

The Objectives of the People's Councils

Art. 10. 1. The People's Councils shall vote both long-term and annual economic plans, as well as control their execution. Such plans should be in accordance with the trends and tasks detailed to the economy of the People's Councils in the National Economic Plans.

2. The plans dealt with in § 1 should also comprise the more important tasks of the economic units covered by the central Plan, and affecting the area of activities of the local People's Council.

3. The annual economic plans should be voted in the year preceding that covered by the plan.

4. The Rural Community People's Councils shall vote the long-term economic plans in the form of rural community development programmes, defining in them:

1) the tasks to be fulfilled in the domains of agriculture and forestry, in particular in the fields of the production of basic crops, of livestock breeding, of seed production, of drainage and State purchases of farming produce, as well as in that of tree planting and the afforestation of waste land;

2) other tasks, in particular those concerning local roads, the network of supplies, State purchases of farming produce, and services to the population, as well as social, cultural and communal facilities.

5. The Council of Ministers may decide that the People's Councils in towns and settlements shall vote long-term economic plans, in the form of programmes of town and settlement development.

Art. 11. 1. The People's Councils shall vote the budget for the following year annually and control its execution.

2. The expenditure provided for in the local budgets should be covered, first and foremost, from the Council's own revenue; the People's Councils may, however, receive grants from the central budget, in conformity with the provisions of budgetary law.

3. Their own revenue shall consist in particular of:

1) the sums paid in by the enterprises and works subordinated to the People's Councils;

2) payments for services and the revenue from property and from the administration of the economic units subordinated to the People's Councils;

3) payments of rates and other local dues, as well as their share in the revenue of the central budget, which shall be fixed by separate provisions.

4. The People's Councils shall make use of the budget surpluses obtained by them for the carrying out of their own activities, in accordance with the principles established in budgetary law.

Art. 12. 1. The managers of the enterprises and works not subordinated to the People's Councils, as well as the organs of worker self-government, shall co-operate with the People's Councils, particularly for the purpose of making use of the productive and service potential of such units for local needs, of co-ordinating the plans and location of residential building, of realising together communal, social and cultural investments, and of organizing and carrying out special communal activities.

2. The People's Councils shall watch over the activities of the enterprises and works not subordinated to them as concerns employment, housing, social and cultural tasks and investments, as well as supply of water, electricity and gas by such enterprises, and also in other matters which exercise an influence upon the local economy.

3. The Council of Ministers shall establish the scope and the detailed principles of carrying out the tasks enumerated under paragraphs 1 and 2 by the People's Councils of the several grades.

Art. 13. 1. The People's Councils shall co-ordinate the activities of co-operative societies and of their local unions with the activities of State enterprises, whether local or centrally managed, and of the handicrafts, as well as shall control their activities and grant them aid, within the scope and according to the mode established by separate provisions.

2. The co-ordinating activities dealt with in paragraph 1 comprise, in particular:

1) the fixing, for co-operative societies and their local unions, of development trends and basic planned tasks such as result of both national and local economic plans and from the directions of the central co-operative unions;

2) the examining of the draft economic plans of the local co-operative unions;

3) the examining of the directions of the local co-operative unions for the purpose of elaborating the economic and financial plans of co-operative societies;

4) the examining of the periodical reports of the co-operative societies and of their local unions, concerning the carrying out of their planned tasks, as well as giving them recommendations concerning the carrying out of their plans.

3. The Council of Ministers may, after consulting the supreme organs of the co-operative movement, establish the detailed principles and the way of carrying out of the tasks described in §§ 1 and 2.

Art. 14. 1. The Voivodship People's Councils shall give general guidance to the activities of the People's Councils throughout the voivodship, and shall co-ordinate the activities of the People's Councils of Districts and Boroughs.

2. The Voivodship People's Councils shall carry out the State administration within the scope laid down by the provisions in force.*

3. The Voivodship People's Councils shall undertake economic, social and cultural activities of a range wider than that of the District People's Councils; in particular, they shall include following matters:

1) local industrial enterprises, technical design and constructional offices serving the needs of the voivodship, or at least those of several districts;

2) State farms and the enterprises for the mechanisation of agriculture and drainage labours;

3) enterprises of the State motor transport;

4) State consumer and industrial wholesale enterprises, within the frames fixed by the Council of Ministers, with the exception of those wholesale enterprises which cover more than one voivodship;

5) the construction and maintenance of State roads and bridges, within the frames fixed by the Council of Ministers;

6) schools and other educational institutions, within the frames established by the provisions in force;

7) theatres, voivodship libraries, museums and voivodship culture centres;

8) voivodship and regional hospitals as well as dispensary enterprises, health resort enterprises of a voivodship level and sanatoria;

9) special social assistance institutions.

Art. 15. The Voivodship People's Councils may delegate some of their tasks, laid down in art. 14 § 3, to the People's Councils of an immediately lower grade, in accordance with the directions of the Council of Ministers, issued with the consent of the Council of State; such delegation shall take place with the consent of the People's Council entrusted with taking over the above-mentioned tasks; it shall be accompanied by a simultaneous remittance of the means which serve the fulfilment of such tasks.

Art. 16. 1. The Voivodship People's Councils shall co-ordinate the whole of the economy within the voivodship, basing themselves on both national and local economic plans, as well as on town-building plans, and, in particular:

1) put forward motions concerning the carrying out, within their territory, of economic tasks by the units comprised by the central plan;

2) participate in the elaborating and examining of the drafts of the more important investments throughout their territory;

3) give their opinion on, or fix, the location of such investments;

4) give their opinion concerning the more important tasks contained in the draft economic plans of the units not subordinated to the People's Councils, if such plans are to exert a direct influence upon the managements of the People's Councils and the economic development of their area, examine the reports on the carrying out of such tasks and put forward motions in such matters;

5) come forward with motions concerning the creation, organization, joining and liquidation of enterprises and works not subordinated to the People's Councils, as well as making a better use of their productive power;

6) initiate the undertaking of investments common to several users;

7) initiate and organize the co-operation between the enterprises subordinated and those not subordinated, to the People's Councils;

8) undertake other steps aimed at ensuring a mutual connection of the tasks which result from both local plans and the plans of economic units not subordinated to the People's Councils;

9) draw up economic balance-sheets, comprising the total of the economy within their territory, and, more particularly, balance-sheets of employment, productive power in industry and the building trade, as well as those of agriculture, materials, water and the pecuniary income and expenditure of the population.

2. The Council of Ministers shall determine the principles and mode of carrying out the co-ordination tasks specified in § 1.

3. The Voivodship People's Councils shall determine, in accordance with the provisions in force and the directions of the Council of Ministers, to what extent the co-ordination tasks, specified in § 1, are to be carried out by the People's Councils of a lower grade.

Art. 17. 1. The opening of a centrally administered enterprise or other works on the territory of the voivodship, as well as its closing down, require the consent of the Présidia of the Voivodship People's Councils.

2. The provisions of § 1 shall be appropriately applied to any changes in the line of production of centrally administered enterprises, if such changes should seriously influence the exploitation of local power resources, raw materials or other resources, or else the state of employment or the health conditions, of the concerned area.

3. The Présidia of the Voivodship People's Councils may control the use of the productive power of centrally administered enterprises, and, as the need arises, they shall come forward with motions for transfer of the redundant raw materials, other

materials, machines and plant between the enterprises concerned, as well as for a common exploitation, or else the making over to another user, of inefficiently exploited production or storage space.

4. The Council of Ministers shall determine the principles and mode of carrying out the provisions of the present article.

Art. 18. 1. The Présidia of the Voivodship People's Councils shall approve the draft cashbook plans of the voivodship branches of the National Bank of Poland, examine the reports on the carrying out of such plans, co-operate with the branches of the banks which finance investments, in so far as the control of the course of investments in the voivodship is concerned, and determine the directions for the division of the bank credits granted to the voivodship, and destined for co-operative and for non-socialized economic units.

2. The Présidia of the Voivodship People's Councils may, in accordance with the directions of the Council of Ministers, determine, to what extent the tasks described in § 1 above are to be carried out by the Présidia of the People's Councils of a lower grade.

Art. 19. 1. The District People's Councils and the Borough People's Councils shall be empowered to deal with all matters which lie within the scope of the activities of the People's Councils, with the exception of such matters which are specially reserved for the People's Councils of a superior or inferior grade.

2. The District People's Councils and the Borough People's Councils shall exercise State administration within the scope provided for in the provisions in force.

Art. 19. 1. In particular, the following shall lie within the scope of the District People's Councils:

1) the enterprises dealing with the mechanisation of agriculture and of irrigation works, within the scope established by the Council of Ministers, veterinary services, plant protection, the popularization of agricultural knowledge, the control over the activities of agricultural institutes and organisations, as to the matters entrusted to them by the State are concerned;

2) the assistance to the agricultural production co-operative societies and to other forms of collective farming in the countryside;

3) the enterprises of the local industry, including building and maintenance;

4) rural building;

5) the municipal retail trade enterprises and the State catering establishments;

6) the construction and maintenance of local roads;

7) schools and other educational institutions, within the scope determined by the provisions in force;

8) the District culture centres, theatres, cinemas, museums and regional archives;

9) the out-patients surgeries on a District scale, district hospitals, specialist out-patients surgeries, District first-aid stations, District sanitary and epidemic preventive stations, dispensaries and health resort enterprises;

10) institutions of social assistance.

2. The District People's Councils shall co-ordinate the activities of the People's Councils of an inferior grade.

Art. 20. The District People's Councils may, with the consent of the Voivodship People's Councils, transfer some of their tasks, mentioned in art. 20 § 1 above, to the People's Councils of an inferior grade; the provisions of art. 15 shall appropriately apply thereto.

Art. 22. 1. The principal task of the Municipal People's Councils shall be the running of the municipal economy and the catering for the material and cultural needs of the town inhabitants.

2. The Municipal People's Councils shall carry out the State administration within the scope determined by the provisions in force.

3. In particular, the following shall lie within the scope of the activities of the Towns People's Councils:

1) the municipal power stations and gas works, waterworks, sewage works and refuse collection, as well as the municipal transport enterprises and the construction and maintenance of roads, streets, squares and bridges;

2) the management of residential buildings, municipal hotels and municipal grounds;

3) municipal production establishments and services;

4) the securing of proper premises and services for the elementary schools, and the management of nursery schools;

5) theatres, musical institutions, archives, municipal culture centres and canteens, as well as public libraries;

6) out-patients surgeries, maternity homes and clinics and creches.

4. The provisions of § 3 above and the appropriate provisions concerning the scope of the activities of the District People's Councils shall be appropriately applied to the People's Councils of boroughs.

5. Moreover, the provisions concerning the scope of the activities, and the rights, of the Voivodship People's Councils shall be appropriately applied to the People's Councils of cities.

Art. 23. 1. In the cities divided into (city, borough) districts the City or Borough People's Councils shall transfer part of their tasks to the (City, Borough) District People's Councils. The Council of Ministers may, with the consent of the Council of State, determine the tasks, the transfer of which shall be obligatory.

2. The City or Borough People's Council shall not be allowed to transfer to the (City, Borough) District People's Council its rights concerning:

1) the issuing of by-laws;

2) the enacting of taxes, rates and other dues;

3) the running of enterprises and works of importance for the whole of the city or town;

4) the disposing of real property and of installations of importance for the whole of the city or borough

3. In administrative matters the City District People's Councils in cities which are not included in any voivodship shall enjoy the rights of a District People's Council and the remaining Borough District People's Councils shall enjoy the rights of the Towns People's Councils.

Art. 24. The People's Councils in settlements shall ensure the development of public facilities in their settlements, and carry out such other tasks as are provided for the Town People's Councils.

Art. 25. The fundamental task of the Rural Communities People's Councils shall be fostering of the development of agricultural production, the employment of local possibilities for the satisfying of the communal, social and cultural needs of the inhabitants of their community, and the ensuring that the latter shall acquit themselves of their duties towards the State.

2. The Rural Communities People's Councils shall carry out the State administration within the scope determined by the provisions in force, in particular in matters of taxes and other dues, in the keeping of registers of permanent inhabitants and visitors, as well as of births, marriages and deaths.

3. In particular, the Rural Communities People's Councils shall:

1) initiate activities aimed at the development of agricultural production and co-ordinate the activities of agricultural circles, of agricultural production co-operative societies and of other local institutions and organizations, in so far as the carrying out of the development programme of the rural community and of the annual economic plan are concerned, as well as the proper and timely carrying out of farming labours, the securing of the health of both people and livestock in their community and the organizing of plant protection;

2) co-ordinate the advance purchases of agricultural produce by the State, within the scope and in the mode determined by the Chairman of the Council of Ministers;

3) co-operate with the workers' self-government in State farms;

4) in accordance with the provisions on the protection of the forests which are not State property, look after the proper growth and protection of the trees, assist in the organization of forestry associations, and see to the afforestation of waste land and to the development and protection of areas already afforested;

5) co-operate with the supply and marketing co-operative societies with regard to the proper supplying of the countryside with industrial and consumption articles, and look after the development of service units;

6) administer rural community's property, run small production plant, mills and service units, ensure communal services and maintain unsurfaced local roads;

7) ensure a proper accommodation and service for the primary schools, agricultural vocational schools, nursery schools and maternity homes, run communal recreation rooms, libraries, kindergartens, nursing and maternity clinics and creches.

Art. 26. The Council of State may, upon motion from the Council of Ministers:

1) define in detail the tasks incumbent upon the People's Councils of the several grades;

2) make over to the People's Council of inferior grades the tasks of the People's Councils of superior grades.

Chapter 3

Sessions of the People's Councils

Art. 27. 1. The People's Councils at their sessions shall discuss matters of fundamental importance for their area; in particular they shall vote the economic plan and the budget and examine the reports on their execution, they shall establish directions for the carrying out of the more important tasks, appoint and recall their organs, provide them with directions for their activities and examine their reports.

2. Matters of fundamental importance for the interests of the local population, concerning the activities of the enterprises and institutions not subordinated to the People's Council, shall also be subject to examination at the session.

3. The People's Councils, at their sessions, evaluate the activities of the local organs of the State administration and of economic units, and determine upon the means to be adopted for removing shortcomings and speeding up the development of their area.

4. The People's Councils have the duty of periodically examining, at their sessions, the extent and mode of the carrying out of their constituents' postulates and motions.

5. Prior to a session, the Committees and Councillors shall locally investigate the matters which are to be the subject of the debates and, in particular, they shall consult their constituents' opinion on such subjects.

Art. 28. 1. The Presidium elected by the People's Council which had previously held office shall convene the first sessions of a newly elected People's Council, not later than within a fortnight from the date of the election. In the newly-created units of the administrative division of the country the first session shall be convened by the Presidium of the People's Council of a superior grade.

2. The session shall be opened by the Chairman of the Presidium.

Art. 29. At its first session the People's Council shall elect its Presidium and Committees.

Art. 30. 1. Ordinary sessions shall take place at dates fixed in the plan of labours, annually voted by the People's Councils, which shall establish the principal problems on the agenda.

2. Ordinary sessions of the Voivodship People's Councils and of the City People's Councils shall be convened at least once in every three months.

3. Ordinary sessions of the District People's Councils and of the Borough People's Councils, as well as those of City District People's Councils shall be convened at least once in every two months.

4. Ordinary sessions of Rural Community People's Councils shall be convened, as a rule, once in every month, but at least eight times in a year.

5. Ordinary sessions of the remaining People's Councils shall be convened at least once in every month.

Art. 31. In case of need arises, an extraordinary session may be convened. Such an extraordinary session must be convened if this be demanded by motion in writing of at least one-fourth of the number of Councillors, a motion which at the same time points out the suggested subject of debates. In such a case the opening of the session should take place within ten days from the date of entering the motion.

Art. 32. 1. The session shall be convened by the Presidium of the People's Council.

2. The draft agenda, the manner of preparing the session and the place, day and hour of its opening shall be fixed by the Presidium of the People's Council together with the chairmen of the People's Council Committees.

Art. 33. 1. The session shall be opened by the Chairman of the Presidium.

2. After the opening of its session the People's Council shall elect the chairman and the secretary of the debates. The People's Council may elect a chairman of the debates to hold office for several sessions. The sessions of Rural Community People's Councils shall be presided over by the Chairman of the Rural Community People's Council.

3. The People's Council may hold its debates when there are not less than one-half of the total number of councillors present; the election or recall of the Presidium or

of any particular member of it demand the presence of at least two-thirds of the total number of councillors.

4. If there is no quorum, the Chairman shall appoint another date for the meeting.

Art. 34. 1. The debates at the session shall be public. The time, place and subject of the debates must be made known to the public.

2. The Chairman of the debates shall order the sitting in camera, either on his own initiative or upon a motion of the Presidium, if this be demanded by the interests of the State.

Art. 35. 1. The Chairman of the debates may allow persons invited from outside the Council to take the floor at its debates.

2. The managers of local State organs, institutions and economic units not subordinated to the People's Council may be summoned to provide information at a session.

Art. 36. 1. Resolution at a session shall be taken by an ordinary majority of votes in open voting.

2. At the elections and recalling of the Presidium of the Council or any member of it, as well as in other cases determined by the provisions in force, a secret vote by ballot shall take place. A People's Council may also limit the secrecy of voting in other matters as well.

Art. 37. 1. The resolutions of the People's Council shall be signed by the Chairman of the debates and by the Chairman of the Presidium of the People's Council. The resolutions of a Rural People's Council shall be signed by its Chairman and by one of the members of its Presidium.

2. The Council of Ministers shall determine by order the principles and mode of publishing the resolutions of the People's Councils and of issuing the official gazettes of the Voivodship People's Councils.

Art. 38. The People's Councils shall vote their own Standing Orders, in which they shall determine the mode of conducting their debates as well as the fundamental forms of the labours of the Council and councillors. In its Standing Orders a People's Council may also determine the more important duties and the scope of the activities of its organs.

Chapter 4

The People's Council Committees

Art. 39. 1. The People's Councils shall appoint permanent committees for the several fields of their activities and also, in case of need, interim commissions for definite temporary tasks.

2. The types and numerical strength of the several committees shall be determined by the People's Council in accordance with the directives of the Council of State and in dependence on the local requirements.

3. Persons who are not members of the People's Council may also be appointed as members of its committees; their number, however, must not exceed one-half of the total. The Chairmen of the committees shall be appointed by the People's Council from among the councillors.

Art. 39. The Committees shall invite to participate in the carrying out of their tasks specialist experts and other persons who are not their members, and who are concerned in the subjects dealt with by the Committees.

Art. 41. The tasks of the permanent People's Council Committees shall include:

1) the maintaining of permanent contacts with the working masses and with their organizations, attracting them to a co-operation with the State authorities and with their organs, the encouraging and utilizing of social initiatives, the receiving, examining and transmission to the organs competent of plans originated by social organizations or individual citizens;

2) coming forward with initiatives and plans concerning the People's Council and its organs;

3) the examining and elaborating of matters entrusted to the Committees by the People's Council or submitted by the Presidium of the latter;

4) watching over the correct carrying out of the resolutions and directions of the People's Council, of its Presidium and superior organs;

5) control over the activities of the Council departments, as well as over those of the enterprises, works and institutions subordinated to the Council;

6) the exercising of social control over the State organs, economic institutions and units, not subordinated to the People's Council.

2. The units subjected to the control exercised by the Committees in question shall have the duty of supplying it with any information and materials, necessary for the carrying out of its tasks; secret information and materials are made accessible in accordance with the provisions concerning the protection of State secrets.

Art. 42. 1. The Committees shall be subordinated, in all their activities, to their People's Council, and shall be bound, at the demand of the latter, to submit for confirmation their plans of future work and to submit reports at such dates as shall be fixed by the Council.

2. The Presidium of the People's Council shall have the duty of extending its assistance to the Committees in carrying out of their tasks and of including them in the participation in preparing the more important resolutions, as well as of inviting the Chairman of the Committees to take part in those meetings of the Presidium, at which matters connected with the field of activity of the Committee concerned are to be discussed.

3. As the need may arise, the Committee approaches the People's Council or its Presidium with a motion for the issuing of the appropriate orders.

4. The Presidium shall be under obligation to notify the Committee of the manner in which its motion has been dealt with, not later than within one month from the date of receipt of such motion. The decision of the Presidium rejecting the motion should be motivated. From such decision the Commission may appeal to the People's Council.

Art. 43. 1. The Heads of the Departments, if and when invited by a Committee, should take part in its meetings, consult the Committee's opinion prior to taking the more important decisions, and extend their assistance to the Committee in carrying out of its tasks.

2. A Committee may approach the Head of a Department or of other unit controlled with motions concerning the activities of the unit in question. The Head is bound to notify the Committee, not later than within one month, on the manner its motion has been dealt with, while failure to conform to the motion should be motivated.

Art. 44. 1. The Council of Ministers, or else the Présidia of the People's Councils acting on its directions, shall determine the matters in which:

1) the recommendations issued by the Committee, and concerning the carrying out of its tasks by a Department or the removing of shortcomings found to exist shall be binding for the Head of the Department;

2) the Heads of the Departments shall be bound to consult the opinion of the Committee;

3) the opinion of the Committee shall be binding for a Head of a Department.

2. The Head of a Department who has received a binding recommendation or a binding opinion from a Committee shall be bound to notify the Committee on the activities undertaken in this connection. Should the Head of a Department have reservations concerning the well-foundedness of the binding recommendation or the binding opinion received, or else as to the practicability of complying with them, he shall be bound to notify of this immediately both the Committee and the Presidium of the People's Council.

3. Not later than within one month from the date of receiving from the Head of a Department his reservations the People's Council Presidium shall be bound to:

1) put the Head of the Department under the obligation of complying to the binding recommendation or the binding opinion, and notify the Committee of the fact, or else.

2) notify the Committee of the motives because of which it acknowledges the reservations as well-founded; in such a case the Committee may appeal to the People's Council.

Art. 45. The organisation and course of labours of the Committee shall be determined by the Regulations of the Committee's Labours, voted by itself; such Regulations are subject to approval by the People's Council.

Chapter 5

Rights and Duties of a Councillor

Art. 46. 1. At the first session of the People's Council the Councillors shall take the following oath:

"I solemnly swear, as a Councillor, to work for the welfare of the Polish nation and to assist in rendering its unity more profound, to contribute to the strengthening of the ties between the State authorities and the working people, to care for their concerns and not to spare efforts in carrying out the tasks of the People's Council."

2. The Councillors absent from the first session of the People's Council shall take the above oath at the first session in which they take part.

Art. 47. A Councillor is bound to participate in the sessions of the Council and in the labours of the Committee on which he has been called upon to sit, as well as to carry out other duties imposed upon him by the People's Council.

Art. 48. 1. A Councillor shall maintain a permanent contact with his constituents, care for the best possible satisfaction of their economic, social and cultural needs, encourage their initiative in these fields, receive their proposals and critical remarks in order to submit them to the Council or to its Presidium, or else to other component organs and institutions, and watch over the manner they are dealt with and look out for his constituents being informed in proper time.

2. A Councillor must explain to his constituents the essential aims and guiding principles of the policy of the People's authorities, and attract them to a participation in the carrying out of the resolutions of the People's Council and of its Presidium, as well as of the organs superior to it.

3. In fulfilling his tasks, a Councillor shall co-operate with the local social organizations of the working people.

4. A Councillor shall report to his constituents both on his own work and on the activities of the People's Council and of its organs.

Art. 49. 1. A Councillor may approach the People's Council or its Presidium with a motion for considering matters which may arise in the course of his activities.

2. A Councillor may submit interpellations to the Presidium of the People's Council, either at its session or during the period intervenient between two sessions; the reply to such an interpellation should be given within a fortnight from its date.

Art. 50. 1. In the carrying out of his duties, a Councillor shall enjoy full legal protection. The People's Council, or the Presidium of a superior grade, are bound to take the defence of a Councillor exposed to unjustified consequences in connection with his activities, provided the latter were carried out in accordance with the Councillor's oath.

2. An enterprise which employs a Councillor has no right to give him notice without obtaining consent for this from the Presidium of the People's Council. The Presidium shall take its resolution in this matter after consulting the opinion of the Tenure of Office Committee. In matters concerning the members of a Rural Communities Councils, as well as the Councils of towns the competent authority is the Presidium of the District People's Council, which shall take its resolution after consulting the opinion of the Tenure of Office Committee of the Council of the said member.

3. In the event of the labour relation with a Councillor having been dissolved without giving notice, the manager of the enterprise in question shall have the duty of notifying the Presidium of the People's Council of the fact without delay.

4. The Presidium of the People's Council shall be bound to notify the Council at its nearest session of their having granted their consent to the giving a Councillor notice of his labour relation, or else of such labour relation having been dissolved without notice being given. When the matter concerns a Councillor who is the member of a Council of a lower grade, the Presidium of the District People's Council shall also notice the People's Council, of the said member.

Art. 51. 1. An employer shall be bound to grant leave of absence to Councillors and members of Committees who are not Councillors, to enable them to carry out their duties. The principles and procedure of granting such leave of absence shall be determined by the Chairman of the Council of Ministers.

2. For the time of the duration of his leave of absence the employee shall receive from his employer a remuneration in such an amount as that to which he is entitled during his holidays with pay.

3. The Councillors and members of Committees are entitled to a reimbursement of their maintenance and travelling expenses, to the amount and on the principles established by the order of the Council of Ministers.

Chapter 6

The Presidium of the People's Council

Art. 52. 1. The People's Council shall elect its Presidium from among the Councilors or from outside their number. The Presidium shall consist of: the Chairman, his Deputy, the Secretary and members; the members of the Presidium shall hold office from the moment of their election.

2. In towns and in settlements the People's Council may elect a Presidium composed of: the Chairman, his Deputy and members.

3. In rural communities the Presidium of the People's Council shall be composed of: the Chairman of the Rural Community People's Council and members of the Presidium.

Art. 53. 1. The election of the Chairman of the Presidium of the Voivodship People's Council (as well as that of the Chairman of the Presidium of a City People's Council shall be subject to confirmation by the Council of Ministers.

2. The election of the Chairman of the Presidium of the District People's Council (as well as that of the Chairman of the Presidium of a Borough People's Council and of a City District People's Council) shall be subject to confirmation by the Chairman of the Council of Ministers.

3. The election of the Chairman of the Presidium of an Borough District People's Council, as well as that of the Chairman of a Town People's Council, shall be subject to confirmation by the Presidium of the Voivodship People's Council.

4. The election of the Chairman of the Présidia of the People's Councils of settlements and of the Chairmen of the Rural Community People's Councils shall be subject to confirmation by the Presidium of the District People's Council.

5. Should such confirmation be refused, the People's Council shall proceed to another election.

Art. 54. 1. The Council of Ministers shall establish, with the consent of the Council of State, the directions concerning the number of members of the Présidia of the People's Councils.

2. The People's Council may recall its Presidium, or any of the several persons forming part of it, and proceed to a new election. Resignation from membership of the Presidium shall take place after such resignation has been taken note of by the People's Council.

Art. 55. 1. The Presidium of the People's Council shall be its executive and administrative organ.

2. The Presidium of the People's Council shall represent the Council in its external relations, carry out the resolutions of the Council, of the Presidium of the People's Council of a superior grade and of the Council of Ministers, as well as organize the carrying out of the tasks incumbent upon the People's Council.

3. The Presidium of the People's Council shall act pursuant to the resolutions of its Council and in accordance with the directions of the Présidia of the People's Councils of a superior grade and with those of the Council of Ministers.

4. In particular, the Presidium of the People's Council shall:

- 1) prepare and convene the sessions of the Council;
- 2) vote the draft economic plan and draft budget and examine the periodical reports on the carrying out of the same;
- 3) direct the activities of its departments, of subordinated enterprises, works and institutions, as well as supervise and co-ordinate their activities;
- 4) issue orders based on the provisions in force and for the purpose of carrying them out.

5. The Presidium of the People's Council shall have the duty of submitting, at the sessions, reports on its activities, at dates fixed by the Council, as well as information on the course of the execution of the Council's resolutions.

Art. 56. 1. The Presidium of the People's Council shall act collectively.

2. The Presidium may pass resolutions when not less than one-half of its members are present.

3. Such resolutions shall be signed by the Chairman and the Secretary of the Presidium, and, in cases where the People's Council does not elect a Secretary of the Presidium, its resolutions shall be signed by the Chairman of the Presidium (or the Chairman of the Rural Community People's Council) and the Secretary (art. 61, §§ 5 and 6 below).

Art. 57. The Presidium may, as the supervisory organ, waive or alter the decision of a Department. If, however, such decision of the Department has caused the granting of rights to individually specified persons, then the Presidium may waive or alter such a decision as the supervisory authority only in such cases as provided for in the provisions on administrative procedure or else in separate statutes.

Art. 58. 1. The Presidium shall investigate the information submitted, at its demand, by State organs and by economic institutions and units not subordinated to the People's Council.

2. For the purpose of co-ordinating the activities of the units not subordinated to the People's Councils with the general trend of the activities of the Council the Presidium of the People's Council may convene a meeting of the managers of such units.

3. The managers of the units not subordinated to the People's Council shall have the duty of co-ordinating with the Presidium any of their decisions which are of vital importance for the interests of the local population or for the economic development of the area.

4. The Council of Ministers shall determine the principles and procedure of the carrying out of the provisions of the present article. .

Art. 59. The Chairman of the Presidium of a People's Council shall:

1) represent the Presidium in its external relations;
2) prepare and convene the meetings of the Presidium and take the Chair at them;
3) in urgent cases, issue orders which lie within the Presidium's competence; he shall, however, have the duty of submitting them for confirmation at the nearest meeting of the Presidium;

4) supervise the carrying out of the resolutions of both the Council and its Presidium, as well as of the directives of its superior authorities;

5) be the official superior of the Heads of the Departments and of their entire staff.

Art. 60. 1. The Chairman, the Deputy-Chairman and the Secretary of the Presidium shall be the members of the Presidium to hold office permanently. Other persons shall be appointed by the People's Council to sit on the Presidium as non-permanent members.

2. The Council of Ministers shall determine by an order:

1) the cases when the Deputy Chairmen of the Presidium shall not be its permanent members;

2) the rights and duties of the Chairmen, Deputy-Chairmen, Secretaries and members of the Presidia of the People's Councils, which accrue to them because of their work.

3. The permanent members of the Presidium shall be on leave without pay from their place of employment for the duration of the period when they hold office in the Presidium; for the purpose of any rights which depend on the number of years of work, or on the continuity of employment in a given profession, trade, or service, the period of such leave shall be counted as part of the period of employment.

Chapter 7

The Departments

Art. 61. 1. The Departments, as local organs of the State administration, shall direct the domains of activities which pertain to the competence of the People's Councils.

2. Departments shall be created by the Presidium of the People's Council, which shall also determine their internal organization and the detailed scope of their activities.

3. As the need arises, joint departments may be created:

- 1) for a voivodship and a city;
- 2) for a district and a borough municipal district;
- 3) for adjoining districts or boroughs;
- 4) for the city, borough districts of a city or borough divided into.

4. Instead of departments, the Presidium of the People's Council may create management committees, sections, collegiate committees or offices bearing other names, to which the provisions concerning the departments shall be appropriately applied.

5. In a Rural Community People's Council an office shall be created in lieu of departments, headed by the Rural Community Council Secretary. The principles and

procedure of appointing the Rural Community Council Secretary as well as his rights and duties shall be determined by an order of the Council of Ministers.

6. Should the People's Council so decide, the provisions of § 5 above shall be appropriately applied to the Présidia of the People's Councils of those towns which do not constitute districts, as well as to the settlement People's Councils.

7. The Council of Ministers shall determine by an order the principles of the creation of departments by the Présidia of the People's Councils of particular grades.

Art. 62. 1. The Présidia of the Voivodship People's Councils (or of the Municipal People's Councils in cities) may create unions of enterprises and entrust to some enterprises duties of a leader of other enterprises on the principles and according to the procedure determined in the provisions concerning State enterprises.

2. The Council of Ministers shall determine the detailed principles of the subordination of unions and leading enterprises, the principles of their co-operation with the departments of the Présidia of Voivodship or City People's Councils, and of the granting by them assistance to the Présidia of the People's Councils of inferior grades and to their departments, in their economic activities.

3. In matters which have not been otherwise regulated by the Council of Ministers pursuant to § 2 above, or by other provisions concerning State enterprises, the provisions of the People's Councils Act concerning departments shall appropriately apply to unions of enterprises.

Art. 63. The Departments shall act in accordance with the directives and orders of their Presidium and in accordance with the directives of the appropriate Departments of a superior grade and of the appropriate Minister.

Art. 64. 1. The Departments shall be headed by Heads, who shall be responsible for the work of the Departments and for its results. The Council of Ministers may, by an order, introduce different designations for the Heads of definite departments.

2. The Presidium of the People's Council shall examine the reports on the activities of its departments.

Art. 65. 1. The Heads of the Departments shall be appointed and recalled by the Presidium of the People's Council, after consulting the opinion of the appropriate Committee of the People's Council. The Presidium shall be bound to submit a resolution in that matter to the People's Council at its nearest meeting for confirmation.

2. The Council of Ministers shall determine by an order the principles of filling, and changes in, the posts of the Heads of Departments and of the managers of the enterprises, works and institutions subordinated to the People's Council. In such an order the Council of Ministers may determine which managerial posts are to be appointed and recalled by:

1) the Presidium of the People's Council, with the consent of the appropriate Minister (Head of a Central Office), or with the consent of the Presidium or the Head of a department of a superior grade;

2) the appropriate Minister (Head of a Central Office) or the Presidium of a superior grade, after consulting the Presidium of the People's Council.

3. The Council of Ministers shall determine by an order the principles of filling, and changes in, the posts of employees of Departments and of the enterprises, works and institutions subordinated to the People's Council. In such an order the Council of Ministers may also apply the provisions of § 2 above to such posts not described in the above §, which require particular qualifications.

Chapter 8

Supervision

Art. 63. 1. Supervision over the activities of the People's Councils shall be exercised by the Council of State and by the People's Councils of a superior grade.

2. Supervision over the activities of the Présidia of the People's Councils shall be exercised by the Council of Ministers and by the Présidia of the People's Councils of a superior grade.

3. Supervision over the activities of the departments shall be exercised by the appropriate Ministers and Heads of the Central Offices, as well as by the appropriate departments of a superior grade.

Art. 67. The purpose of the supervision over the People's Councils and their organs shall be the ensuring of a conformity of their activities with the law and with the basic line of the State's policy, as well as the extending of assistance to them in an efficacious carrying out of the tasks entrusted to them.

Art. 68. The Council of State shall exercise supreme supervision over the People's Councils, and, in particular, shall:

1) order elections to the People's Councils and carry out other functions, determined by statute, and connected with the elections to the People's Councils, and watch over their correct course;

2) examine the reports of the Voivodship People's Councils and of the City People's Councils, as well as those of the particular People's Councils of an inferior grade, on their activities, particularly in the field of mass-organization labours, and issue them with directives;

3) undertake activities aimed at the generalization of the achievements obtained by the People's Councils in their work;

4) watch over the correctness of the election of the Presidium and the Committees of the People's Councils, and be empowered to determine the principles of appointing the Committees and of the organization of their work;

5) waive the resolutions of the Voivodship People's Councils and of the City People's Councils, should such resolutions be contrary to the law or to the principal line of the State's policy, and be empowered to waive, for the same reasons, resolutions of the People's Councils of inferior grades;

6) dissolve a People's Council, should the activities of such Council systematically infringe the law or the basic line of the State's policy.

Art. 69. The People's Councils shall exercise supervision over the People's Councils of an inferior grade, and, within that scope, they shall enjoy the appropriate rights defined in art. 68, §§ 2 to 5 above.

Art. 70. The Council of Ministers shall co-ordinate the activities of the Présidia of the People's Councils, as well as direct them in their work, and, in particular:

1) examine reports of the Présidia of the Voivodship People's Councils (and of the City People's Councils as well as those of the Présidia of the particular People's Councils of an inferior grade;

2) provide the Présidia of the People's Councils with directions concerning their activities;

3) provide the Présidia of the People's Councils with assistance as far as the carrying out of their tasks is concerned and undertake action aimed at popularising the achievements obtained in the course of the activities of the particular Présidia of the People's Councils;

4) decide controversial matters between the Présidia of the Voivodship People's Councils, as well as those between Ministries and the Présidia of such Councils;

5) evaluate the activities of the Présidia of the People's Councils from the point of view of their conformity with the law and with the basic line of the State's policy;

6) suspend the carrying out of the resolutions of the Voivodship People's Councils (and of the City People's Councils), submitting the case to the Council of State for decision, and waive the resolutions of the Présidia of those People's Councils in the event of their being incompatible with the law or the basic line of the State's policy; it may also, for the same reasons, waive the resolutions of the Présidia of the People's Councils of an inferior grade;

7) may suspend in their activities the Chairman and other members of the Presidium of a Voivodship People's Council (and of the City People's Council), if by their activities they infringe the law or the basic line of the State's policy.

Art. 71. The Présidia of the People's Councils shall co-ordinate the activities of the Présidia of the People's Councils of an inferior grade and direct their work in this respect they shall appropriately have the rights specified in art. 70 above, provided that the rights specified in § 7 of the above-mentioned articles shall only be enjoyed by the Présidia of the Voivodship People's Councils (and of the City People's Councils).

Art. 72. In carrying out the tasks entrusted to them of directing definite sectors of the State administration, the Ministers and Heads of the Central Offices shall:

1) provide with directions those departments whose activities lie within their scope;

2) extend specialized assistance and instruction to the departments in so far as the carrying out of the tasks of the latter is concerned, and undertake the appropriate steps for the purpose of popularizing the achievements obtained by particular departments in their activities;

3) exercise specialized control over the activities of the departments and appreciate them from the point of view of their conformity with the law and with the basic line of the State's policy;

4) waive or amend the decisions of the departments pursuant to statutory provisions.

Art. 73. The Heads of the Departments shall enjoy the rights specified in art. 72 above, with regard to the departments of an inferior grade.

Chapter 9

The Block Committees, Village Meetings and Headmen

Art. 71. 1. In the cities boroughs and towns Block Committees shall be formed (or else Estate, Street or House Committees), as permanent representations of the inhabitants, called upon to strengthen the ties between the Municipal (or Municipal District) People's Councils and the city, borough or town inhabitants, and to ensure the inhabitants' co-operation with the People's Councils in the field of the administration of blocks, of looking after the buildings and their surroundings, of improving the housing and cultural conditions of life of the inhabitants and of making use of their social initiatives and activity.

2. The mode of carrying out elections to, and the principles of the organization and activities of, the Block Committees shall be determined by the Municipal (or Municipal District) People's Council. The Presidium of the Municipal (or Municipal District) People's Council shall extend its assistance to the Committees in their work.

Art. 75. 1. For the purpose of discussing matters of interest for the particular villages, meetings of the inhabitants of such villages (village meetings) shall be convened.

2. In order to ensure permanent contacts between the several villages on the one hand, and the Rural Community People's Council and its Presidium—on the other, the inhabitants of a village shall elect a headman.

Art. 76. 1. At a village meetings the following matters in particular shall be discussed:

1) the improvement of the inhabitants' economic, housing and cultural conditions ;

2) the development of agricultural production;

3) the popularization of agricultural knowledge;

4) the health conditions and tidiness of the village;

5) the postulates put forward by the village inhabitants.

2. Village meetings may be devoted to the elucidation of the aims and guiding principles of the policy of the People's authorities, to an improvement of the economic, housing and cultural conditions of life in the village by means of collective achievements and voluntary contributions, as well as to the question of the fulfilment of duties towards the State.

3. Village meetings shall also be convened for the purpose of hearing the reports on the activities of the Rural Community People's Council, of its Presidium and its several Councillors.

Art. 77. 1. The village meeting may be attended by all those inhabitants of the village in question who have the electoral franchise to the Rural Community People's Council.

2. The village meeting shall be convened by the Headman, either on his own initiative, or upon instructions from the Rural Community People's Council or of its Presidium, or else at the demand of the majority of the constituents domiciled in the village in question.

3. The time and place of the village meeting should be made publicly known in good time.

4. A village meeting shall be opened and presided over by the Headman. Minutes of its debates shall be taken and sent over to the Presidium of the Rural Community People's Council.

Art. 78. 1. The Headman shall be elected by the village meeting convened by a representative of the Rural Community People's Council; this representative shall take the Chair at the meeting.

2. The Headman shall be elected for a period of three years from among the persons entitled to participate in the village meeting. An election of the Headman

from outside the body of Councillors shall require confirmation by the Rural People's Council.

3. The village meeting may recall a Headman prior to the expiry of the term of office for which he had been elected; such recall shall require confirmation by the Rural Community People's Council.

4. The Rural Community People's Council or the Presidium of the District People's Council may recall a Headman who has failed to fulfil his duties, or who has committed a criminal offence.

Art. 79. 1. The Headman shall work in accordance with the instructions received by him from the Presidium of the Rural Community People's Council, and maintain permanent contacts between the inhabitants of his village and the Presidium, as well as closely collaborate with the village committee of the Front of National Unity and with the local links of other social organizations of the working people.

2. In particular, the Headman shall watch over the carrying out, by the inhabitants of the village, of their duties resulting from the provisions of the law and from the resolutions of the Rural Community People's Council and of its Presidium, and also uphold the postulates of the village inhabitants before the Presidium of the Rural Community People's Council.

3. The Presidium of the Rural Community People's Council shall periodically convene meetings of the Headmen.

4. Those Headmen who are not the People's Councillors shall participate in the sessions of the Rural Community People's Councils with deliberative voice.

5. The Council of Ministers shall establish by order the detailed principles of the election of the Headman, the detailed scope of his activities as well as his rights and duties.

Art. 80. In the rural areas incorporated into cities or towns the application of the provisions of art. 75 to 79 may be maintained, provided this obtains the consent of the Presidium of the Voivodship People's Council (or of the City People's Council); the tasks of the Rural People's Councils and of their Présidia, as foreseen in the above provisions, are then carried out by the Municipal (Municipal District) People's Councils and by their Présidia.

Chapter 10

Final Provisions

Art. 81. 1. The appropriate departments shall be competent in the matters made over by the provisions hitherto in force to the competence of the Présidia of the People's Councils.

2. The provisions of § 1 above shall not apply to matters reserved, by the provisions in force, to the collective competence of the Présidia of the People's Councils; if and when an appeal may be lodged from a decision of the Presidium of the People's Council, it shall be decided upon by the Presidium of the People's Council of a superior grade.

Art. 82. 1. The creation, amalgamation and liquidation of rural communities, the alteration of their boundaries and the fixing of the seats of the Rural Community People's Councils shall take place by resolution of the Voivodship People's Council, after consulting the opinion of their inhabitants. The resolution of the Voivodship People's Council concerning the creation, amalgamation and liquidation of rural communities shall be subject to confirmation by the Council of Ministers.

2. The resolutions mentioned with in § 1, above must be published in the Official Gazette of the Voivodship People's Council.

Art. 83. 1. The rights of property, usufruct or other rights, whether of property or on someone else's property, enjoyed by the inhabitants of a rural community shall remain intact.

2. The Council of Ministers shall settle by an order the matters of the administration of the property of a rural community, as well as the procedure necessary for its alienation.

Art. 84. The principles of the division of cities and boroughs into municipal districts shall be established by the Council of Ministers with the consent of the Council of State.

Art. 85. The Council of Ministers shall determine by an order the principles and procedure for making over State enterprises, works and institutions, as well as individual items of property, to the People's Councils, as well as between one People's Council and another.

Art. 86. 1. In the event of the dissolution of a People's Council (art. 68 § 6 above) elections shall take place earlier than on the statutory date; such elections shall be carried out at a date determined by the Council of State and with an appropriate application of the provisions concerning by-elections.

2. When dissolving a People's Council, the Council of State shall instruct the People's Council of a superior grade to appoint a new Presidium, to hold office until such time when a Presidium shall be elected by the, newly returned Council.

3. The term of office of the People's Councils returned in accordance with the provisions of § 1 above shall be terminated at the same time as that of the remaining People's Councils.

Art. 87. The following provisions shall be waived:

1) The Local Organs of Unified State Authority Act, of 20th March, 1950 (J. of L., No. 14, Chap. 130, with subsequent amendments);

2) The Administrative Division of the Countryside (Reform) and the Rural Community People's Councils Appointment Act, of 25th September, 1954 (J. of L., 1954, No. 43, Chap. 191, and 1957, No. 17, Chap. 87).

Art. 88. 1. Whenever this Act refers to the provisions of other Acts, the provisions in force at the time of the present Act becoming law shall be applied up to the time of the promulgation of such other Acts.

2. Down to the time of issuance of executive provisions to this Act, the provisions issued pursuant to the Acts enumerated in art. 87 above shall remain in force, unless they be incompatible with the present Act.

ORDER OF THE COUNCIL OF MINISTERS OF JULY 19th, 1963

concerning nominations to, and changes in posts with the Présidia of the People's Councils and some posts in the enterprises, works and institutions subordinated to the People's Councils

Persuant to art. 61, §§ 5 and 6, and art. 65, §§ 2 and 3 of the People's Councils Act of January 25th, 1958 (J. of L. of 1963, No. 29, Chap. 172), as well as to art. 14 and 28 § 2 of the Decree of October 26th, 1950, concerning State Enterprises (J. of L. of 1960, No. 18, Chap. III) it is enacted as follows:

§ 1. The present order shall determine the principles and mode of appointing to, and making changes in, posts with the Présidia of the People's Councils, as well as certain posts with the enterprises, works and institutions Subordinated to the People's Councils, including the promotion of employees and the dissolving of the service relation or of labour contract with them.

§ 2. 1. The Présidia of the Voivodship People's Councils shall appoint, promote and recal the following employees of the Présidia of Voivodship People's Councils:

- 1) The Heads of Departments,
- 2) The Deputy Heads of Departments,
- 3) The Voivodship Fire Brigade Commanders,
- 4) The Voivodship Commanders of the Local Anti-Aircraft Defence,
- 5) The Chief Bookkeepers of the Voivodship budget,
- 6) The Chief Bookkeepers of departments, ,
- 7) The Voivodship Nature Preserves, the Voivodship (Chief) Keepers of

Historical Monuments, the Voivodship veterinary surgeons.

2. The appointment, promotion and recalling of the employees enumerated in subparagraph 1, points 1, 5 and 7, and of the Deputy Heads of the Voivodship Commissions for Economic Planning, of the Financial Departments, of the Health and Social Welfare Departments for sanitary and epidemiological matters, Departments of Building, Town-Planning and Architecture, of Departments of Agriculture and Forestry for matters of forestry, the deputy heads of Home Affairs offices, and the deputy curators of School districts, shall take place in agreement with the appropriate minister or upon his initiative. Failure to enter any reservations by the appropriate minister within a period of thirty days shall be tantamount with reaching an agreement concerning the appointment, promotion or recall of an employee. In the event of a divergence of opinions the case shall be decided by the Chairman of the Council of Ministers.

3. The Voivodship Fire Brigade Commanders and the Voivodship Commanders of the Local Anti-Aircraft Defence are appointed, promoted and recalled by the Presidium of the Voivodship People's Council upon a motion of the Minister of Home Affairs.

4. The appointment, promotion and recalling of the Chief Bookkeepers of Departments (sub-paragraph 1, point 6) shall take place after consulting the Chief Bookkeeper of the Voivodship budget.

§ 3. 1. The Présidia of the District People's Councils shall appoint, promote and recall the following employees of the Présidia of the district People's Councils:

- 1) Heads of Departments,
- 2) Deputy Heads of Departments,
- 3) Sub-Inspectors of Schools,
- 4) The District Fire Brigade Commanders,
- 5) The District Commanders of the Local Anti-Aircraft Defence,
- 6) The Chief Bookkeepers of the District budget,
- 7) The Chief Bookkeepers of the Departments,
- 8) The District Veterinary Surgeons.

2. The appointing, promoting and recalling of the persons enumerated in sub-paragraph 1, points 1, 4, 5, 6 and 8, as well as that of the Deputy Heads of the Financial Departments, of the Deputy Heads of the Departments of Education and Culture, and of the Deputy Heads of the Departments of Health and Social Welfare for sanitary and epidemiological matters shall take place in agreement with the Head of the appropriate Department of the Presidium of the Voivodship People's Council; where the Chief Bookkeepers of the district budget are concerned, the Head of the Financial Department of the Presidium of the Voivodship People's Council shall express his opinion after having consulted the Chief Bookkeeper of the Voivodship budget. Failure, to enter any reservations by the Head of the appropriate Department of the Presidium of the Voivodship People's Council within a period of thirty days shall be tantamount to reaching an agreement concerning the appointing, promotion or recalling of an employee.

3. The appointing, promoting and recalling of the Chief Bookkeepers of Departments (sub-paragraph 1, point 7) shall take place after consulting the Chief Bookkeeper of the District budget.

§ 4. The resolutions of the Presidium of a People's Council concerning the appointing or recalling of the Heads of the Departments enumerated in § 2 sub-paragraph 1 point 1, and § 3 sub-paragraph 1 point 1 shall be undertaken after consulting the appropriate committees of the People's Council.

§ 5. The Heads of the joint department of the Présidia of the People's Councils shall be appointed by the Presidium of that People's Council, to which the department in question is subordinated in an organizational sense, while applying the mode provided for appointing and recalling the Heads of Departments, and in agreement with the Presidium of the People's Council concerned. The resolutions of both Présidia in this domain shall be undertaken after consulting the appropriate committees of the People's Councils.

§ 6. 1. The resolutions concerning the appointing and recalling of the Heads of the Departments of the Présidia of Voivodship and District People's Councils shall be submitted by the Présidia of such Councils to the People's Council at its next meeting for the purpose of confirmation.

2. In the event when, in accordance with the provisions in force, the dissolution of a labour contract (or the service relation) with the Heads of the Departments of the Présidia of Voivodship or District People's Councils had taken place without notice having been given, or else at the request of the employees themselves, the Présidia of the appropriate People's Councils shall inform the People's Council of the above at its nearest meeting.

§ 7. The Présidia of the People's Councils of towns, of boroughs, of District People's Councils in Borough, and of the People's Councils of settlements, shall appoint, promote and recall the Heads of Departments and Chief Bookkeepers after having previously obtained the consent of the Chairman of the Presidium of the District People's Council. The Chairman of the Presidium of the District People's Council shall express his consent, with regard to the Chief Bookkeepers, after having consulted the Chief Bookkeepers of the District budget. Failure to enter any reservations, within a period of thirty days, by the Chairman of the Presidium of the District People's Council, shall be tantamount with expressing such consent.

§ 8. 1. The rural community (town, settlement) secretaries shall be appointed, promoted and recalled by the Chairman of the Présidia of the District People's Councils, upon a motion from the Presidium of the rural community (town, settlement) People's Council.

2. The rural community (town, settlement) secretaires shall be employed on the basis of a labour contract.

3. To the rural community (town, settlement) secretaries, so far appointed pursuant to the provisions concerning appointed State employees, such provisions shall continue to apply.

§ 9. The Chairman of the Présidia of the People's Councils shall appoint employees of the Présidia to the posts not enumerated under §§ 2, 3, 5, 7 and 8, after consulting the Heads of the appropriate departments (Heads of sub-departments, rural community, town or settlement secretaries). The same mode shall also apply to the promoting and recalling of such employees.

§ 10. The Présidia of the Voivodship People's Councils and of the People's Councils of the boroughs with above one hundred thousand inhabitants may, in cases which justify such proceedings, and upon a motion of the Chairmen of the Présidia of their People's Councils, authorize the Heads of their departments to appoint employees of the Présidia, for posts not enumerated under §§ 2 and 3, as well as to promote and recall such employees, with the exception of the Heads of sections and of sub-sections (or equivalent units), senior controllers and controllers.

§ 11. 1. The transferring of the employees of the Ministries (central offices) to the departments of the Présidia of the People's Councils shall take place with the consent of the minister (head of the central office), according to the mode and principles provided for the appointing of the employees of the Présidia of the People's Councils.

2. The transferring of the employees of the Présidia of the People's Councils to the ministries (central offices) shall take place according to the mode and principles provided for the recalling of such employees of the Présidia of the People's Councils.

3. The transferring of the employees of the Présidia of the People's Councils to other Présidia of People's Councils shall take place according to the mode and principles provided for the recalling and appointing of the employees of the Présidia of the People's Councils.

4. The transferring of the employees of the Presidium of a People's Council from one department to another shall take place according to the mode and principles provided for the appointing and recalling of the employees of the Presidium of a People's Council.

5. The transferring of the employees of the Présidia of the People's Councils according to the mode and principles described in sub-paragraphs 1 to 4 shall be carried out by the organ of the new place of employment.

§ 12. 1. The appointing, promoting and recalling of the directors, deputy directors and chief bookkeepers of the Voivodship unions of enterprises (committees, associations) of the enterprises, departments and institutions sub-ordinated to the People's Councils shall take place according to the following principles:

1) The directors of the voivodship unions of enterprises (committees, associations, of voivodship managements of the construction of workers' housing estates, of the management of agricultural building) shall, be appointed, promoted and recalled by the Presidium of the Voivodship People's Council in agreement with, or upon a* motion from, the appropriate minister;

2) The deputy directors and the chief bookkeepers of the voivodship unions of enterprises (committees, associations, voivodship managements of the construction of workers' housing estates, of the managements of agricultural building) shall be appointed, promoted and recalled by the Presidium of the Voivodship People's Council, upon motion from the director of the voivodship unit (committee, association, voivodship management of the construction of workers' housing estates, of the managements of agricultural building);

3) The directors (managers), deputy directors (managers) and the chief bookkeepers of the enterprises grouped in the voivodship unit (committee, association), as well as those of the managements of the construction of workers' housing estates, shall be appointed, promoted and recalled by the Presidium, of the appropriate People's Council, upon motion from the director, of the voivodship unit (committee, association) and the voivodship management of the construction of workers' housing estates; the motion with regard to the chief bookkeepers of the local enterprises shall be entered by the

director after having consulted the Chief bookkeepers of the unit (committee, association), and, with regard to the chief bookkeepers of the construction of workers' housing estates—after having consulted the chief bookkeeper of the voivodship management of the construction of workers' housing estates;

4) The directors (managers), the deputy directors (managers) and the chief bookkeepers of the enterprises not grouped in unions of enterprises (committees, associations) and of departments and institutions shall be appointed, promoted and recalled by the Presidium of the appropriate People's Council;

5) The Présidia of the Voivodship People's Councils may, in cases which justify such proceedings, authorize the heads of the departments of agriculture and forestry, and the heads of the departments of health and social welfare of the Présidia of the Voivodship People's Councils to appoint, promote and recall the directors (managers), deputy directors (managers) and the chief bookkeepers of the departments and institutions subordinated to such departments;

6) The directors (managers) of the State farms and of the State Machine Centres grouped in a unit shall be appointed, promoted and recalled by the Presidium of the appropriate People's Council upon a motion from the director of the unit;

7) The deputy directors (managers), the chief bookkeepers and the controllers of the State Farms and of the State Machine Centres grouped in a union shall be appointed, promoted and recalled by the director of that union;

8) The directors and artistic managers of artistic enterprises (theatres and musical institutions) shall be appointed, promoted and recalled by the Presidium of the appropriate People's Council, with the previous consent of the Minister of Culture and Art; failure by the Minister to enter any reservations within a period of thirty days shall be tantamount with an expression of consent.

2. The resolutions of the Présidia of the People's Councils concerning the appointment and recalling of the directors of voivodship unions of enterprises, committees, associations, of the voivodship managements of the construction of workers' housing estates, of the management of agricultural building and of the voivodship enterprises not grouped into unions (committees, associations) shall be taken after having consulted the appropriate committees of the People's Councils.

§ 13. The Présidia of the Voivodship People's Councils shall, on the basis of the directives of the appropriate minister, fix the principles and mode of appointing, promoting and recalling the employees not enumerated under § 12, and employed in the unions of enterprises (committees, associations), enterprises, departments and institutions subordinated to the People's Councils.

§ 14. The principles and mode of appointing and recalling teachers and other pedagogic workers of educational (training) institutions (schools) and posts subordinated to the People's Councils, and of the directors (managers) of museums subordinated to the People's Councils shall be regulated by separate provisions.

§ 15. Whenever there is a question, in the present Order:

1) of the Présidia of the Voivodship People's Councils, this shall be meant to include also the Présidia of the People's Councils of Cities;

2) of the Présidia of District People's Councils, this shall be meant to include also the présidia of the People's Councils of boroughs as well as the présidia of City District People's Councils of cities.

3) of departments—this shall be meant to include also the corresponding units, subordinated to the Presidium of a People's Council;

4) of ministers—this shall be meant to include also the Chairmen of commissions and committees which fulfil the functions of supreme authorities of the State administration, as well as the heads of central offices.

§ 16. Are waived the provisions so far in force concerning the matters regulated in the present Order, and, in particular:

1) the Order of the Council of Ministers of October 4th, 1958, on appointing Lu, and changes in, the posts of heads of departments of the Présidia of the People's Councils, as well as of managers of enterprises, departments and institutions subordinated to the People's Councils, and also in some other posts (J. of L., No. 62, Chap. 305, and No. 66, Chap. 331);

2) sub-paragraphs 2 and 3 of § 4 of the Order of the Council of Ministers of April 18th, 1958, concerning the Inspector-General's offices of school districts and of inspectors of education (J. of L. 1958, No. 25, Chap. 104, of 1960, No. 37, Chap. 212., and of 1961, No. 53, Chap. 300);

3) § 1 of the Order of the Council of Ministers of February 18th, 1958, concerning the principles and mode of appointing village secretaries and their duties and rights (J. of L. of 1958, No. 10, Chap. 34, and of 1959, No. 71, Chap. 448), while the title of the above Order shall henceforth read: "Concerning the duties and rights of the rural community secretary";

4) the resolution No. 121 of the Council of Ministers of March 5th, 1956, concerning the appointing to, and changes in, the posts in the Présidia of the People's Councils (Monitor Polski, No. 25, Chap. 357).

§ 17. The carrying out of the present Order is entrusted to the Chairman of the Council of Ministers.

§ 18. The present Order shall become law on the day of its publication.

ORDER OF THE COUNCIL OF MINISTERS OF OCTOBER 4th, 1958

concerning the co-ordination of the activities of State authorities and of the economic institutions and units not subordinated to the People's Councils, with the activities of the People's Councils

Persuant to art. 56 § 4 of the People's Councils Act of January 25th, 1958 (J. of L. No. 5, chap. 16) it is enacted as follows:

§ 1. The co-ordination of the activities of State authorities and of the economic institutions and units not subordinated to the People's Councils, hereafter referred to as "units", with the activities of the People's Councils, shall take place according to the principles and the mode determined in the present Order:

§ 2. 1. The Présidia of the People's Councils shall have the right of:

- 1) demanding information from the heads of units,
- 2) convening conferences of heads of units,
- 3) demanding the co-ordination with the Presidium of the People's Council of a decision of the head of a unit, if such decision is of capital importance for the interests of the local population, or for the economic development of the area.

2. In carrying out the rights described under sub-paragraph 1, the Présidia of the People's Councils shall observe the following principles:

- 1) the Présidia of the People's Councils shall demand information, oral or in writing, in matters connected with the tasks of the People's Council concerned;
- 2) the Présidia of the Voivodship People's Councils shall convene conferences attended by the heads of all, or at least of some, of the units active within their voivodship, even if the seat of such units should be in another voivodship;
- 3) the Présidia of the District People's Councils shall convene conferences attended by the heads of all, or at least of some, units active within their districts, even if the seat of such units should be in another district, with the provision, however, that invitation to take part in the debates extended to the representatives of units directly subordinated to central organs should take place after having previously obtained the consent of the Presidium of the Voivodship People's Council; the Présidia of the Rural Community People's Councils exercise their rights appropriately with regard to the units active within their village;

4) if the decision of a unit concerns the area subordinated to more than one Presidium of a People's Council, it shall be sufficient to co-ordinate such decision with the Presidium of a People's Council of the immediately superior grade; co-ordination of decisions at a voivodship level shall take place with all the Présidia of Voivodship People's Councils, whose areas are concerned in the decision in question.

§ 3. 1. Information, both oral and in writing, shall be handed in by the heads of units according to the mode, and at the time, prescribed by the Presidium of the People's Council.

2. In particularly urgent cases the Chairmen of the Présidia of the People's Councils may demand from the heads of units the immediate providing with information.

3. When the providing with information in the mode and time prescribed by the Presidium of the People's Council is impossible, the head of the unit shall have the duty to notify immediately the Presidium of the People's Council or its chairman of the fact, as well as the superior unit which exercises supervision over the unit bound to provide the information.

§ 4. As the need arises, the Presidium of the People's Council may demand documentation of the information, in particular by means of the appropriate documents and other pieces of evidence being made available for inspection by the Présidia of the People's Councils, or by representatives authorized by the latter.

§ 5. 1. The heads of units shall have the duty, at the invitation by the Présidia of the People's Councils, to take part in their meetings, at which matters connected with the activities of their units are discussed, and, in particular, when the need has arisen of co-ordinating the activities of the units in question with those of the Presidium, or else when the subject of the meeting is to be the information provided by the heads of units.

2. The Présidia of the People's Councils may address to the units whose information has been discussed, or to the units superior to them, their remarks and motivated motions.

3. In case of the impossibility of co-ordinating, with the head of a unit, the principles of proceeding or the trends of activity, the Presidium of the People's Council may approach the superior unit with the demand to issue to the unit in question binding direction in matters which require co-ordinated action.

§ 6. For the purpose of co-ordinating the activities of the units with the general trend of the activities of the People's Council, the Présidia of such Councils convene, as the need arises, conferences of the heads of either all or some of the units. All the heads of such units are bound to participate in such a conference, either in person or by deputy.

§ 7. The purpose of the conferences dealt with in § 6, ought to be, in particular:

1) the co-ordination of the trends of activity, of attitudes and of tasks which are of vital importance for the area in question,

2) the definition of the detailed tasks which demand uniform co-ordinated action,

3) the exchange of information on their activities and plans for the future, in matters» concerning the tasks dealt with in points 1 and 2,

4) the introduction of facilities and simplifications in the activities of the State administration and in mutual relations, as well as coming forward with motions in that field,

5) the examining of reports on the carrying out of common tasks,

6) the considering of other matters entered by the Chairman of the conference.

§ 8.1. The agenda of the conference shall be settled by the Presidium of the People's Council. The heads of units may notify the Presidium of the People's Council of motions, for the purpose of including them in the agenda.

2. The chairman of the Presidium of the People's Council shall notify the heads of the units of the place, time and agenda of the conference at least one week prior to the date of such conference. In cases of particular urgency the said term may be shortened.

3. The conferences shall be presided by the chairman of the Presidium of the People's Council or, by his authorization, by a permanent member of the Presidium of the People's Council.

§ 9. 1. No resolutions shall be passed at such conferences, while the results of the debates shall be recorded in minutes in the form of:

1) co-ordinated tasks, trends of activity, direction for action or accepted attitudes,

2) co-ordinated motions addressed to authorities of a superior grade or to central authorities,

3) in cases of a divergency of views—in the form of the attitudes of the several participants in the debates.

2. Copies of the minutes of the conference or extracts from such minutes shall be sent to the participants of the debates concerned and to their superior organs, not later than within one week from the termination of the conference*

§ 10. The Présidia of the People's Councils shall be under obligation to invite to participate in the conferences the chairmen of the People's Council committees, concerned, and moreover, as the need may arise, representatives of the central authorities, of political, social, cultural and other organizations, interested in the matters which are debated.

§ 11. In cases which demand the co-ordination of the activities of units subordinated to the People's Councils with those of units not subordinated to the People's Councils, the Présidia of the Voivodship and District People's Councils may call into being teams for the co-ordination of the activities of such units; such teams shall be presided over by a member of the Presidium of the People's Council. The provisions, of §§ 7 to 10 shall apply appropriately to the co-ordinating teams.

§ 12. 1. The heads of units shall have the duty of co-ordinating with the Présidia of the People's Councils the drafts of any of their decisions which are of fundamental importance for the interests of the local population or for the economic development of the region, and, in particular, drafts of decisions concerning the living, social and cultural conditions of the population, the supplies to the region, as well as drafts of orders which impose duties upon the population, or which decide of relief and assistance to be extended to the population.

2. In matters dealt with in sub-paragraph 1, the Présidia of the People's Councils may move for the decision being issued by the heads of units. The head of a unit shall have the duty of notifying the Presidium of the People's Council of the attitude taken by him not later than within fourteen days.

3. The drafts of decisions subject to co-ordination should be notified to the Presidium of the People's Council in writing. In urgent cases the co-ordination of a decision shall take place by means of a direct agreement of the head of the unit with the chairman of the Presidium of the People's Council. When the co-ordination of a decision proves to be impossible, the decision cannot be issued down to the time when the divergency has been resolved by the competent superior organ in agreement with the Presidium of the People's Council.

4. Failure by the Presidium of the People's Council to enter, within a term of fourteen days, any reservations against the draft decision submitted to them in writing; shall be considered tantamount with absence of such reservations being raised.

§ 13. 1. With regard to the law courts and the organs of the Public Prosecutor's Office the subject of the information demanded and the subject of co-ordination with the Présidia of the People's Councils cannot be matters which fall within the scope of juridical proceedings and judicature or the activities of the Public Prosecutor's Office in cases of concrete persons, nor yet matters concerning judicial supervision or the supervision of the Public Prosecutor's Office over the inquest and prosecution.

2. The information provided by the law courts and the organs of the Public Prosecutor's Office may concern, in particular, the degree of intensity and the causes of crime, and, as far the information provided by the organs of the Public Prosecutor's Office is concerned, also the shortcomings and other irregularities in the activities of the local organs of the State administration and of economic institutions and units,, noticed by such organs within the framework of the general supervision exercised, by them.

3. The carrying out of their rights by the Présidia of the People's Council with regards to the law courts and the organs of the Public Prosecutor's Offices cannot infringe the independence of the judges or the independence of the organs of the Public Prosecutor's Office With regard to the local organs in their exercise of the Public Prosecutor's functions.

§ 14. In the event of divergences arising in concrete cases, concerning the carrying out of the provisions of the present Order, such divergences—reservation made of the provisions of § 12, sub-paragraph 3—shall be decided by the Presidium of the People's Council of the immediately superior grade, in agreement with the head of the unit which exercises supervision over the unit which is a party to the contention.

§ 15. 1. Whenever the present Order speaks of the Présidia of Voivodship People's Councils, this shall be meant to include also the Présidia of the People's Councils of the cities.

2. Whenever the present Order speaks of the Présidia of District People's Councils,, this shall be meant to include also the Présidia of the Borough People's Councils of

boroughs, as well as the Présidia of the City District People's Councils of cities, and whenever it speaks of the Présidia of Rural Community People's Councils—the Présidia of all the remaining People's Councils.

§ 16. The carrying out of the present Order is entrusted to the Chairman of the Council of Ministers and to the Ministers concerned.

§ 17. The Order shall become law on the day of its publication.

CHOIX D'OUVRAGES JURIDIQUES * CHOICE OF BOOKS ON LAW

Généraux

- Kuczyńska Izabela, Nałęczowa Zofia: *Polska Bibliografia prawnicza 1944—1959. (Bibliographie juridique polonaise 1944—1959)*. Fase. 1. Rédigé par le prof. Karol Koranyi. Warszawa 1962, PWN, 341 p. + 2.
- Kuczyńska Izabela, Nałęczowa Zofia: *Polska Bibliografia prawnicza. 1944—1959. (Bibliographie juridique polonaise. 1944—1959)*. Fase. 2. Avec collaboration de Barbara Gwarkowa et Ewa Belka. Rédigé par le prof. Karol Koranyi. Warszawa 1962, PWN 8°, 349—682 p.
- Trybalski Zbigniew: *Bibliografia prawa i postępowania cywilnego. Prawo i postępowanie cywilne obrotu nieuspołecznionego, prawo rodzinne, varia. 1945—1960. Litteratura, orzecznictwo (Bibliographie du droit civil et de la procédure civile. Droit et procédure civile dans les rapports autres qu'entre corps collectifs, droit de famille, varia. 1945—1960. Bibliographie, jurisprudence)*. Warszawa 1962, Wyd. Prawn., 695 + XXXII p.

Théorie de l'Etat et du droit

- Ehrlich Stanisław: *«Grupy nacisku» w strukturze politycznej kapitalizmu {«Groupes de pression» dans la structure politique du capitalisme}*. Warszawa 1962, PWN, 382 p.
- Gregorowicz Jan: *Zarys logiki dla prawników (Cours concis de logique pour juristes)*. Warszawa 1962, PWN, 208 p.
- Gregorowicz Jan: *Definicje w prawie i w nauce prawa {La définition dans le droit et dans la science du droit}*. Łódź 1962, Zakład Narod. im. Ossolińskich, PAN, 99 p.
- Lang Wiesław: *Obowiązywanie prawa {La force obligatoire du droit}*. Warszawa 1962, PWN, 317 p.
- Łopatka Adam: *Państwo socjalistyczne a związki zawodowe. Studium z teorii państwa socjalistycznego {Etat socialiste et syndicats professionnels. Etude de théorie de l'Etat socialiste}*. Poznań 1962, Wyd. Pozn., 306 p.
- Opalek Kazimierz: *Problemy metodologiczne nauki prawa (Problèmes méthodologiques de la science du droit)*. Warszawa 1962, PWN, 362 p.
- Podgórecki Adam: *Socjologia prawa {Sociologie de droit}*. Warszawa 1962, 226 p.
- Sobolewski Marek: *Reprezentacja w ustroju współczesnych demokracji burżuazyjnych (La représentation dans le système des démocraties bourgeoises contemporaines)*. Kraków 1962, PWN, 212 p.
- Wisniewski Jerzy: *Zarys encyklopedii prawa. Wyd. 2 (Esquisse d'encyclopédie du droit. 2^e éd.)*. Warszawa 1962, PWN, 429 p.
- Zawadzki Sylwester: *Perspektywy rozwoju państwowości socjalistycznej {Perspectives de développement de l'Etat socialiste}*. Warszawa 1962, Książka i Wiedza, 55 p.
- Ziemiński Zygmunt: *Uprawnienie a obowiązek. Przyczynek do analizy stosunku prawnego (Attribution et obligation. Contribution à l'analyse du rapport juridique)*. Poznań 1962, UAM, 31 p.

Histoire d'Etat et de droit

- Ajnenkiel Andrzej: *Położenie prawne robotników rolnych w Polsce 1918—1939 (Situation juridique des ouvriers agricoles en Pologne entre 1918 et 1939)*. Warszawa 1962, Książka i Wiedza, 464 p.

- Historia państwa i prawa polskiego, 1918—1939 (Histoire de l'Etat et du droit polonais de 1918 à 1939)*. 1^{ère} Partie. Par Andrzej Ajnenkiel et autres. Red. Franciszek Ryszka. Warszawa 1962, PWN, 415 p.
- Janowska Halina: *Konstytucja marcowa. Rządy parlamentarne w Polsce (La Constitution de mars. Le régime parlementaire en Pologne)*. Warszawa 1962, Państw. Zakł. Wyd. Szk. 50 p.
- Koranyi Karol: *Powszechna historia państwa i prawa. Od rewolucji francuskiej do rewolucji październikowej (Histoire générale de l'Etat et du droit. De la Révolution Française à la Révolution d'octobre)*. 2^e éd. revue et complétée. Warszawa 1962, PWN, 109 p.
- Łapicki Borys: *O spadkobiercach ideologii rzymskiej. Okres chrystianizacji cesarstwa rzymskiego (Des héritiers de l'idéologie romaine. Période de christianisation de l'Empire Romain)*. Łódź, Zakł. Naród, im. Ossolińskich 1962, 304 p.
- Maneli Mieczysław: *Historia doktryn polityczno-prawnych. Wiek XIX—XX, Qz. 1. Kant-Hegel (Histoire des doctrines politic o-juridiques. XIX et XX siècles, 1^{re} Partie: Kant-Hegel)*. Warszawa 1962, 207 p.
- Osuchowski Wacław: *Zarys rzymskiego prawa prywatnego (Esquisse du droit romain privé)*. Warszawa 1962, PWN, 553 p.
- Pałucki Władysław: *Studia nad uposażeniem urzędników ziemskich w Koronie do schyłku XVI wieku (Etudes sur la rémunération des officiers fonciers de la Couronne jusqu'à la fin du XVI^e siècle)*. Warszawa 1962, PWN, 313 p.
- Salomonowicz Stanisław: *Krystian Bogumił Steiner. 1746—1814. Toruński prawnik i historyk. Studium z dziejów nauki prawa doby Oświecenia w Polsce (Krystian Bogumił Steiner. Un juriste et historien de Toruń. Etude d'histoire de la science du droit au siècle de Lumières en Pologne)*. Toruń 1962, PWN, 194 p.
- Seidler Grzegorz Leopold: *Studium z historii doktryn. Doktryny prawne imperializmu, Wyd. 2 (Etude d'histoire des doctrines juridiques. Doctrines juridiques de l'imperialisme. 2^e éd.* Kraków 1962, Wyd. Literackie, 174 p.
- Vetulani Adam: *Księgi sądowe wiejskie klucza Łąckiego. Oprac. i wyd. 1: 1526—1739 (Les livres judiciaires ruraux)*. Wrocław 1962, Zakład Naród, im. Ossolińskich. Edit. PAN, 318 p.
- Wolff Adam: *Studia nad urzędnikami mazowieckimi 1370—1526 (Etudes sur les officiers publics de la province de Mazowsze)*. Wrocław 1962, Zakład Naród, im. Ossolińskich, PAN, 4^o, 380 p.

Droit constitutionnel

- Biskupski Kazimierz: *Zarys prawa państwowego Polskiej Rzeczypospolitej Ludowej oraz niektórych państw obcych (Esquisse du droit constitutionnel de la République Populaire de Pologne et de quelques autres Etats)*. Warszawa 1962, PWN, 282 p»
- Burda Andrzej: *Polskie prawo państwowe (Droit constitutionnel polonais)*. Warszawa 1962, PWN, 295 p.
- Malinowski Ryszard: *Rola rad narodowych w kierownictwie państwowym rolniczymi spółdzielniami produkcyjnymi (Le rôle des conseils populaires dans l'administration des coopératives agricoles de production)*. Toruń 1962, PWN, 97 p.
- Meszorer Albert: *Brytyjski system parlamentarny w zarysie (Esquisse du système parlementaire britannique)*. Warszawa 1962, PWN, 235 p.
- Mizerski Edmund: *Pozycja organu przedstawicielskiego w ustawodawstwie Polski Ludowej (La position de l'organe représentatif dans la législation de la Pologne Populaire)*. Toruń 1962, PWN, 56 p.

Droit administratif

- Bar Ludwik: *Sądowa kontrola administracji w Anglii (Le contrôle judiciaire de l'administration en Angleterre)*. Warszawa 1962, PWN, 253 p.

- Bar Ludwik: *Kodeks budowlany. Przepisy i objaśnienia. Wg stanu prawnego na dzień 30. VI. 1962 r. (Code du bâtiment. Texte et commentaire. Etat juridique au 30 juin 1962)*. Warszawa 1962, Wyd. Prawn., XV^e + 745 p.
- Chelmoński Adam: *L'acte administratif dans le réseau étatique de l'économie nationale (Traduit du polonais par Paweł Heinzelman)*. Wrocław 1962, 82 p.
- Chmielewski Henryk, Kaszczewski Lucjan, Wiącek Janina: *Ustawa o zgromadzeniach. Komentarz. (Loi sur les réunions publiques. Commentaire)*. Warszawa 1962, Wyd. Prawn., 54 p.
- Chmielewski Józef, Ćwikliński Władysław: *Podstawowe przepisy dotyczące szkolnictwa wyższego wydane w okresie od dnia 1. I. 1960 r. do dnia 13. IX. 1962. (Dispositions fondamentales concernant les écoles d'enseignement supérieur; éditées entre le 1^{er} juin 1960 et le 13 septembre 1962)*. Z. 4. Warszawa 1962, PWN, 329 p.
- Dawidowicz Wacław: *Ogólne postępowanie administracyjne. Zarys systemu. (La procédure administrative générale. Esquisse d'un système)*. Warszawa 1962, PWN, 314 p.
- Garlicki Stanisław, Szeremeta Emil: *Prawo o sądach ubezpieczeń społecznych. Komentarz. Tekst, przepisy zwięzłe, motywy ustawodawcze, orzecznictwo, wyjaśnienia, wykaz przepisów, skorowidz rzeczowy. Wg stanu prawnego na dzień 31. VII. 1962 r. Wyd. 2. (Loi sur les tribunaux d'assurances sociales. Commentaire. Texte, dispositions, exposé de motifs, jurisprudence, explications, tableau des dispositions, index par matières. Etat légal au 31 juillet 1962, 2^e éd.)*. Warszawa 1962, Wyd. Prawn., 366 p.
- Łęczycki Szymon: *Zagadnienia prawne gospodarki mieszkaniowej (Les problèmes juridiques de l'économie des logements)*. Warszawa 1962, UW, 107 p.
- Rabska Teresa: *Samorząd robotniczy w PRL (L'autogestion ouvrière dans la RPF)*. Poznań 1962, PWN, 229 p.
- Ramus Walenty: *Prawo wywłaszczeniowe. Ustawa z dnia 12. III. 1938 r. o zasadach i trybie wywłaszczenia nieruchomości. Komentarz. Wg stanu prawnego na dzień 13. V. 1962 r. (Législation de l'expropriation. Loi du 12 mars 1938 portant règles et problèmes d'expropriation d'immeubles. Commentaire. Etat légal au 13 mai 1962)*. Warszawa 1962, Wyd. Prawn., 189 p.
- Rot Henryk: *Akty normatywne rad narodowych i ich prezydium. (Acts normatifs édictés par les conseils populaires et leurs présidiums)*. Warszawa 1962, Wyd. Prawn., 8^o, 170 p.
- Rybicki Zygmunt: *Rady delegatów robotniczych w Polsce 1918—1919 (Les conseils de délégués ouvriers en Pologne 1918—1919)*. Warszawa 1962, PWN, 210 p.
- Rybicki Zygmunt, Błażejczyk Marian: *Samorząd robotniczy. Zagadnienia prawne. (L'autogestion ouvrière. Problèmes juridiques)*. Warszawa 1962, Wyd. Związkowe, 195 p.
- Sobczak Edmund: *Wywłaszczenie jako instrument gospodarki planowej rad narodowych (Expropriation comme instrument d'économie planifiée des conseils populaires)*. Toruń 1962, PWN, 84 p.
- Szkice o samorządzie robotniczym. (Esquisses sur l'autogestion ouvrière. Red. scient. Zygmunt Rybicki). Warszawa 1962, Książka i Wiedza, 221 p.
- Sulczewski Michał: *Prawne ramy działalności prasy w państwie współczesnym. (Le cadre juridique des activités de la presse dans l'Etat moderne)*. Warszawa 1962, Dz. Wyd. UW, 243 p.
- Świątkowski Henryk: *Wyznaniowe prawo państwowe. Problematyka prawna wolności sumienia w PRL. (La loi sur les confessions. Problèmes juridiques de la liberté de conscience dans la RP P)*. Warszawa 1962, PWN, 179 p.
- Wiącek Janina: *Stowarzyszenia w państwie socjalistycznym. (Les associations dans l'Etat socialiste)*. Warszawa 1962, Wyd. Prawn., 93 p.

Droit international (public et privé)

- Ehrlich Ludwik: *Suwerenność Polski na ziemiach zachodnich i północnych. Zagadnienia prawne. (La souveraineté de la Pologne sur les territoires de l'Ouest et du Nord. Problèmes juridiques)*. Katowice 1962, Śląski Instytut Naukowy, 8°, 59 p.
- Walaszek Bronisław: *Ustalenie ojcostwa małżeńskiego w polskim prawie rodzinnym, w polskim prawie międzynarodowym prywatnym i procesowym. (Etablissement de la paternité légitime dans le droit polonais de famille et dans les règles de droit international privé et personnel polonais)*. Kraków 1962, PWN, 268 p.
- Zaorski Remigiusz: *Konwencje genewskie o prawie morza (Conventions de Genève sur le droit de la mer)*. Gdynia 1962, Wyd. Morskie, 8°, 274 p.
- Zbiór Umów Międzynarodowych Polskiej Rzeczypospolitej Ludowej (Recueil de Traités Internationaux de la République Populaire de Pologne). 1960. (Rédigé par Eulalia Chorzępa, Janusz Minkiewicz, Stanisław Nahlik). Warszawa 1962, 468 p.

Droit civil et procédure civile

- Czachórski Witold: *Zarys prawa zobowiązań. Część ogólna. (Esquisse du droit des obligations. Partie générale)*. Warszawa 1962, PWN, 358 p.
- Czachórski Witold: *L'obligation alimentaire d'après le droit polonais*. Warszawa 1962, PWN, 8°, 33 p.
- Czarnecki Ryszard: *Rozgraniczenie nieruchomości. (La délimitation d'immeubles)*. Warszawa 1962, Wyd. Prawn., 105 p.
- Garlicki Stanisław, Piekarski Mieczysław, Stelmachowski Andrzej : *Odpowiedzialność cywilna za niedobory (manka). (La responsabilité civile pour le „manco”)*. Ouvrage collectif rédigé par M. Piekarski, Warszawa 1962, 255 p.
- Gersdorf Mirosław, Ignatowicz Jerzy: *Ustawa o spółdzielniach i ich związkach oraz rozporządzenie wykonawcze. Komentarz. Wg stanu prawnego na 15. IV. 1962. Wyd. 2 popr. i uzup. (Loi sur les coopératives et leurs unions et règlements d'application. Commentaire. Etat légal au 15. IV. 1962. 2^e éd. revue et corrigée)*. Warszawa 1962, Wyd. Prawn., 287 p.
- Kodeks postępowania cywilnego oraz przepisy wprowadzające i związkowe. Wg stanu prawnego na dzień 1. VII. 1962. Wyd. 11. (Code de procédure civile et dispositions d'introduction. Etat légal au 1. VII. 1962. 11^e éd.)*. Prépare par Sabina Chorażakowa. Warszawa 1962, Wyd. Prawn., 475 p.
- Kufel Władysław: *Podstawy odwołania arbitrażowego (Fondaments d'un recours arbitral)*. Warszawa 1962, PWN, 181 p.
- Pawłowski Czesław: *Prawo o państwowym arbitrażu gospodarczym (Législation sur l'arbitrage économique d'Etat)*. Recueilli par ... 2^e éd. Warszawa 1962, Wyd. Prawn., 101 p.
- Policzkiewicz Jan, Siedlecki Władysław, Wengerek Edmund: *Postępowanie niesporne (Procédure gracieuse)*. Warszawa 1962, PWN, 318 p.
- Projekt kodeksu cywilnego oraz przepisów wprowadzających kodeks cywilny (Projet de code civil et de dispositions introduisant le code civil)*. Warszawa 1962, Wyd. Prawn., 221 p.
- Resich Zbigniew: *Dopuszczalność drogi sądowej w sprawach cywilnych (L'admissibilité de la voie judiciaire dans les litiges civils)*. Warszawa 1962, Wyd. Prawn., 146 p.
- Ritterman Stefan: *Pojęcia materialne w prawie cywilnym. Studium z zakresu metodologii nauki prawa cywilnego. Rozważania ogólne. (Notions matérielles en droit civil. Etude de méthodologie de la science du droit civil. Considérations générales)*. Kraków 1962, UJ, 334 p.
- Siemiński Władysław: *Przedawnienia w handlu zagranicznym. (Prescriptions dans le commerce extérieur)*. Warszawa 1962, PIH2, 290 p.
- Szer Seweryn: *Prawo Cywilne. Część ogólna. Wyd. 3 (Droit civil. Partie générale. 3^e éd.)*. Warszawa 1962, Wyd. Prawn., 317 p.

Szer Seweryn: *Użytkowanie gruntów państwowych (L'usufruit des terres d'Etat)*. Warszawa 1962, PWN, 129 p.

Świątkowski Henryk: *Prawo rolne (Droit rural)*. Łódź 1962, PWN, 8°, 338 p.

Warkało Witold: *Odpowiedzialność odszkodowawcza. Funkcje, rodzaje, granice (Responsabilité entraînant réparation. Fonctions, genres, limites)*. Warszawa 1962, PWN, 234 p.

Winiarz Jan: *Ustalenie wysokości odszkodowania (Détermination du montant de la réparation)*. Warszawa 1962, PWN, 196 p.

Winiarz Jan: *Odpowiedzialność państwa za szkody wyrządzone przez funkcjonariuszy (Responsabilité de l'Etat pour les dommages causés par les fonctionnaires)*. Warszawa 1962, Wyd. Prawn., 104 p.

Droit pénal et procédure pénale

Bożyczko Zbigniew: *Kradzież kieszonkowa i jej sprawca (Le vol à la tire et son auteur)*. Warszawa 1962, Wyd. Prawn., 198 p.

Chybiński Olgierd: *Paserstwo w polskim prawie karnym (Le recel en droit pénal polonais)*. Warszawa 1962, Wyd. Prawn., 8°, 131 p.

Drabik Michał: *Ochrona mienia spółdzielni spożywców (La protection des biens d'une coopérative de consommateurs)*. Warszawa 1962, Zakł. Wyd. Centrali Roln. Spółdz., 167 p.

Dreszer Ryszard: *Zarys psychiatrii sądowej dla medyków i prawników (Esquisse de psychiatrie médico-légale pour médecins et juristes)*. Warszawa 1962, P.Z.W. Lek., III p.

Hochberg Leo: *Wyjaśnienia oskarżonego w procesie karnym i ich wartość dowodowa. (Explications de l'accusé dans le procès pénal et leur valeur probante)*. Warszawa 1962, Wyd. Prawn., 67 p.

Kubec Zbigniew, Hołyst Brunon: *Bójka i pobicie. Problemy dogmatyki prawa: kryminologii i kryminalistyki. (Rixe et voies de fait. Problèmes de dogmatique du droit: de la criminologie et de la criminalistique)*. Warszawa 1962, Wyd. Prawn., 127 p.

Lernell Leszek: *Zagadnienie związku przyczynowego w prawie karnym (Le problème du lien causal en droit pénal)*. Warszawa 1962, Wyd. Prawn., 8°, VI° p., 387 p.

Manczarski Stanisław: *Medycyna sądowa w zarysie. "Podręcznik dla studentów (Esquisse de médecine légale. Manuel pour étudiants)*. 3° éd. revue et corrigée. Warszawa 1962, PZW Lek., 362 p.

Merz Emil: *Problemy radzieckiego prawa karnego. Wybór z literatury radzieckiej (Les problèmes du droit pénal soviétique. Choix de textes d'ouvrages soviétiques)*. Traduit du russe par Bernard Himmel, Leo Hochberg et Bronisław Rot. Warszawa 1962, PWN, 239 p.

Wlinska H.: *Przerwanie ciąży w świetle prawa karnego (L'avortement d'après le droit pénal)*. Rédigé et préfacé par Jerzy Sawicki. Warszawa 1962, PWN, 133 p.

Droit du travail

Jastrzębski Wojciech: *Prawo pracy w zarysie. Wg stanu prawnego na dzień 1. XII. 1961. Opracowanie dla szkolenia zaocznego organów samorządu spółdzielczości pracy (Esquisse du droit du travail. Etat légal au 1. XII. 1961. Destiné à renseignements par correspondance des organes d'organisation des coopératives de travail)*. 3° éd., Warszawa 1962, 71 p.

Mironczuk Albin: *Uprawnienia kobiet pracujących (Les droits des femmes au travail)*. Warszawa 1962, Wyd. Związk., 112 p.

Rosner Jan: *Zagadnienia czasu pracy (Les problèmes de la durée du travail)*. Warszawa 1962, Książka i Wiedza, 244 p.

Salwa Zbigniew: *Prawo pracy (Droit du travail)*. Warszawa 1962, UW, 276 p.

Organisation de l'administration de la justice

Resich Zbigniew: *Organizacja wymiaru sprawiedliwości (Organisation de l'administration de la justice)*. Warszawa 1962, 8°, 136 p.

